

21 septembre 2021

(21-7041)

Page: 1/60

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

**RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2  
DE L'ACCORD SUR LES ADPIC**

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

La communication ci-après, datée du 16 septembre 2021 et adressée par la délégation des États-Unis d'Amérique, est distribuée conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (document IP/C/28).

---

<b>1 INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>2 PROGRAMMES GÉNÉRAUX DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, INCITATIONS ET PARTENARIATS.....</b>	<b>2</b>
<b>3 PROGRAMMES ÉDUCATIFS ET UNIVERSITAIRES .....</b>	<b>6</b>
<b>4 PROGRAMMES COMMERCIAUX ET JURIDIQUES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS.....</b>	<b>11</b>
<b>5 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE RESPECT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI).....</b>	<b>12</b>
<b>6 POLITIQUE EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET INCITATIONS.....</b>	<b>16</b>
<b>7 PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET INCITATIONS UTILISANT DES MODÈLES DU SECTEUR PRIVÉ .....</b>	<b>19</b>
<b>8 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AINSI QU'À LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....</b>	<b>23</b>
<b>9 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE.....</b>	<b>33</b>
<b>10 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>36</b>
<b>11 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA SANTÉ.....</b>	<b>41</b>
<b>12 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA MAIN-D'ŒUVRE.....</b>	<b>59</b>
<b>13 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU TRANSPORT .....</b>	<b>60</b>

## 1 INTRODUCTION

1. Les États-Unis se sont engagés à améliorer continuellement leurs activités relevant de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC et à présenter des rapports sur ces activités, conformément aux directives établies dans la Décision du Conseil des ADPIC du 20 février 2003 (document IP/C/28). En vertu de cette décision, les pays développés Membres présenteront des rapports annuels aux pays les moins avancés (PMA) sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément aux engagements contractés par les pays développés en vertu de l'article 66:2. Selon cet article, les pays développés Membres se sont engagés à offrir des incitations aux entreprises et institutions sur leur territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les PMA pour leur permettre de se doter d'une base technologique solide et viable. Le financement de ces activités et collaborations multidimensionnelles par le gouvernement des États-Unis constitue une incitation pour les nombreux partenaires des États-Unis et leurs institutions qui travaillent avec des PMA bénéficiaires à promouvoir, à encourager et à rendre possible le transfert de technologie.

2. Les Programmes en matière de propriété intellectuelle, de capacité commerciale, de formation, d'aide au développement, d'éducation, de financement, d'entrepreneuriat et d'infrastructure qui sont décrits dans le présent rapport font partie intégrante des efforts déployés par les États-Unis afin d'aider les PMA. S'il est impossible de faire état de toutes les activités qui incitent, directement ou indirectement, les entreprises et institutions à promouvoir et à encourager le transfert de technologie, le présent rapport tente pour sa part de décrire les activités et Programmes les plus saillants et à rendre compte de l'ampleur et de l'intensité des efforts déployés par les États-Unis.

3. Pour le gouvernement des États-Unis, il est très important d'offrir des incitations pour aider les PMA à bénéficier du transfert de technologie. Pour réaliser cet objectif, il s'emploie, en collaboration avec de nombreux autres organismes publics nationaux et régionaux et organisations chargées de la propriété intellectuelle, comme l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), à encourager les PMA à améliorer le fonctionnement et l'utilisation de leur système de propriété intellectuelle pour soutenir le développement économique, social et culturel. Notre objectif est d'aider les PMA à créer un environnement qui attire et soutient les technologies répondant aux besoins locaux et qui sont reconnues dans les marchés nationaux. Renforcer la protection de la propriété intellectuelle est essentiel à la promotion du transfert de technologie.

4. Une grande partie des travaux de recherche qui sont menés par des laboratoires gérés par l'administration fédérale et des centres de recherche-développement (R&D) financés par le budget fédéral donne lieu à des inventions ou à des découvertes qui permettent de développer de nouvelles technologies et de nouveaux procédés. La commercialisation de ces résultats peut générer des avantages économiques et sociaux et augmenter ainsi la rentabilité de l'investissement dans la R&D financée par le budget fédéral.

5. Les États-Unis continuent d'être convaincus que la mise en œuvre effective de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC requiert un dialogue constructif entre les pays développés Membres et les PMA si l'on veut que les incitations répondent au mieux aux intérêts et aux besoins identifiés par les PMA eux-mêmes en matière de transfert de technologie. Les États-Unis soutiennent les efforts fournis par le Conseil des ADPIC, le Secrétariat et les États Membres pour organiser des discussions entre ces derniers concernant la mise en œuvre de l'article 66:2.

## 2 PROGRAMMES GÉNÉRAUX DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE, INCITATIONS ET PARTENARIATS<sup>1</sup>

6. En vertu de la Loi Bayh-Dole de 1980, le Congrès des États-Unis a décidé que les inventions résultant d'activités de recherche financées par le budget fédéral devaient être utilisées pour en faciliter la commercialisation et l'accès public moyennant des applications concrètes. Les laboratoires américains s'associent souvent à des organisations externes pour mener des activités conjointes en matière de recherche-développement.

---

<sup>1</sup> Les paragraphes 6 à 8 décrivent les politiques et les outils législatifs en matière de transfert de technologie qui sont utilisés par le gouvernement des États-Unis pour déterminer une grande partie de la technologie qui est transférée aux PMA.

## 2.1 Activités de recherche-développement soutenues par le gouvernement fédéral

7. Le groupe de travail Lab-to-Market du Conseil national des sciences de la technologie (NSTC) coordonne les initiatives relatives au transfert de technologie qui sont financées par le budget fédéral et visent à accélérer et à améliorer le transfert de nouvelles technologies du laboratoire au marché commercial. Des organismes fédéraux mettent en œuvre ces initiatives, qui portent sur des domaines tels que le développement du capital humain et l'innovation dans les petites entreprises. Chaque année, l'Institut national des normes et de la technologie établit un rapport qui résume les efforts menés par l'ensemble des administrations publiques en matière de transfert de technologie. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante: <https://www.nist.gov/tpo/federal-laboratory-interagency-technology-transfer-summary-reports>.

### 2.1.1 Consortium des laboratoires fédéraux pour le transfert de technologie (FLC)

8. Le transfert de technologie est le plus efficace lorsque c'est l'entité qui va l'utiliser qui en fait la demande. Le Consortium des laboratoires fédéraux pour le transfert de technologie (FLC) joue un rôle essentiel en ce qu'il fournit des renseignements sur les technologies pouvant être cédées sous licence et sur les laboratoires disposés à établir des liens de collaboration et de partenariat. Le FLC est un réseau national composé de quelque 300 laboratoires et centres fédéraux, qui établit des passerelles entre les technologies et l'expertise des laboratoires et les marchés (voir <https://www.federallabs.org/>). Il encourage la coopération technique entre les laboratoires fédéraux et les entreprises, grandes ou petites, les universités et les organismes fédéraux, des États, et des administrations locales. Il collabore avec les organisations qui promeuvent la coopération technique et s'emploie à améliorer l'efficacité du transfert de technologie en misant sur la formation, la reconnaissance, les subventions et l'évaluation. Le FLC encourage également le transfert de technologie et, par l'intermédiaire des laboratoires membres du réseau, recherche des partenaires dans le monde entier. Il propose tout un éventail d'outils tels que la possibilité de rechercher des technologies de laboratoire disponibles, de localiser des experts et des installations de laboratoire spécifiques et de trouver les mécanismes de partenariat pouvant être proposés à différents organismes. L'ensemble d'outils proposé par le FLC est disponible à l'adresse suivante: <https://www.federallabs.org/T2-Toolkit>.

### 2.1.2 Partenariats pour une mobilisation accrue en faveur de la recherche (PEER)

9. Le Programme Partenariats pour une mobilisation accrue en faveur de la recherche (PEER) fournit un appui direct aux scientifiques des pays dans lesquels l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) est présente en accordant des subventions de recherche pouvant généralement atteindre 200 000 USD. Les organismes scientifiques américains, tels que l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA), l'Institut national de l'alimentation et de l'agriculture (NIFA), les Instituts nationaux de la santé (NIH), la Fondation nationale pour la science (NSF), l'Administration nationale des océans et de l'atmosphère (NOAA), la Smithsonian Institution, le Service des forêts des États-Unis (USFS), le Service de recherche agricole (ARS) du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), le Service géologique des États-Unis (USGS), National Instruments, General Electric et des universités et instituts de recherche du monde entier ont établi des partenariats avec des scientifiques de pays en développement grâce aux subventions accordées dans le cadre du Programme PEER. Depuis son lancement, en 2011, celui-ci a permis de soutenir plus de 370 projets dans plus de 50 pays grâce à un investissement de l'USAID de plus de 100 millions d'USD. Il vise à renforcer les capacités des institutions de recherche et des scientifiques locaux, à consolider les partenariats de recherche à l'échelle mondiale et à favoriser la transposition des données et des éléments de preuve sous forme de politiques. Le Programme est mis en œuvre par les National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine. Sur les 3 000 étudiants qui travaillent dans les équipes de recherche du PEER, 50% sont des femmes. Les chercheurs du PEER ont contribué à plus de 900 publications et articles de journaux. Plus de 75% des bénéficiaires du PEER obtiennent un financement supplémentaire pour poursuivre leurs recherches dans les domaines suivants: agriculture; biodiversité; atténuation des catastrophes; éducation; énergie; planification familiale; sécurité alimentaire; maladies infectieuses; nutrition; santé reproductive; eau et assainissement.

### **2.1.2.1 Projet du Programme PEER: Technologies abordables pour le dépistage du cancer du col de l'utérus – Mozambique**

10. Le projet a permis de réaliser plus de 3 500 dépistages du cancer du col de l'utérus à l'aide de la plate-forme de test de dépistage du virus du papillome humain (VPH) GeneXpert. Un sous-ensemble d'échantillons a été stocké et sera testé à l'aide d'un nouveau test de dépistage du VPH, mis au point par l'Université Rice, qui a le potentiel de réduire considérablement les coûts du dépistage du cancer du col de l'utérus effectué au moyen d'un test de dépistage du VPH. Les résultats seront comparés à ceux de la "norme de référence" de la plate-forme GeneXpert. Après une interruption due à la pandémie de COVID-19, les tests de dépistage du VPH ont repris en août 2021. Le projet se déroule entre janvier 2019 et juin 2022.

### **2.1.3 Renforcement de la lutte contre le braconnage dans le complexe des réserves zoologiques de Rungwa/Kizigo/Muhesi – Tanzanie**

11. Ce projet soutient les efforts déployés par le gouvernement tanzanien pour lutter contre le braconnage. En collaboration avec l'Office tanzanien de la faune et de la flore sauvages (TAWA), le projet: renforce les compétences techniques en matière de prévention, de dissuasion et de lutte contre le braconnage; facilite la mobilité au sein du complexe de la réserve zoologique de Rungwa et vers celle-ci; renforce les capacités des gardes de la réserve zoologique de Rungwa; et augmente l'incidence des mesures visant à faire respecter la législation environnementale sur le territoire de Ruaha-Katavi et plus largement en Tanzanie. En particulier, le projet porte actuellement sur la collecte de données SMART à l'aide de téléphones intelligents ou de tablettes et d'un logiciel de rapport comme outil d'application de la loi sur la surveillance et la gestion de la faune sauvage par: la formation et le mentorat sur le système SMART et l'intégration de la plate-forme de collecte et d'analyse des données pour l'application des lois sur les espèces sauvages jusqu'en septembre 2021.

#### **Le TAWA, le garde-chasse et les gardes forestiers applaudissent le projet**

12. Le commissaire à la conservation par intérim du TAWA continue d'exprimer son soutien au système de collecte de données SMART et il espère étendre son utilisation même après la fin du projet actuel. Les gardes forestiers se disent également satisfaits de cet outil ajouté aux mesures à leur disposition pour lutter contre le braconnage. L'entretien du matériel (en particulier des ordinateurs du système et des serveurs de données) reste d'une importance capitale et doit faire face à des défis importants dans la brousse. Le garde-chasse Chifuno Jembe, Directeur de la réserve zoologique de Lukawati/Piti, rapporte que l'utilisation et la maîtrise du système SMART en tant qu'outil de collecte et d'analyse des données lui ont permis, ainsi qu'à ses équipes de patrouilleurs, de mieux cibler leurs efforts de lutte contre le braconnage. Cela les a également aidés à mieux répartir le personnel, les véhicules et le matériel de terrain.

### **2.1.4 Découverte et mise à l'essai de nouvelles innovations**

13. Trouver de nouvelles idées d'innovations, recueillir des éléments permettant de démontrer leur efficacité et attirer de nouveaux investissements contribuent à faire connaître les solutions aux problèmes de développement à un plus grand nombre de personnes, et ce plus rapidement et plus durablement. Le Laboratoire mondial de développement des États-Unis se veut un pôle d'innovation. En collaboration avec l'USAID et nos partenaires externes, il remplit une double mission: 1) réaliser des avancées innovantes axées sur le développement en obtenant, en mettant à l'essai et en généralisant des solutions éprouvées pour atteindre des centaines de millions de personnes; et 2) accélérer la transformation des activités de développement en faisant du développement l'affaire de tous ceux qui ont de bonnes idées, en promouvant de nouveaux partenariats et en renforçant les partenariats existants, en présentant des données et des éléments probants et en mettant à profit les progrès scientifiques et technologiques.

14. Le laboratoire de l'USAID utilise deux approches pour recenser les innovations offrant des perspectives encourageantes, les faire ensuite passer par deux étapes de mise à l'essai rigoureuses avant de finalement les utiliser à grande échelle pour les développer au niveau mondial. La première approche – l'innovation ouverte – fait intervenir le Programme de financement des innovations axées sur le développement (DIV), qui comporte un programme de subventions auquel peuvent participer toute l'année quasiment toutes les personnes ou organisations qui travaillent dans les secteurs ou dans les pays où l'USAID est présente. Les subventions sont accordées sur la base du rapport coût

efficacité des innovations, des données attestant de leur impact et de leur transposition éventuelle à plus grande échelle. Le Programme DIV évalue chaque candidat à travers le prisme de ces principes, en fonction de l'étape ou du type de financement recherché. Il a soutenu l'innovation dans 47 pays entre 2010 et 2020 (<https://www.usaid.gov/div/about>).

## 2.2 Accords en matière de science et de technologie

15. Les États-Unis utilisent les accords en matière de science et de technologie comme un cadre favorable à une collaboration internationale accrue qui facilite la coopération entre les organismes spécialisés américains et leurs homologues étrangers dans des domaines tels que la santé publique, l'aménagement des bassins hydrographiques, l'agriculture, la protection de l'environnement et de la biodiversité, la biotechnologie, les sciences de la terre, les sciences de la mer et les énergies de substitution. Ces accords soutiennent les relations qui renforcent les systèmes d'éducation scientifique, consolident les capacités institutionnelles et humaines, et assurent une meilleure reconnaissance de l'innovation et du rôle de celle-ci dans le transfert et la commercialisation de technologie. Les États-Unis soutiennent les Programmes qui renforcent la capacité institutionnelle à traduire les résultats des travaux de recherche en activités commerciales, tout en améliorant la capacité des individus à accéder au marché du travail (voir <https://www.state.gov/key-topics-office-of-science-and-technology-cooperation/>). Grâce à ces efforts, les organismes scientifiques et techniques des États-Unis et leurs homologues favorisent la croissance économique et la création d'emplois.

## 2.3 Programmes régionaux

### 2.3.1 Infrastructures "intelligentes" pour le Mékong (SIM) – Initiative en faveur du bassin inférieur du Mékong

16. Créé en juillet 2013, le Programme "Infrastructures intelligentes pour le Mékong – SIM" offre aux gouvernements qui participent à l'Initiative en faveur du bassin inférieur du Mékong (LMI) divers services (conseils techniques, renforcement des capacités et soutien) liés à l'aménagement d'infrastructures climatiquement ingénieuses, respectueuses de l'environnement et socialement équitables, au développement d'énergies propres et à l'utilisation des terres et/ou des ressources en eau en vue d'assurer une gestion durable du Mékong. En vertu d'un accord concernant plusieurs organismes du gouvernement des États-Unis, le Programme SIM peut consulter certains des meilleurs ingénieurs, scientifiques, experts techniques et spécialistes des politiques pour réaliser ces activités.

#### 2.3.1.1 Wonders of the Mekong – Cambodge

17. Cette activité vise à fournir une assistance technique, des outils et une formation aux gestionnaires de ressources naturelles du Cambodge afin d'établir des réseaux de collecte et de suivi des données qui renforceront les capacités existantes et compléteront les projets en cours dans le bassin inférieur du Mékong. Les objectifs sont les suivants:

- a. améliorer la capacité de suivi des activités en eau douce, de l'hydrologie et des ressources halieutiques au Cambodge;
- b. obtenir l'information biologique essentielle nécessaire à la promotion d'une gestion durable de l'environnement dans les zones et les pêcheries clés, y compris le lac Tonle Sap, le Mékong et le bassin inférieur du Mékong; et
- c. fournir des informations aux communautés, aux responsables de la gestion des pêches et aux décideurs politiques à plusieurs paliers du gouvernement et de la société civile afin de soutenir des voies et des politiques environnementales durables.

18. Les activités de Wonders of the Mekong ont permis d'aborder plusieurs incertitudes importantes liées au suivi et à la gestion des incidences sur la santé et la productivité du Mékong de menaces telles que la surpêche, la perte de biodiversité, les flux modifiés par les barrages, la pollution, la déforestation et les changements climatiques. Les résultats du projet ont été partagés lors de multiples conférences, ateliers et forums, dont le Mekong Virtual Symposium du Département d'État américain: "An Uncertain Future: Working Towards a Thriving Tonle Sap", le webinaire de l'Institut

de Stockholm pour l'environnement "Can the Mekong be Saved?", les Dialogues politiques du Partenariat États-Unis-Mékong Track 1.5, et une discussion organisée avec l'ambassade des États-Unis au Cambodge et des délégués des quatre pays du bassin inférieur du Mékong.

19. Les résultats des recherches menées dans le cadre de Wonders of the Mekong sont accessibles au public et les activités du projet ont été présentées dans de nombreux médias nationaux et internationaux, dont le National Geographic "New Project Targets Mekong River" (désormais une série de 17 articles), le Khmer Times "Spotlight: Celebrating Woman in Conservation" et le Circle of Blue "Five Bright Spots in the Mekong".

### Des représentants du gouvernement et du secteur privé saluent le Wonders of the Mekong

20. M. Bunthang Touch, Directeur par intérim de l'Institut de recherche et de développement de la pêche intérieure, de l'administration cambodgienne de la pêche, a remercié Wonders of the Mekong pour sa collaboration. "Le projet Wonders of the Mekong joue un rôle essentiel dans la recherche sur la pêche, le renforcement des capacités et l'éducation, y compris la mise en place de la plus grande équipe de scientifiques cambodgiens spécialisés dans la pêche, la conception de protocoles de recherche et de suivi pour guider la politique de pêche durable, et l'établissement de partenariats avec la Commission du Mékong pour le partage et l'analyse des données. Le projet Wonders of the Mekong est l'entité la plus importante qui guide la recherche scientifique sur la pêche en eau douce et la biodiversité au Cambodge aujourd'hui, et les résultats de cette recherche guideront et amélioreront la gestion future des ressources naturelles à des fins de durabilité."

21. M. Ratha Sor, ancien responsable du développement du Programme d'études supérieures en conservation de la biodiversité de la RUPP, a exprimé sa reconnaissance pour le soutien de Wonders of the Mekong au Programme de doctorat en écologie et gestion appliquées et à la maîtrise en conservation de la biodiversité de la RUPP. "Le soutien apporté par Wonders of the Mekong a permis de financer trois étudiants en maîtrise et quatre en doctorat. Wonders of the Mekong est le principal soutien des étudiants inscrits à nos programmes. Les étudiants financés par Wonders of the Mekong ont fait des progrès exceptionnels en termes de capacité et d'engagement, comme le démontrent l'excellence et l'étendue de leurs recherches et leurs publications de haute qualité. Les contributions du projet au renforcement des capacités et au développement des réseaux sociaux ont conduit à des échanges internationaux d'érudits, au partage de données, à des collaborations aux niveaux national et international sur la recherche halieutique et la conservation de la biodiversité."

## 3 PROGRAMMES ÉDUCATIFS ET UNIVERSITAIRES

22. Le Département d'État, l'USAID et d'autres organismes des États-Unis travaillent étroitement avec les universités pour promouvoir un transfert de technologie approprié et le partage des connaissances par le biais d'échanges universitaires et de programmes qui mettent à profit les capacités intellectuelles des professionnels, des étudiants et des chercheurs pour relever des défis tels que la variabilité climatique, la sécurité alimentaire et la santé dans le monde.

### 3.1 Inscription dans les universités américaines

23. Le système universitaire américain est l'une des principales voies de transfert approprié de technologie et de connaissances. Les étudiants étrangers utilisent les connaissances et les compétences acquises dans leur pays d'origine, et certains continuent à collaborer avec leurs collègues américains dans le cadre de recherches mutuellement bénéfiques.

#### 3.1.1 Inscription des étudiants étrangers dans les universités

24. Pendant l'année universitaire 2019-2020 (données les plus récentes), 38 687 étudiants originaires de PMA étaient inscrits dans des établissements d'enseignement supérieur aux États-Unis, soit une augmentation de près de 1,5% par rapport à l'année universitaire 2018-2019 et 3,6% du total des étudiants étrangers inscrits dans ces établissements. Les universités américaines ont accueilli de nombreux étudiants des PMA, en particulier du Népal (12 730 étudiants) et du Bangladesh (8 838 étudiants). Pour l'année universitaire 2019-2020, les 5 domaines d'étude qui comptaient le plus d'étudiants étrangers étaient l'ingénierie (220 542); les mathématiques et les sciences informatiques (205 207); le commerce et la gestion (174 470); les sciences sociales (84 440); et les sciences physiques et la biologie (81 971).

### **3.1.2 Programme de leadership pour les visiteurs internationaux (IVLP)**

25. En soutien à l'objectif stratégique du Département d'État de renforcer le développement économique, le Bureau des affaires éducatives et culturelles poursuit son programme de leadership pour les visiteurs internationaux destiné à aider les pays partenaires, y compris les PMA Membres. Dans des conditions normales, les projets réalisés dans le cadre du IVLP se déroulent en personne avec des visites aux États-Unis. En raison des restrictions de voyage dues à la pandémie de COVID-19 en 2020, tous les Programmes du IVLP se sont déroulés en ligne.

#### **3.1.2.1 IVLP à l'intention des femmes et de l'entrepreneuriat – Angola, Burkina Faso, Guinée, Libéria, Niger, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, Zambie**

26. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP était destiné aux participants de la région Afrique, notamment de l'Angola, du Burkina Faso, de la Guinée, du Libéria, du Niger, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Tchad et de la Zambie. Il a illustré l'incidence des entreprises détenues par des femmes sur l'économie américaine et mis en lumière les progrès réalisés par les femmes qui participent plus pleinement à l'économie mondiale. Du 17 mai au 12 juin 2021, le groupe a invité divers acteurs à discuter des facteurs sociaux, économiques et politiques qui influencent et encouragent les femmes en tant qu'entrepreneurs et propriétaires ou gestionnaires de petites, moyennes et grandes entreprises. Les participants se sont penchés sur le développement du leadership, la création d'emplois, l'accès au capital, le marketing, l'éducation et les innovations visant à encourager l'entrepreneuriat aux États-Unis. Les participants ont pris connaissance des mesures d'incitation à l'entrepreneuriat offertes au niveau des autorités fédérales, des États et des administrations locales.

#### **3.1.2.2 IVLP concernant la lutte contre les maladies infectieuses – Bénin, Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Mozambique, Rwanda, Togo**

27. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP a apporté un soutien à l'objectif du Département d'État de protéger la santé et le bien-être des populations mondiales. Les participants de la région Afrique, notamment du Bénin, du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Mozambique, du Rwanda et du Togo, ont étudié la manière dont les communautés identifient et hiérarchisent les réponses aux épidémies et ils ont examiné les nouvelles pratiques et techniques de prévention et de traitement des maladies infectieuses au niveau des administrations locales, des États et des autorités fédérales. Du 8 mars au 2 avril 2021, le projet a consisté à examiner les moyens de sensibiliser aux questions de santé et a présenté aux participants les réseaux américains de santé publique et de médias travaillant sur des stratégies de sensibilisation à la santé mondiale. En outre, les participants ont étudié comment les secteurs public et privé favorisent les partenariats pour aider à trouver, mobiliser et partager les ressources et les meilleures pratiques.

#### **3.1.2.3 IVLP concernant la durabilité et les industries extractives – Mali, Mozambique, Niger, Ouganda**

28. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP était axé sur les meilleures pratiques dans le secteur des industries extractives, notamment en matière de protection des travailleurs, de réglementation en matière d'environnement, de transparence des appels d'offres et de gestion des bénéfices. Les participants de la région Afrique, notamment du Mali, du Mozambique, du Niger et de l'Ouganda, ont pris connaissance de la Loi sur les pratiques de corruption à l'étranger (FCPA), qui constitue une norme de référence en matière de transparence dans les milieux d'affaires et la gouvernance, et de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, qui constitue une norme mondiale pour la bonne gouvernance du pétrole, du gaz et des ressources minérales. Du 14 juin au 9 juillet 2021, le projet a porté sur les réglementations et les politiques relatives aux droits fonciers autochtones qui préservent les droits de l'homme, soutiennent la diversité culturelle, protègent l'environnement et assurent la survie collective. Les participants ont appris comment la transparence et la responsabilité contribuaient à garantir la confiance du public, et comment ces mêmes valeurs favorisaient la stabilité financière et la croissance économique. En outre, le projet a porté sur les rôles de la société civile et des médias en tant qu'organes de surveillance et catalyseurs de la création et du maintien de pratiques gouvernementales et commerciales transparentes et responsables.

### **3.1.2.4 IVLP concernant l'autonomisation des jeunes grâce au perfectionnement de la main-d'œuvre – Bénin, Burkina Faso, Guinée, Libéria, Mozambique, Tanzanie, Tchad, Togo**

29. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP a soutenu les efforts déployés par les États-Unis pour promouvoir une gouvernance démocratique stable, ainsi que la croissance et le développement économiques mondiaux grâce au perfectionnement de la main-d'œuvre chez les jeunes et les personnes en transition vers un nouvel emploi ou une nouvelle carrière. Les participants de la région Afrique, notamment du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée, du Libéria, du Mozambique, de la Tanzanie, du Tchad et du Togo, ont étudié le rôle important que joue l'enseignement professionnel/technique en fournissant aux Américains une formation et des compétences adaptées aux besoins d'emploi ciblés. Du 8 février au 5 mars 2021, les participants ont examiné la manière d'adapter les Programmes d'études aux exigences économiques et les moyens d'intéresser les jeunes aux métiers d'avenir, notamment la technologie, les communications et d'autres domaines innovants qui leur permettront d'encourager des industries nouvelles. Les participants ont visité des entreprises qui offraient des stages et/ou des emplois ciblés pour les jeunes, y compris les jeunes à risque. Les participants ont également étudié l'investissement effectué par le gouvernement fédéral dans des programmes innovants pour les jeunes.

### **3.1.2.5 IVLP concernant la gestion de l'aide étrangère et de l'investissement étranger direct – Angola, Libéria, République démocratique du Congo**

30. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP a consisté à étudier les possibilités nouvelles et existantes de financement du développement et il a identifié les meilleures pratiques en matière d'analyse et de mise en œuvre des options de financement pour maximiser l'efficacité et minimiser les coûts supplémentaires. Les participants de la région Afrique, notamment de l'Angola, du Libéria et de la République démocratique du Congo, ont pris connaissance des efforts récemment déployés par les États-Unis pour promouvoir un ensemble commun de normes mondiales en matière de prêts et d'investissements dans les infrastructures; ils ont étudié les fondements du soutien apporté par les États-Unis en vue d'un financement transparent et durable, et ils ont examiné comment les États-Unis utilisaient le financement du développement pour promouvoir leurs intérêts en matière de politique étrangère et améliorer leur compétitivité économique mondiale. Du 19 juillet au 16 août 2021, le projet a intégré des réunions avec des organismes fédéraux, des groupes de réflexion, des sociétés de financement privées et des donateurs sur la variété des options de financement disponibles et les meilleures pratiques pour garantir un développement économique durable.

### **3.1.2.6 IVLP concernant la politique énergétique des États-Unis – Sécurité, indépendance et innovation – Bangladesh, Cambodge, Népal**

31. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP, auquel ont participé le Bangladesh, le Cambodge et le Népal, a consisté à examiner les efforts de coopération déployés à l'échelle nationale et internationale en vue de promouvoir l'innovation énergétique et les politiques des États-Unis visant à renforcer la sécurité énergétique. Du 14 octobre au 6 novembre 2020, les participants ont examiné les efforts déployés par les États-Unis pour réduire la pollution, promouvoir les sources d'énergie propres, atténuer l'incidence sur l'environnement, garantir la sécurité des réseaux électriques et des voies navigables, et adopter des politiques énergétiques saines. Les participants ont rencontré virtuellement des décideurs politiques, des chefs d'entreprise, des universitaires, des scientifiques et des groupes de citoyens pour discuter de leurs points de vue sur les ressources énergétiques locales et régionales, la production et la durabilité.

### **3.1.2.7 IVLP concernant le renforcement des liens économiques et commerciaux: Les écosystèmes du secteur de la mode – Sénégal**

32. Ce projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP a réuni 15 professionnels de la mode du Sénégal afin d'examiner l'industrie de la mode du point de vue des États-Unis. Du 9 novembre au 4 décembre 2020, ce projet a soutenu l'objectif du Département d'État de promouvoir une croissance économique à grande échelle et l'objectif de la mission de renforcer les liens commerciaux entre le Sénégal et les États-Unis. Le projet a permis de mieux comprendre les méthodes utilisées par les États-Unis en matière de développement des petites entreprises et de marketing numérique, en tirant parti de divers contacts établis lors de réunions et d'ateliers. Les participants se sont concentrés sur des exemples de modèles d'affaires réalisés dans le domaine de la mode fournis par



les États-Unis, notamment sur le plan des marques, des événements, des établissements d'enseignement et des associations professionnelles. Les participants ont étudié les moyens de renforcer les liens commerciaux internationaux dans le secteur de la mode.

### **3.1.2.8 IVLP concernant le renforcement des liens économiques et commerciaux: Les écosystèmes du secteur de la mode II – Sénégal**

33. Cette activité virtuelle réalisée dans le cadre du IVLP en deux parties regroupait des participants sénégalais d'un projet virtuel réalisé dans le cadre du IVLP en novembre 2020 ainsi que d'autres professionnels de la mode du réseau de l'ambassade américaine. Du 16 juin au 24 juin 2021, l'objectif principal était de renforcer le contact établi avec une organisation à but non lucratif de Seattle à l'issue du Programme initial, la Refugee Artisan Initiative (RAI). La RAI a présenté son modèle organisationnel visant à promouvoir le renforcement des compétences et les possibilités de travail pour les petites entreprises manufacturières à domicile et elle a invité les participants à engager un dialogue sur la façon dont de tels modèles pourraient être utiles au Sénégal. Un temps a été réservé aux professionnels de la mode et aux artistes du Sénégal et de la région de Seattle pour partager leur culture et leur travail. Les artisans réfugiés installés à Seattle ont expliqué comment ils ont perpétué aux États-Unis les formes uniques d'art et de design de leurs communautés d'origine et comment ils participent aux événements/marchés locaux, en combinant les possibilités commerciales des États-Unis avec les connaissances acquises dans leur pays pour ouvrir des perspectives économiques.

## **3.2 Programmes d'échanges du Bureau des affaires éducatives et culturelles du Département d'État**

34. Le Bureau des affaires éducatives et culturelles (ECA) du Département d'État conçoit et réalise des programmes d'échanges éducatifs, professionnels et culturels qui renforcent la compréhension mutuelle entre le peuple américain et les ressortissants étrangers (voir <https://eca.state.gov/>).

### **3.2.1 Programmes additionnels de l'ECA**

35. Grâce à ses programmes, l'ECA permet à des étudiants, à d'anciens bénéficiaires des programmes d'échange et à de jeunes adultes de suivre des études supérieures, d'exercer des fonctions dirigeantes et de bénéficier de possibilités de perfectionnement professionnel dans le monde entier. Le Programme Fulbright a parrainé environ 4 000 étudiants au cours de l'exercice 2020. Ce chiffre est en baisse en raison de la pandémie mondiale par rapport au total annuel habituel de 8 000 participants venant des États-Unis et de plus de 150 pays, dont beaucoup effectuent un travail sur place dans les PMA. Au cours de l'exercice 2020, les participants aux programmes de l'ECA étaient quasiment tous originaires de PMA. Les étudiants sont admis aux États-Unis à titre de visiteurs n'ayant pas le statut d'immigrant ("J-1"), ce qui signifie qu'ils n'ont pas le droit de rester dans le pays après leurs études. Les étudiants qui participent à ces programmes éducatifs retournent donc généralement dans leur pays d'origine, riches des connaissances acquises et de la formation suivie.

## **3.3 Programmes régionaux et nationaux**

### **3.3.1 MoLab – Togo**

36. Le MoLab est le laboratoire scientifique mobile d'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques de l'ambassade des États-Unis (science, technology, engineering and math fields). Il s'agit d'un véhicule construit par de jeunes inventeurs togolais, dans lequel sont organisées une multitude d'activités liées aux sciences, à l'ingénierie, à la chimie et aux mathématiques. Le MoLab a été financé par l'ambassade des États-Unis et Contour Global, une société d'énergie américaine qui a une usine au Togo. Se voulant une organisation sans but lucratif, il a pour mission d'enseigner les matières susmentionnées dans les écoles rurales qui manquent de ressources et offre un programme complet d'activités. Le MoLab fonctionne toute l'année et cherche toujours à devenir autonome financièrement durant l'exercice 2021.

### 3.3.2 Camp technologique pour les femmes – Togo

37. Depuis 2014, la section des affaires publiques de l'ambassade des États-Unis au Togo apporte son soutien à l'organisation du camp technologique pour les femmes, une activité qui encourage les jeunes Togolaises à être plus actives dans les disciplines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques en suivant une formation spécialisée en codage, en commerce électronique, en conception Web, etc. Les dernières éditions du camp ont bénéficié d'un soutien privé important, y compris de la part de TogoCom, le principal fournisseur d'accès Internet du pays. De même, le camp est fortement soutenu par la Ministre de l'économie numérique qui, en 2018, a emmené la fondatrice du camp et plusieurs ex-participantes à la conférence technologique Viva Tech, à Paris. Le camp a lancé avec succès plusieurs entreprises de commerce électronique et applications électroniques. En août 2019, 300 Togolaises dans tout le pays ont été formées dans le camp technologique. Ce programme est toujours en cours.

### 3.3.3 Camp de codage pour les filles – Togo

38. Le camp de codage pour les filles est un camp de programmation conçu pour former et encourager les lycéennes à s'intéresser au domaine technologique et des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques en général. La section des affaires publiques a accordé une subvention à l'ONG technologique locale Minodoo pour organiser ce camp au cours de l'année 2020 (reporté en raison de la pandémie de COVID-19). Ce camp d'une semaine permettra d'enseigner, entre autres, la réflexion conceptuelle, la modélisation et l'impression 3D, ainsi que le langage de programmation.

### 3.3.4 Projet Girls Leadership and Empowerment through Education (GLEE) de l'USAID – Mali

39. L'activité GLEE (Girls Leadership and Empowerment through Education) de l'USAID s'attaque aux écarts persistants entre les sexes en matière de scolarisation, en partie grâce au paiement des frais de scolarité aux comités de direction d'établissement (SMC) locaux via Orange Money, un service d'argent mobile. GLEE collecte des données sur le nombre de filles dans les écoles partenaires et fournit de l'argent pour couvrir la distribution de fournitures scolaires, de matériel d'hygiène et d'assainissement, de mobilier scolaire, la réparation des volets, la réhabilitation des salles de classe et des bureaux de gestion, les clôtures pour améliorer la sécurité de l'école et le transport sécurisé des fonds. GLEE préconise la transparence dans la gestion des fonds des frais de scolarité et les fonds sont utilisés selon le plan d'action du SMC destiné à favoriser l'éducation des filles.

40. Grâce à l'activité GLEE qui s'étend sur les exercices 2018 à 2022, un total de 35 786 élèves d'écoles primaires et de collèges ont bénéficié de ce soutien; 5 564 adolescentes non scolarisées ont été inscrites et 5 448 ont réussi leur transition vers des écoles publiques formelles. Des animateurs, des grands-mères et des tantes, ainsi que des enseignants ont conseillé les filles sur la santé reproductive, l'égalité des genres et le leadership. Plus de 8 000 séances de mentorat ont été suivies par environ 170 000 participantes. Toujours dans le cadre de GLEE, 92 membres de comités de direction d'établissement ont reçu une formation sur l'égalité des genres, la violence sexiste en milieu scolaire et la sécurité dans les écoles.

#### Un directeur d'école vante les mérites du GLEE

41. Les transferts mobiles vont directement aux SMC, ce qui renforce leur capacité à mieux gérer leurs fonds. Seydou Filifing Keita, Directeur de l'école de premier cycle de Djidjan-Kenieba, a déclaré: "Le transfert des frais de scolarité par Orange Money est un moyen rapide et sûr d'envoyer de l'argent aux SMC. Le transfert permet aux membres de SMC d'éviter de se rendre à la banque en ville pour collecter l'argent, ce qui entraîne d'autres coûts supplémentaires. Avec le transfert mobile, le SMC peut recevoir les ressources dans le village sans se déplacer et cela permet également d'éviter les vols sur les routes principales lors des déplacements pour collecter l'argent. De plus, avec le système de transfert mobile, nous pouvons vérifier tous les mouvements d'argent qui ont été effectués sur le compte mobile et c'est un bon moyen de vérification pour une bonne gestion de ses ressources. Dans notre école, nous avons vraiment apprécié le transfert des frais de scolarité par Orange Money."

### 3.3.5 Apprendre à lire – RDP lao

42. L'USAID a soutenu le développement d'une plate-forme numérique d'enseignement et d'apprentissage intitulée Khangpanya (ຄັງປັນຍາລາວ en lao). La plate-forme numérique permet d'accéder à des livres d'histoires et à des lecteurs décodables, à des manuels officiels numérisés du programme scolaire comportant des quiz interactifs, ainsi qu'à des ressources internationales interactives disponibles en lao et en anglais, qui favorisent l'apprentissage des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques pour les élèves du préprimaire et des 12 premières années d'école. Cette plate-forme numérique est accessible via un navigateur Web pour une utilisation en ligne et sur les appareils mobiles. Le Programme a débuté en août 2018 et il est permanent.

### 3.3.6 Lecture Pour Tous – Sénégal

43. L'activité Lecture Pour Tous de l'USAID a transformé son soutien au Ministère de l'éducation du Sénégal pour faire progresser les efforts entrepris en matière de prévention de la pandémie de COVID-19 et permettre aux quelque 3,5 millions d'enfants touchés par la fermeture des établissements scolaires de continuer à apprendre en dehors de l'école. L'USAID a mis au point de nouvelles activités en utilisant la technologie pour soutenir l'apprentissage à distance; elle a élaboré et mis en œuvre une campagne de communication sur la prévention de la pandémie de COVID-19 à la radio et par SM; et elle a adapté les modules de formation initiale à un format en ligne.

44. À ce jour, le Programme a permis d'atteindre les résultats suivants: 40 000 SMS de prévention destinés au personnel scolaire et aux responsables de l'éducation; 308 000 messages individuels de prévention et d'apprentissage à domicile envoyés à plus de 121 000 parties prenantes; 1 400 messages envoyés par WhatsApp à des jeunes devenus des agents de liaison communautaires; 9 vidéos pédagogiques produites et diffusées à la télévision; 24 séries de leçons produites et diffusées par radio. Le Programme est permanent.

## 4 PROGRAMMES COMMERCIAUX ET JURIDIQUES DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

45. Des organismes des États-Unis tels que le Programme pour le développement du droit commercial (CLDP), l'Institut national des normes et de la technologie (NIST) et d'autres organismes fournissent une assistance technique en matière de droit commercial aux pouvoirs publics et au secteur privé de pays en développement et de pays en transition. Les Programmes sont déterminés par la demande et adaptés aux priorités compte tenu du climat des affaires des pays. Ils aident à améliorer l'environnement commercial, juridique et réglementaire pour attirer l'investissement étranger et promouvoir la croissance tirée par le secteur privé et le transfert de technologie.

### 4.1 Projets nationaux

#### 4.1.1 Résilience des communautés en Afrique centrale – RDC et RCA

46. L'USAID étend un système de radios à haute fréquence à travers le sud-est de la République centrafricaine (RCA) et le nord-est de la République démocratique du Congo (RDC) afin d'établir un réseau d'alerte rapide contre la LRA (groupe d'insurgés de l'Armée de résistance du Seigneur) et d'autres menaces à la sécurité. Ce programme permet de sauver des vies, de réintégrer les anciens combattants et d'aider les communautés à se rétablir grâce à la guérison des traumatismes et aux activités économiques. Ce programme cible les communautés et les combattants et il est permanent.

#### 4.1.2 Renforcer la résilience communautaire dans les Îles Salomon

47. L'USAID, en collaboration avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, renforcera les capacités aux niveaux national, provincial et communautaire afin d'accroître la résilience des communautés face aux effets des changements climatiques, des catastrophes naturelles et des phénomènes météorologiques extrêmes, par le biais de formations sur la réduction des risques de catastrophe et la planification de la préparation dans des zones désignées. Le projet "Renforcer la résilience communautaire dans les Îles Salomon" augmentera la résilience des communautés des Îles Salomon et renforcera la capacité des sections de la Croix-Rouge des Îles Salomon à soutenir la gestion des risques de catastrophes. Le projet permettra: 1. d'accroître la résilience des communautés ciblées; 2. de renforcer la capacité de la

Croix-Rouge des Îles Salomon à mettre en œuvre des programmes de gestion des catastrophes et de santé communautaire; et 3. d'aider la Croix-Rouge des Îles Salomon à développer des partenariats efficaces et l'apprentissage des programmes. La formation et le renforcement des capacités toucheront directement 2 000 bénévoles, employés et membres des communautés dans deux sections, ce qui contribuera à accroître la sécurité dans les communautés comptant 20 000 membres. Le Programme s'étend sur les exercices 2018 à 2022.

#### **4.1.3 Consolidation de la paix entre les peuples – République centrafricaine**

48. L'USAID renforce les capacités des communautés à construire et à maintenir la paix à l'intérieur et à l'extérieur des frontières identitaires. Elle forme les membres des communautés à l'épargne et aux compétences entrepreneuriales pour gérer leurs affaires financières et construire des réseaux socioéconomiques. Le Programme s'adresse aux organismes de presse locaux et à l'Association des Journalistes pour les droits de l'homme.

### **5 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE RESPECT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (DPI)**

49. Des organismes des États-Unis, y compris le Département d'État, l'Administration du commerce international (ITA) du Département du commerce (voir <http://www.trade.gov>), l'Office des brevets et des marques de commerce des États-Unis (USPTO) (voir <http://www.uspto.gov>), le Département de la sécurité intérieure (DHS) ainsi que d'autres organismes réalisent des programmes d'assistance technique relatifs aux DPI en faveur des PMA afin de renforcer les systèmes de DPI et d'accroître ainsi les possibilités d'investissements étrangers directs.

#### **5.1 Collaboration (formation et assistance technique) de l'USPTO avec des organisations internationales**

50. L'USPTO offre une formation et une assistance technique portant sur la protection des DPI et les moyens de les faire respecter à de nombreux pays, y compris des PMA. Il appuie les efforts d'aide aux PMA déployés par des organisations internationales telles que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Par exemple, il travaille avec l'OMPI dans le cadre de ses programmes *Re:Search* et WIPO Green afin de promouvoir l'accès aux DPI et aux connaissances techniques sur des questions de politique générale pertinentes, y compris les maladies tropicales négligées et les technologies respectueuses de l'environnement (voir <http://www.wipo.int/research/en/> et <https://webaccess.wipo.int/green/>). L'USPTO coopère aussi avec l'ASEAN dans le cadre de programmes de renforcement des capacités en matière de propriété intellectuelle, auxquels participent des PMA.

##### **5.1.1 Académie mondiale de la propriété intellectuelle de l'USPTO (GIPA)**

51. L'USPTO organise des activités de formation en matière de DPI dans un établissement de pointe, la GIPA, située à Alexandria, en Virginie, et dans le monde entier. Ces activités s'adressent spécifiquement à des agents officiels étrangers: administrateurs d'offices de la propriété intellectuelle, examinateurs, juges, procureurs, fonctionnaires des douanes et autres fonctionnaires des pouvoirs publics et des services chargés de l'application des lois. Les bureaux des attachés chargés de la PI à travers le monde et les interinstitutions chargées de la PI dans les pays en développement apportent un soutien additionnel. Pour plus de renseignements sur la GIPA, consulter le site [www.uspto.gov/gipa](http://www.uspto.gov/gipa).

52. Au cours de l'exercice 2021, la GIPA a mis en œuvre plus de 188 Programmes de formation, d'assistance technique et de renforcement des capacités pour plus de 11 000 participants de plus de 110 pays différents, y compris les PMA suivants: l'Afghanistan, l'Angola, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, l'Éthiopie, la Gambie, les Îles Salomon, le Lesotho, le Libéria, le Malawi, le Mozambique, le Myanmar, l'Ouganda, la RDP lao, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, la Sierra Leone, le Soudan, la Tanzanie, le Timor-Leste, Tuvalu, le Vanuatu et la Zambie. L'USPTO s'est associé avec les organismes américains suivants: le Département d'État; le Département de la justice; le Département de la sécurité intérieure; l'Office du droit d'auteur; l'Agence des médicaments et des produits alimentaires.

### 5.1.2 Modules d'apprentissage en ligne sur la propriété intellectuelle de l'USPTO

53. Au cours de l'exercice 2021, la GIPA a poursuivi l'engagement pris il y a 10 ans d'élaborer un contenu à la demande au moyen de modules d'apprentissage à distance gratuits sur le site Web de l'USPTO. Ces modules sont disponibles en cinq langues et portent sur six domaines différents liés à la protection de la propriété intellectuelle. En outre, le matériel d'autoformation – y compris les enregistrements d'événements, les diapositives de formation et les boîtes à outils sur la propriété intellectuelle – a été mis à jour pour l'apprentissage asynchrone.

54. L'ensemble de ce contenu à la demande a été visionné par plus de 176 000 personnes, les vidéos les plus récentes sur les brevets et les secrets commerciaux ayant été visionnées par 56 300 personnes.

### 5.1.3 Formation et assistance technique offertes par les attachés chargés de la PI de l'USPTO

55. L'USPTO affecte des attachés chargés de la PI à certaines ambassades et consulats des États-Unis dans le monde entier. Ces attachés travaillent avec les gouvernements des pays hôtes, y compris des universitaires, des groupes de défense des droits, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et le secteur privé, pour fournir des programmes d'assistance technique et de renforcement des capacités dans le domaine des DPI. Ces programmes ont porté sur les moyens de faire respecter les DPI ainsi que sur les brevets, les marques de fabrique ou de commerce, la politique en matière de droit d'auteur et les meilleures pratiques (voir <http://www.uspto.gov/ip/global/attache/index.jsp>). La liste complète des attachés chargés de la PI se trouve à l'adresse suivante: <https://www.uspto.gov/ip-policy/ip-attache-program>.

### 5.1.4 Programme des brevets pour l'humanité de l'USPTO

56. Le Programme des brevets pour l'humanité de l'USPTO encourage la fourniture d'une assistance aux PMA en fournissant des incitations destinées aux entreprises pour encourager les titulaires de brevets et de licences à employer leurs technologies à des fins humanitaires. Les participants soumettent une description de la manière dont ils améliorent la vie de certaines populations et dont ils relèvent des défis mondiaux dans cinq grands domaines: énergie domestique, installations sanitaires, médecine, nutrition et assainissement. Des experts indépendants examinent les dossiers des candidats et recommandent des lauréats. Les lauréats bénéficient d'un traitement accéléré de leur demande de brevet ou obtiennent d'autres avantages (voir <http://www.uspto.gov/patentsforhumanity>). Les derniers lauréats ont été honorés lors d'une cérémonie virtuelle à l'USPTO, le 17 septembre 2020 (pour visionner l'enregistrement vidéo, et pour plus de précisions, voir <https://www.uspto.gov/patent/initiatives/patents-humanity>).

57. La catégorie de prix pour les brevets liés à la COVID reste ouverte jusqu'au 30 septembre 2021. Pour plus de renseignements, voir <https://www.uspto.gov/ip-policy/patent-policy/patents-humanity>.

### 5.1.5 Série de programmes de renforcement des capacités en matière de DPI offerts par l'ARIPO/l'USPTO et destinés aux fonctionnaires des États membres de l'ARIPO

58. En partenariat avec l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle, l'USPTO a organisé une série de plus de 10 formations sur les DPI par le biais de son Académie mondiale de la propriété intellectuelle (GIPA) à l'intention des membres et des observateurs de l'ARIPO (Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle), ainsi que pour les représentants de l'Union africaine au cours de l'exercice 2021.

59. Au premier trimestre de l'exercice 2021, 10 Programmes ont été dispensés à plus de 470 fonctionnaires africains par le biais du réseau des membres et observateurs de l'ARIPO, ainsi que des universités et institutions de recherche africaines. Notamment, en juin 2021, l'ARIPO et l'USPTO ont dirigé un programme sur la promotion du transfert de technologie en Afrique. Des fonctionnaires d'État, des représentants d'universités et des chercheurs de 15 pays d'Afrique subsaharienne ont pris part à ce programme.

## Un fonctionnaire de l'ARIPO remercie l'USPTO

60. Le DG de l'ARIPO, Bemanya Twebaze, a écrit dans une lettre de remerciement adressée à l'USPTO en mars 2021: "Ces initiatives contribuent grandement à renforcer la sensibilisation et les capacités en matière de propriété intellectuelle dans la région de l'ARIPO et sur le continent. L'ARIPO se réjouit de poursuivre sa collaboration avec l'USPTO pour promouvoir la sensibilisation à la propriété intellectuelle et l'utilisation des systèmes et outils de propriété intellectuelle pour le développement socioéconomique et technologique de l'Afrique."

## 5.2 Projets nationaux

### 5.2.1 Initiative de formation et d'assistance technique concernant la cybercriminalité mondiale, les DPI et l'exécution des lois étrangères sur la cybercriminalité

61. Un programme de formation sur la cybercriminalité et les DPI, financé et géré par le Bureau chargé des affaires internationales en matière de lutte contre les stupéfiants et d'exécution des lois (INL) à hauteur de 15 millions d'USD et mis en œuvre par le Département de la justice et le DHS, est assuré en collaboration par l'INL, l'Office d'assistance et de formation pour le développement des poursuites judiciaires à l'étranger (OPDAT) et la Section de la criminalité en matière d'informatique et de propriété intellectuelle (CCIPS) du Département de la justice et le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle du DHS. Ce financement géré au niveau central complète les Programmes bilatéraux pour la primauté du droit existants afin de renforcer spécifiquement la capacité des organismes partenaires étrangers chargés de l'exécution des lois de lutter contre la cybercriminalité et les atteintes aux DPI. Ces programmes ont cours dans le cadre du Réseau mondial pour la mise en œuvre de la législation relative à la criminalité transnationale et de haute technologie (Réseau GLEN) des États-Unis, qui regroupe: les conseillers du réseau international sur le piratage informatique et la propriété intellectuelle (ICHIP) du Département de la justice; les conseillers en cybercriminalité internationale du Département de la justice (GCFA); et les accompagnateurs à long terme des agents fédéraux. Dans le cadre du Réseau GLEN, le Département de la justice et le DHS coordonnent étroitement leurs actions avec l'Office des brevets et des marques des États-Unis (USPTO), qui reçoit également un financement de l'INL destiné à compléter le Réseau GLEN, afin de mettre en place et d'assurer une formation et une assistance technique dans le domaine de la criminalité en matière de propriété intellectuelle et d'informatique axées sur les enquêtes, les poursuites, les mesures judiciaires, et les mesures douanières et frontalières appliquées pour faire respecter les droits à l'intention des partenaires étrangers dans le but de renforcer leur capacité de coopérer avec les organismes des États-Unis chargés de faire respecter la loi sur des questions de criminalité transnationale organisée.

### 5.2.2 Programme sur la propriété intellectuelle – Rwanda

62. En mai 2021, la Mission des États-Unis au Rwanda a animé des séances de discussion sur le droit de la propriété intellectuelle entre le professeur Justin Hughes de la faculté de droit Loyola de Los Angeles, le Conseil rwandais pour le développement et le Ministère du commerce et de l'industrie. Le Rwanda est en train de créer son propre Office des brevets et des marques. Le professeur Hughes a donné un aperçu des brevets et des marques de fabrique ou de commerce et du fonctionnement d'un office des brevets et des marques. Il devrait donner son avis sur la nouvelle loi sur la propriété intellectuelle du gouvernement rwandais que le Cabinet a présentée au Parlement. Il dirigera également un séminaire sur les indications géographiques, axé sur la manière dont les producteurs de thé et de café peuvent tirer parti de leurs origines rwandaises pour assurer la protection de la propriété intellectuelle. Le Programme est permanent.

## 5.3 Coordination des moyens de faire respecter les DPI

### 5.3.1 Centre national de coordination des DPI (Centre des DPI)

63. La Direction du Service des enquêtes sur la sécurité intérieure (HSI) du Service de l'immigration et du contrôle douanier des États-Unis dirige le Centre national de coordination des droits de propriété intellectuelle (Centre des DPI), qui a pour mission de protéger la santé et la sécurité publiques et l'économie des États-Unis, et de mettre fin aux pratiques commerciales abusives et illégales qui menacent l'économie mondiale. Le Centre des DPI réunit 25 organismes partenaires, à savoir 20 organismes fédéraux, INTERPOL, EUROPOL et les gouvernements du Canada et du

Mexique, ainsi que la police de la ville de Londres, au sein d'un groupe de travail. La structure du groupe de travail permet au Centre des DPI de mobiliser efficacement les ressources, les compétences et les autorités de chaque partenaire et d'apporter une réponse globale aux vols de PI (voir <https://www.iprcenter.gov/>). L'opération conjointe (Operation Joint Venture) du Centre des DPI dispense une formation aux moyens de faire respecter les droits à l'échelle nationale et internationale afin de créer de bonnes capacités à cet égard. Grâce au soutien financier du Bureau du Département d'État chargé des affaires internationales en matière de lutte contre les stupéfiants et d'exécution des lois (INL), le Centre des DPI dispense une formation à de nombreux pays, y compris des PMA, pour renforcer leurs capacités de faire respecter les DPI.

64. Le Centre des DPI collabore étroitement avec les organismes partenaires du gouvernement des États-Unis, les attachés à l'étranger et les ambassades américaines afin d'organiser des activités de formation et de soutenir le renforcement des capacités dans le monde entier. Au cours de l'exercice 2021, le Centre des DPI a participé à huit activités de formation au niveau international en soutien aux programmes nationaux et régionaux financés par l'INL. Plus de 470 douaniers, policiers et procureurs ont participé à ces programmes de formation. Les effets de la pandémie de COVID-19 ont eu une incidence importante sur les activités de formation données sur le terrain par le Centre des DPI à l'échelle internationale, obligeant la direction du Centre des DPI à condenser et à déplacer nombre de ces programmes vers des plates-formes virtuelles. Malgré les incidences de la pandémie mondiale, le Centre des DPI a organisé, en août 2021, l'atelier régional des Caraïbes sur les DPI et l'application des règles du commerce mondial, dirigé par le HSI, à l'intention de 80 douaniers, policiers et procureurs de la République dominicaine, d'Haïti, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-et-Nevis, de la Guadeloupe, d'Aruba, des Bahamas, de Curaçao, de Trinité-et-Tobago, de la Barbade, des Îles Turques et Caïques, de Saint-Martin, des Îles Caïmans et des îles Vierges américaines. Le Département de la justice, le CBP, l'USPTO et d'autres partenaires du secteur privé ont apporté leur soutien à l'atelier consacré aux interdictions, aux enquêtes et aux opérations d'application de la loi liées à la criminalité en matière de propriété intellectuelle. L'atelier a mis l'accent sur les problèmes de santé et de sécurité liés aux atteintes à la PI et aux violations du commerce mondial, sur leur lien avec la criminalité transnationale et sur la nécessité d'une coopération plus large entre les pays et les organismes pour désorganiser et démanteler les organisations criminelles transnationales. Au cours de l'exercice 2021, le Centre des DPI a également soutenu des ateliers organisés par le Département de la justice/l'ICHIP (coordonnateurs du réseau international sur le piratage informatique et la propriété intellectuelle) et l'USPTO à l'intention de leurs homologues étrangers au Botswana, à Brunéi, au Cambodge, aux Îles Cook, en République dominicaine, aux Fidji, en Gambie, au Ghana, à Hong Kong, à Honiara, en Indonésie, au Kenya, en RDP lao, au Libéria, au Malawi, en Malaisie, en Micronésie, au Myanmar, en Namibie, au Nigéria, aux Îles Mariannes du Nord, aux Philippines, au Rwanda, en Sierra Leone, à Singapour, en Afrique du Sud, en Tanzanie, en Thaïlande, au Timor-Leste, en Ouganda, au Vanuatu, au Viet Nam et en Zambie.

#### 5.4 Site STOPFakes

65. L'Office des normes et de la propriété intellectuelle (OSIP) de l'Administration du commerce international du Département du commerce dirige le Programme STOPfakes.gov et crée les ressources fournies sur le site Web STOPfakes (<http://www.stopfakes.gov/>). Le site Web comprend des référentiels par secteur axés sur la PI, qui fournissent des conseils aux entreprises américaines cherchant à acquérir, utiliser et protéger des droits d'auteur, des brevets, des marques de fabrique ou de commerce et des secrets commerciaux sur les marchés étrangers. En outre, le site Web STOPfakes comprend 79 instantanés de PI qui fournissent des renseignements sur la PI d'un pays étranger et il comporte de nombreux référentiels sur la PI par pays qui donnent des indications détaillées sur la protection de la PI sur les marchés étrangers. Les tournées de présentation et les séminaires STOPfakes sont conçus pour aider les entreprises en matière d'éducation et d'information concernant la PI, notamment en ce qui a trait aux dangers que représentent les contrefaçons. Par exemple, l'OSIP a récemment fait une présentation à plusieurs centaines d'entreprises sur la PI par le biais d'un webinaire d'une association professionnelle.

66. L'OSIP fournit des conseils et des informations sur la PI aux entités qui cherchent à accroître leurs possibilités d'exportation. En outre, l'OSIP a participé en tant que membre d'un groupe spécial à des webinaires destinés aux entreprises et aux consommateurs qui cherchent à transmettre des renseignements sur la PI à des publics variés.

## **6 POLITIQUE EN MATIÈRE DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENT, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET INCITATIONS**

67. En général, les technologies sont élaborées par des entreprises privées et leur appartiennent. Par conséquent, les transferts de technologie sont souvent des décisions du secteur privé. Ils ne devraient pas être une condition préalable à l'investissement.

### **6.1 Négociations sur la politique en matière d'investissement et de commerce**

68. Les accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux conclus par les États-Unis visent à améliorer la protection et le respect de la PI, créant ainsi un environnement plus propice à l'investissement étranger et au transfert de technologie qui lui est souvent associé.

#### **6.1.1 Traités d'investissement bilatéraux**

69. Les traités d'investissement bilatéraux conclus par les États-Unis mettent en place un cadre de protections réciproques comprenant ce qui suit: libre transfert des capitaux d'investissement, droit de recourir à l'arbitrage en cas de différend entre un investisseur et un État, limitations concernant certaines prescriptions de résultats, traitement non discriminatoire, protection contre l'expropriation et gouvernance transparente. Ces traités améliorent le climat de l'IED dans les pays partenaires, ce qui peut favoriser le transfert de technologie et de savoir-faire. À ce jour, les États-Unis ont signé cinq traités d'investissement bilatéraux avec des PMA Membres de l'OMC: le Bangladesh, le Mozambique, la République démocratique du Congo, le Rwanda et le Sénégal.

#### **6.1.2 Accords-cadres concernant le commerce et l'investissement**

70. Les accords-cadres concernant le commerce et l'investissement (TIFA) négociés par l'USTR renforcent les relations commerciales entre les États-Unis et d'autres pays. Ces dernières années, les États-Unis ont conclu 12 accords concernant le commerce et l'investissement en Afrique subsaharienne, dont 3 TIFA bilatéraux avec des PMA (Angola, Libéria, Mozambique et Rwanda), auxquels s'ajoutent des TIFA régionaux avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ainsi qu'un accord de coopération en matière de commerce, d'investissement et de développement avec les 5 pays de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). Les États-Unis ont aussi établi des accords bilatéraux avec plusieurs PMA en dehors de l'Afrique subsaharienne – Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Myanmar, Népal, RDP lao et Yémen – ainsi qu'avec l'ASEAN et la Communauté des Caraïbes (CARICOM). L'ensemble de ces accords couvre 30 PMA Membres de l'OMC: Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Djibouti, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, RDP lao, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Yémen et Zambie (voir <https://ustr.gov/trade-agreements/trade-investment-framework-agreements/>).

71. Les États-Unis considèrent le commerce comme un moyen efficace d'encourager le développement économique multisectoriel. Le commerce constitue un moyen important de maintenir l'élan de la réforme et de la libéralisation économiques. Il donne aux pays en développement un accès à des technologies qui seraient autrement difficiles à obtenir, tout en ouvrant de nouveaux débouchés aux entreprises américaines.

### **6.2 Programmes de préférences commerciales**

#### **6.2.1 Système généralisé de préférences des États-Unis**

72. Le Système généralisé de préférences (SGP) des États-Unis, créé en 1976, favorise le développement économique en fournissant un accès en franchise de droits au marché des États-Unis pour un large éventail de produits en provenance de pays en développement. Le SGP favorise le développement durable dans les pays bénéficiaires grâce au commerce avec les États-Unis. Le Système généralisé de préférences est périodiquement reconduit par le Congrès et il est arrivé à expiration le 31 décembre 2020. Il a profité à 119 pays et territoires en développement au cours de la période allant d'octobre à décembre 2020 et il a fourni des avantages spéciaux additionnels pour



les produits en provenance de 31 PMA Membres de l'OMC qui en sont bénéficiaires. Près de 5 000 types de produits pouvaient être admis en franchise de droits au titre du SGP, y compris la plupart des produits manufacturés (à l'exception des vêtements et des chaussures), des produits agricoles et de la pêche, des produits de consommation, des produits chimiques, des minéraux et des matériaux de construction (voir <https://ustr.gov/issue-areas/trade-development/preference-programs/generalized-system-preference-gsp>).

## 6.2.2 Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique

73. La Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA) développe le commerce et l'investissement entre les États-Unis et l'Afrique en encourageant l'ouverture des marchés, en stimulant la croissance économique et en favorisant l'intégration de l'Afrique subsaharienne dans l'économie mondiale, tout en soutenant, au moyen des critères d'admissibilité qu'elle a établis, les progrès réalisés en faveur de la bonne gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et du respect des droits de l'homme. Depuis la promulgation de l'AGOA en mai 2000, les États-Unis collaborent étroitement avec des gouvernements, le secteur privé et les parties prenantes de la société civile en Afrique pour les aider à tirer le meilleur parti des avantages commerciaux qu'offre l'AGOA. En 2015, le Congrès des États-Unis a renouvelé l'AGOA pour sa plus longue période de prorogation jusqu'à ce jour, soit jusqu'en 2025. Le gouvernement des États-Unis a fait la promotion active de l'AGOA dans toute l'Afrique, en élaborant des programmes de renforcement des capacités commerciales pour aider les gouvernements africains et les entreprises, tant africaines qu'américaines, à identifier et à exploiter les nouveaux débouchés offerts par la Loi (voir <https://agoa.info/about-agoa/>). En juillet 2021, 39 pays étaient admissibles à bénéficier de l'AGOA : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, Cabo Verde, les Comores, la Côte d'Ivoire, Djibouti, l'Eswatini, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, Madagascar, le Malawi, le Mali, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Rwanda (avantages limités), Sao Tomé-et-Principe, le Sénégal, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Tchad, le Togo et la Zambie.

## 6.3 Programmes de l'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement

74. L'Agence des États-Unis pour le commerce et le développement (USTDA) met les entreprises des États-Unis en contact avec les projets d'infrastructures dans les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire. L'USTDA soutient également le développement des infrastructures à l'étranger en finançant des études de faisabilité, l'assistance technique et des projets pilotes. Ces activités préparatoires en amont préparent le terrain pour que les projets attirent des financements et atteignent le stade de la mise en œuvre.

75. Reconnaisant l'importance du commerce pour la croissance économique des PMA, l'USTDA collabore étroitement avec ses partenaires gouvernementaux américains ainsi qu'avec des banques régionales et multilatérales de développement pour renforcer les capacités commerciales et appliquer des solutions émanant du secteur privé aux défis que pose le développement dans le monde entier. À la date du 12 août 2021, pour l'exercice 2021, l'USTDA avait approuvé 4 935 956 USD sous forme de crédits budgétaires et 606 350 USD sous forme de transferts provenant du Département des États-Unis pour financer les activités d'assistance qui renforcent le commerce et les investissements dans les PMA.

### 6.3.1 Missions commerciales inversées financées par l'USTDA – Exercice 2020-2021

76. Les missions commerciales inversées constituent un autre exemple de la volonté de l'USTDA de promouvoir et d'encourager les transferts de technologie vers les PMA. Grâce à ces missions, des décideurs étrangers de premier plan viennent aux États-Unis pour observer la conception, la fabrication et le fonctionnement des technologies et équipements américains avant la conclusion de marchés importants. Lors de l'exercice 2020, l'USTDA a approuvé le financement d'une mission commerciale inversée de délégués des entités bangladaises chargées du développement et de l'entretien des voies navigables intérieures et des ressources en eau du pays. Cela vient compléter les projets existants du gouvernement bangladais, et la mission familiarisera les délégués avec les meilleures pratiques et les technologies de pointe des entreprises américaines en matière de dragage

et de gestion des voies navigables intérieures. Cette activité a été interrompue pendant la pandémie de COVID-19 et reprendra dès que les restrictions en matière de voyage seront levées.

## **6.4 Projets nationaux**

### **6.4.1 Activité de l'USAID Innovations en faveur de la responsabilité sociale au Cambodge (ISAC)**

77. L'activité ISAC utilise la technologie pour élargir et renforcer la participation des citoyens concernant les questions constituant une préoccupation pressante pour le public cambodgien grâce à un accès accru à des informations crédibles; elle renforce les coalitions pour des actions collectives, améliore l'analyse et le dialogue politiques fondés sur des éléments de preuve, et développe des outils efficaces de responsabilité sociale en utilisant les technologies de l'information et des communications (TIC) de pointe afin de fournir aux citoyens des moyens de demander des comptes au gouvernement cambodgien. L'ISAC poursuit quatre objectifs:

- a. l'amélioration de l'accès à l'information sur les décisions et les processus gouvernementaux, ainsi que sur la planification, les dépenses et l'investissement des fonds publics;
- b. une plus grande participation des citoyens et une initiative collective pour accroître la responsabilité en matière de services publics;
- c. une utilisation accrue des technologies nouvelles ou existantes, permettant la participation des citoyens en vue d'accroître la responsabilité en matière de services publics;
- d. l'éducation et la sensibilisation à la responsabilité et à l'intégrité dans l'administration publique.

78. L'ISAC a aidé ses six partenaires de mise en œuvre au niveau local à personnaliser et à déployer des outils numériques et à créer du contenu numérique pour améliorer la participation des citoyens et leurs connaissances sur la responsabilité sociale. Grâce au soutien de l'ISAC, les partenaires de mise en œuvre ont mis en place des outils numériques dans leurs activités afin de diffuser des informations pour les citoyens et d'organiser des réunions en ligne, notamment pendant la pandémie de COVID-19, qui a limité les grands rassemblements de personnes et les déplacements. Ces outils numériques ont permis à des milliers de citoyens de s'informer sur les droits civiques, les types de services, les résultats et le budget des autorités locales dans les domaines de l'enseignement primaire, des centres de santé et de l'administration des Sangkats. De plus, les citoyens ont déposé des plaintes concernant les services publics directement dans ces outils numériques afin que les autorités locales y répondent. L'ISAC a vu une augmentation de l'utilisation des outils numériques par les utilisateurs. Par conséquent, un plus grand nombre de citoyens reçoivent maintenant des informations par le biais des outils numériques; ils ont appris à connaître leurs droits civiques et ont amélioré leurs compétences, ce qui leur donne plus de confiance pour s'entretenir avec les autorités locales et exiger une meilleure prestation de services.

### **6.4.2 Activité de promotion des actions de défense et des droits de l'USAID – Bangladesh**

79. L'activité de promotion des actions de défense et des droits, soutenue par l'USAID, aide la société civile à relever les défis auxquels elle est confrontée dans l'espace numérique et à renforcer sa capacité à consolider les valeurs et institutions démocratiques plus larges qui contribuent à soutenir le pluralisme politique et la primauté du droit. Certaines organisations de la société civile (OSC) bangladaises et cinq bénéficiaires de l'activité de promotion des actions de défense et des droits devraient recevoir des informations de pointe, des outils de sécurité numérique tels qu'une aide à l'installation de logiciels, un guide pratique de l'utilisateur sur la Loi sur la sécurité numérique, ainsi que les compétences nécessaires pour naviguer dans l'espace numérique. En conséquence, les OSC et les bénéficiaires qui ont reçu le soutien de l'activité de promotion des actions de défense et des droits seront en mesure de déployer des connaissances en matière de formation aux populations vulnérables telles que les groupements de femmes, les minorités de genre et d'autres populations marginalisées. Ces interventions bénéficient de la collaboration avec le projet Greater Internet Freedom (GIF) de l'USAID et le projet Illuminating New Solutions and Programmatic Innovations for Resilient Spaces (INSPIRES) de l'USAID.

---

## Un responsable d'ONG se félicite de l'activité de promotion des actions de défense et des droits

80. Lors du lancement de l'application du guide juridique CS dans le cadre du projet de promotion des actions de défense et des droits, le Directeur général du Bureau des affaires des ONG du Bangladesh (NGOAB) a déclaré ceci: "Ce projet ouvre une porte à des millions de personnes en leur offrant la possibilité d'accéder à des renseignements juridiques, qu'elles seraient autrement obligées de consulter dans des manuels imprimés, alors que nous savons que la vague numérique est la vague de l'avenir; il est donc important d'avoir un accès numérique."

### 6.4.3 Séminaire international sur la cybersécurité – Burkina Faso et autres pays

81. En juin 2021, l'ambassade des États-Unis à Ouagadougou s'est associée à l'Allemagne et au Centre européen d'études de sécurité George C. Marshall pour parrainer un séminaire international sur la cybersécurité à l'intention du Burkina Faso et d'autres partenaires africains. L'ambassade a désigné trois fonctionnaires burkinabés chargés des portefeuilles de cybersécurité et de services d'information pour le séminaire. La formation a permis à nos partenaires burkinabés de se familiariser avec le Cadre pour un comportement responsable des États dans le cyberspace, en particulier en ce qui a trait à la valeur de la mise en œuvre de mesures destinées à créer la confiance afin de réduire le risque de perception erronée qui résulte des perturbations cybernétiques. Elle a également permis à nos partenaires burkinabés d'interagir avec d'autres partenaires et d'apprendre les uns des autres en partageant des renseignements, des meilleures pratiques et des données d'expérience.

## 7 PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT ET INCITATIONS UTILISANT DES MODÈLES DU SECTEUR PRIVÉ

82. Grâce à l'utilisation des partenariats public-privé (PPP), les organismes des États-Unis chargés du développement ont obtenu des ressources financières additionnelles pour leurs activités en faveur du développement, ainsi que de nouvelles technologies, des moyens intellectuels, des compétences techniques et des compétences en matière de gestion qui permettent de relever les nouveaux défis du développement.

### 7.1 Programmes d'aide au développement de la Millennium Challenge Corporation (MCC)

83. La Millennium Challenge Corporation (MCC) est une entreprise publique fédérale qui crée des partenariats avec certains des pays les plus pauvres du monde, mais seulement ceux qui sont attachés à la bonne gouvernance, à la liberté économique et à l'investissement dans leurs citoyens. Elle offre aux pays des subventions importantes pour financer des solutions nationales visant à atteindre son objectif de réduction de la pauvreté grâce à une croissance économique durable. Elle a approuvé des pactes et des programmes "seuil" d'une valeur dépassant 14 milliards d'USD dans le monde entier pour soutenir des projets dans les domaines suivants: énergie, agriculture et irrigation, lutte contre la corruption, améliorations de l'environnement commercial, éducation, santé, développement des entreprises, finance, droits fonciers, commerce et transports, et initiatives en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement. La MCC met actuellement en œuvre des pactes ou des programmes "seuil" avec six PMA Membres de l'OMC: le Bénin, le Burkina Faso, le Népal, le Niger, le Sénégal et le Togo. Elle élabore actuellement de nouveaux programmes avec la Gambie, les Îles Salomon, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique et la Sierra Leone (voir <http://www.mcc.gov/>).

#### 7.1.1 Programme de la MCC à l'intention du Togo, pays seuil

84. Le Programme de la MCC à l'intention du Togo, pays seuil, entré en vigueur en novembre 2020, comprend un projet dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), doté d'un budget de 20,5 millions d'USD, qui vise à améliorer l'accès des citoyens aux services liés aux TIC de bonne qualité et abordables, tant pour les services de téléphonie mobile que pour Internet; pour ce faire, il encouragera les investissements du secteur privé, élaborera un régime réglementaire indépendant, étendra la prestation de services aux zones défavorisées, et encouragera les femmes et les petites entreprises à utiliser les TIC.

### Le Premier Ministre vante les mérites de la MCC

85. S'agissant du projet, le Premier Ministre togolais a déclaré ceci: "Les deux domaines couverts par le Programme seuil, à savoir la terre et les technologies de l'information et de la communication, sont des domaines très importants qui s'inscrivent dans un vaste programme de réforme lancé par le Togo. Nous nous félicitons d'avoir pris en compte les domaines que la MCC a identifiés et qui font partie du partenariat que nous avons établi avec elle."

#### 7.1.2 Pacte entre la MCC et le Bénin dans le secteur de l'électricité

86. Le Pacte dans le secteur de l'électricité du Bénin, d'un montant de 375 millions d'USD, est entré en vigueur le 22 juin 2017 et il devrait s'achever au cours de l'exercice 2022. Le Pacte vise à libérer l'investissement privé en soutenant les réformes politiques et en investissant dans la production et la distribution d'électricité, ainsi que dans l'électrification hors réseau, afin d'accroître l'accès des entreprises et des ménages à un réseau électrique fiable. Le Pacte met l'accent sur le renforcement de l'indépendance et de la gestion de la compagnie nationale d'électricité du Bénin, la réforme des tarifs de l'électricité, l'élaboration d'un cadre pour les producteurs d'électricité indépendants et la mise en place de politiques permettant l'électrification hors réseau. Le Pacte permet de moderniser les infrastructures de distribution d'électricité du Bénin afin de réduire les pertes, d'améliorer la fiabilité, de réduire les pannes et de faire face à l'augmentation rapide de la croissance. Sur une période de vingt ans, on estime que 10,6 millions de Béninois devraient bénéficier de l'investissement de la MCC.

### Le Ministre vante les mérites de la MCC

87. Se félicitant du projet de la MCC au Bénin, le Ministre de l'énergie Dona Jean-Claude Houssou a déclaré ceci: "[Le projet de distribution d'électricité de la MCC] est historique, inspirant et le premier du genre au Bénin ... Ces travaux, qui sont le résultat de préparatifs exceptionnels, s'alignent sur le Programme d'action du gouvernement et amélioreront considérablement la qualité et la gestion de la demande d'énergie électrique pour les 20 à 30 prochaines années. Grâce au MCA-Bénin II, un système solide de distribution d'électricité devient une réalité."

#### 7.1.3 Pacte entre la MCC et le Burkina Faso dans le secteur de l'électricité

88. Le gouvernement du Burkina Faso a signé, le 13 août 2020, le Pacte relatif à l'électricité Burkina Faso II, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 500 millions d'USD. Le Pacte est conçu pour remédier au coût élevé, à la faible qualité et à l'accès limité de l'électricité. Il se compose de trois projets connexes qui s'alignent également sur les priorités nationales de développement socioéconomique du gouvernement, et qui contribuent collectivement à augmenter l'offre et la qualité de l'électricité rentable, ainsi qu'à en élargir l'accès et en accroître la consommation. Le projet visant à améliorer l'efficacité du secteur de l'électricité est axé sur les réformes du secteur de l'énergie et sur le renforcement des capacités des principaux acteurs étatiques du secteur. Les deux autres projets visent à apporter des améliorations aux infrastructures énergétiques: le projet d'approvisionnement en électricité rentable et fiable (projet d'approvisionnement), et le projet de développement et d'accès au réseau. Le projet d'approvisionnement soutiendra des activités visant à faciliter la conclusion de nouveaux accords avec des producteurs d'électricité solaire indépendants, des améliorations ciblées de l'infrastructure et des équipements pour améliorer la fiabilité, ainsi que de nouveaux équipements et des études pour favoriser une meilleure intégration régionale des importations d'électricité. Le projet de développement et d'accès au réseau soutient les infrastructures de transmission et de distribution à et entre Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (qui représentent plus de 80% de l'électricité totale consommée au Burkina Faso), ainsi que des activités visant à faciliter les nouveaux raccordements électriques pour les ménages, les entreprises et les institutions sociales et à accroître les utilisations productives de l'électricité.

#### 7.1.4 Pacte de la MCC avec le Niger

89. Le Pacte avec le Niger, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 437 millions d'USD, est entré en vigueur le 26 janvier 2018. Il s'attaque à deux contraintes majeures à la croissance économique et à l'investissement au Niger: le manque d'accès à l'eau pour des utilisations productives, et l'accès physique et les obstacles institutionnels au commerce. En partenariat avec le gouvernement du Niger, le Pacte augmente les revenus ruraux en améliorant l'utilisation durable et

productive des ressources naturelles pour la production agricole et en améliorant le commerce et l'accès aux marchés pour les produits agricoles. Environ 3,9 millions de personnes devraient bénéficier de ce pacte. En février 2019, Radar Technologies International (RTI), en partenariat avec des représentants de l'Université du Nevada Las Vegas (UNLV), a passé un contrat avec le Millennium Challenge Account – Niger (MCA-Niger) pour réaliser une analyse hydrologique et de télédétection de 260 000 km<sup>2</sup> du bassin des eaux souterraines du Niger. L'objectif de ces travaux était de cartographier le potentiel de recharge des aquifères dans la zone d'étude et de mettre au point des modèles pour vérifier ces résultats et démontrer leur taux d'utilisation durable. Le MCA-Niger a coordonné la supervision technique de ces études par le biais d'un groupe de travail composé d'experts des ministères, des universités et du secteur privé chargés de la gestion des ressources en eaux souterraines du Niger. Ce même groupe de travail bénéficiera d'une formation technique formelle menée par des représentants de l'UNLV au cours de l'année à venir afin de s'assurer que les résultats et la science sous-jacente de ces études complexes soient pleinement compris et intégrés de manière appropriée dans la planification et les politiques de gestion des eaux souterraines du Niger.

### **7.1.5 Pacte entre la MCC et le Sénégal dans le secteur de l'électricité**

90. Le gouvernement du Sénégal a signé, le 10 décembre 2018, le Pacte relatif à l'électricité Sénégal II, d'une durée de cinq ans et d'un montant de 600 millions d'USD. Le Pacte est destiné à renforcer le secteur de l'électricité au Sénégal en augmentant la fiabilité de l'électricité et l'accès à celle-ci. Il vise en outre à aider le gouvernement du Sénégal à se doter d'une base moderne et efficace à partir de laquelle le réseau électrique du pays pourra se développer. Un premier projet soutient la politique du secteur de l'énergie et la réforme des institutions et de la réglementation via des programmes sectoriels de formation et d'assistance technique solides et un programme d'incitation à l'obtention de résultats qui pourra utiliser une méthode de financement basée sur les résultats. Le Pacte va également permettre de moderniser le réseau de transport à haute tension à Dakar et dans ses environs par le biais d'un deuxième projet, ce qui permettra de déployer une technologie de stabilisation du réseau et d'installer ce qui devrait devenir le plus long réseau de câbles électriques sous-marins du Sénégal. Un autre projet profitera au secteur de l'énergie par le biais de la modernisation du réseau de distribution et de l'amélioration d'éléments dans l'intérêt du consommateur. Assurer un accès constant et abordable à l'énergie au Sénégal permettra aux entreprises de se développer, de faciliter l'investissement du secteur privé, d'accroître la productivité, de créer des emplois et, en fin de compte, de contribuer à la diversification et à la croissance de l'économie sénégalaise.

### **7.2 Modèle de l'Alliance mondiale pour le développement**

91. Depuis 2001, l'Alliance mondiale pour le développement (Global Development Alliance – GDA) est le modèle phare de l'USAID pour les partenariats public-privé et contribue à améliorer les conditions socioéconomiques des pays en développement et à renforcer l'incidence de l'agence sur le développement. Étant donné que le secteur privé joue un rôle toujours plus important pour le développement économique et social durable, l'USAID continue d'associer les entreprises, les entreprises locales, les institutions financières, les sociétés d'investissement, les fondations privées et d'autres partenaires clés aux efforts déployés par les États-Unis pour stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les résultats économiques dans les pays en développement. Outre qu'elle met fortement et principalement l'accent sur l'impact sur le développement, l'Alliance mondiale pour le développement a plusieurs autres caractéristiques essentielles, notamment:

- a. elle se fonde sur des intérêts et des objectifs complémentaires;
- b. elle suit des approches et prône des solutions axées sur le marché;
- c. elle s'appuie sur une collaboration élargie et la responsabilité partagée; et
- d. elle encourage les contributions du secteur privé afin de potentialiser l'impact sur le développement.

### 7.3 Projets nationaux

#### 7.3.1 Technologie des États-Unis pour l'accès à l'énergie et le développement des miniréseaux – Bénin

92. Au cours de l'exercice 2021, l'USTDA a financé une assistance technique visant à démontrer la faisabilité d'un système numérisé fabriqué aux États-Unis de gestion des miniréseaux solaires au Bénin. Le projet devrait soutenir le développement économique et une plus grande inclusion sociale et économique en générant de nouvelles énergies renouvelables et en fournissant un accès à l'énergie à des milliers de personnes vivant dans des communautés rurales au Bénin. L'activité a été engagée au cours de l'exercice 2021 et devrait s'achever en avril 2022.

#### 7.3.2 Région Afrique subsaharienne: expansion de l'Internet abordable en Afrique australe – République démocratique du Congo; Mozambique

93. L'USTDA a approuvé le financement d'une étude de faisabilité qui évaluera la viabilité économique et technique de l'expansion de l'infrastructure de connectivité en Afrique du Sud, en Eswatini, au Botswana, au Mozambique et en République démocratique du Congo. L'étude soutiendra l'expansion de connexions Internet abordables dans les zones rurales des pays ciblés, en utilisant des technologies sans fil pour réduire le coût du transit international des données. La société américaine Connectivity Capital (San Francisco, CA) réalisera l'étude. Cette activité a été réservée dans l'exercice 2021.

#### 7.3.3 Solutions entrepreneuriales pour l'Afrique de l'Est – Ouganda

94. L'USTDA a financé une étude de faisabilité pour aider SEACOM Limited (un opérateur régional de câbles de communication sous-marins) à étendre et à améliorer l'accès aux services de télécommunications en Ouganda, au Rwanda, au Kenya et en Tanzanie. L'étude de faisabilité de l'USTDA aidera à déterminer où l'infrastructure des TIC devra être étendue en Afrique de l'Est, à évaluer le marché des services de télécommunication par fibre optique et à recommander des investissements potentiels dans les domaines tels que le câblage par fibre optique et l'équipement de réseaux. L'étude de faisabilité est en cours et est approximativement à moitié terminée.

#### Le secteur privé vante les mérites de l'USTDA

95. Suveer Ramdhani, Directeur du développement de SEACOM, a indiqué que "l'USTDA, qui est un partenaire précieux de SEACOM depuis ses débuts, a joué un rôle essentiel dans l'implantation et la croissance d'Internet en Afrique."

#### 7.3.4 Programme Sukaabe Janngo – Sénégal

96. Le Service des relations agricoles avec l'étranger de l'USDA a financé le projet McGovern-Dole qui a été mis en œuvre par Counterpart International. Les objectifs du Programme sont les suivants: augmenter le nombre d'élèves et les taux de participation aux cours en distribuant quotidiennement des repas nutritifs aux élèves des écoles maternelles et primaires; améliorer les pratiques sanitaires et alimentaires en fournissant un accès aux traitements antiparasitaires et en renforçant les connaissances sur les pratiques de préparation et de stockage des produits alimentaires; améliorer les infrastructures scolaires et accroître l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en remettant en état les latrines et les systèmes de stations d'eau; et améliorer l'alphabétisation des enfants d'âge scolaire en fournissant du matériel pédagogique d'alphabétisation de meilleure qualité. Le projet vise également à accroître la capacité des fonctionnaires gouvernementaux à guider, mettre en œuvre et maintenir les Programmes d'alimentation scolaire; et à accroître la participation des organisations locales et des groupes communautaires en vue de renforcer les capacités et d'établir des plans d'action de durabilité (SAP). En réponse à la pandémie de COVID-19, l'USDA a autorisé la distribution de 420 tonnes métriques de produits alimentaires sous forme de rations d'urgence à emporter chez soi à 47 767 élèves du projet McGovern-Dole. L'USDA a également fait don de traitements antiparasitaires et de médicaments à base de vitamine A aux services de santé régionaux pour 55 000 enfants vulnérables âgés de moins de cinq ans, dont 5 740 enfants du projet McGovern-Dole en âge préscolaire. Grâce à la fourniture de repas quotidiens nutritifs dans les écoles et de traitements antiparasitaires aux élèves des écoles maternelles et primaires, à l'amélioration de la qualité du matériel pédagogique d'alphabétisation et

à la connaissance accrue des pratiques en matière de préparation et de conservation des produits alimentaires, le Programme Sukaabe Janngo a permis d'améliorer le taux d'alphabétisation des élèves et de les inciter à adopter des pratiques appropriées en matière de santé, de nutrition et de régime alimentaire.

### **7.3.5 Projet ASTER – Burkina Faso**

97. L'USAID fournit une assistance au gouvernement du Burkina Faso pour améliorer et sécuriser l'accès à la terre pour les personnes vulnérables dans les régions du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est de la nation. Depuis 2019, l'USAID soutient la création, la dotation en personnel et le fonctionnement efficace des bureaux de services fonciers ruraux et des conseils fonciers villageois par le biais du projet ASTER, l'activité de sécurisation foncière de l'USAID. Mis en œuvre par l'Observatoire national du foncier (ONF-BF), une organisation locale mandatée par le gouvernement pour améliorer la situation relative à la propriété foncière au Burkina Faso, le projet ASTER s'emploie à faciliter la délivrance de certificats de droits de propriété foncière grâce à l'utilisation de l'application mobile de sécurisation foncière (technologie MAST) et à améliorer l'arbitrage et l'atténuation des conflits liés à la terre. L'USAID a développé l'application mobile MAST (Mobile Application to Secure Tenure), une application pour téléphone intelligent qui améliore l'efficacité et réduit le temps et les coûts associés à l'établissement des titres de propriété et à la cartographie dans les zones rurales. Grâce à la technologie MAST, les agents fonciers de la commune expérimentale de Boudry ont pu enregistrer 2 638 parcelles en 25 jours, alors que les mêmes agents n'enregistraient que 100 parcelles en un mois. Cela contribue à la mise en place d'un environnement favorable à l'investissement à long terme dans la terre pour améliorer la productivité agricole et renforcer les moyens de subsistance durables. L'Observatoire national du foncier a estimé que le nombre d'attestations de droits de propriété foncière (APFR) traitées et délivrées à l'aide de l'application MAST dans la commune expérimentale dépassait le nombre total d'APFR délivrées au cours des quatre dernières années dans toutes les autres communes du Burkina Faso. Sur la base de ces résultats positifs, l'USAID a étendu l'utilisation de l'application MAST dans 27 communes supplémentaires de la zone de résilience par le biais du projet ASTER. L'USAID aimerait voir le gouvernement burkinabé adopter la technologie MAST et étendre sa mise en œuvre dans d'autres régions du Burkina Faso.

## **8 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AINSI QU'À LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES ET À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

### **8.1 Programmes de transfert de technologie agricole de l'USDA**

98. Afin de faciliter le transfert de technologie, le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) recourt à des instruments contractuels, comme les accords coopératifs de recherche-développement (CRADA), les licences d'invention et les accords de transfert de matériels, et soutient la diffusion publique des résultats des recherches. L'USDA ne recourt à la protection par brevets et à la concession de licences que lorsque le transfert effectif de technologie nécessite le concours d'un partenaire du secteur privé. C'est généralement le cas lorsque les actifs complémentaires nécessaires à la fabrication, à la commercialisation et à la distribution d'une nouvelle technologie sont fournis par un partenaire commercial qui doit protéger son investissement. Le rapport annuel de l'USDA sur le transfert de technologie donne des précisions sur les mécanismes utilisés pour le transfert de technologie et les types de technologies transférées (voir <https://www.ars.usda.gov/ott/technology-transfer-annual-report/>).

#### **8.1.1 Programmes de transfert de technologie agricole de l'ARS**

99. En partageant des connaissances et des technologies grâce à une étroite collaboration avec des instituts de recherche nationaux et internationaux pour renforcer la capacité de recherche et accélérer le développement de technologies, le Service de recherche agricole (ARS) de l'USDA transfère des technologies et consolide les échanges commerciaux internationaux et la diplomatie (voir <https://www.ars.usda.gov/ott/technology-transfer-annual-report/>).

### 8.1.2 Initiative Nourrir le futur (FTF)

100. Nourrir le futur (FTF) est l'initiative la plus importante des États-Unis pour lutter contre la faim et assurer la sécurité alimentaire dans le monde. Elle soutient les approches pilotées par les pays qui visent à s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la pauvreté dans les pays cibles: Bangladesh, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Honduras, Kenya, Mali, Népal, Nigéria, Ouganda et Sénégal. Grâce à cette initiative, les États-Unis aident les pays à transformer leur secteur agricole afin de produire durablement assez de nourriture pour nourrir leur population et renforcer la résilience face à des chocs tels que les sécheresses ou les événements météorologiques extrêmes. En conséquence, une aide alimentaire peut être utilisée pour répondre à des catastrophes imprévues plutôt que pour faire face à une insécurité alimentaire chronique ou à des cycles prévisibles de sécheresse ou d'inondation. Des experts techniques en nutrition d'organismes tels que l'ARS et l'USAID, et du secteur privé, ont été réunis pour orienter et coordonner les efforts dans le domaine de la sécurité alimentaire (voir <https://www.usaid.gov/what-we-do/agriculture-and-food-security/increasing-food-security-through-feed-future>). L'initiative FTF catalyse le transfert de technologie par une croissance et un développement économiques tirés par le secteur agricole en comblant le fossé entre les solutions novatrices relatives à la productivité de l'agriculture et la demande durable du marché, en favorisant un environnement propice à une croissance induite par le marché et en établissant des liens entre de grandes institutions commerciales et de petits exploitants partenaires.

#### 8.1.2.1 Développement numérique pour l'initiative FTF (D2FTF)

101. Le projet D2FTF est une collaboration entre le Laboratoire de développement mondial et le Bureau de la sécurité alimentaire de l'USAID qui vise à démontrer comment on peut tirer parti de la technologie numérique de manière globale et adopter les meilleures pratiques afin d'accroître l'efficacité économique de l'initiative Nourrir le futur (FTF) du gouvernement des États-Unis et son incidence sur le développement. Le projet D2FTF met l'accent sur quatre catégories d'outils numériques, choisies à partir de données recueillies sur leur impact:

- a. l'agriculture de précision (y compris la technologie des capteurs);
- b. les services financiers numériques;
- c. l'agriculture fondée sur les données; et
- d. la vulgarisation faisant appel aux TIC.

102. D2FTF adapte ces outils aux PMA en utilisant diverses méthodes d'intervention (assistance technique aux programmes FTF, renforcement des capacités des équipes FTF et amélioration de la base de données sur les meilleures pratiques), principalement dans les pays ciblés par l'initiative FTF.

#### 8.1.2.2 FTF – Programme Mboga na Matunda – Tanzanie

103. L'objectif du Programme Mboga na Matunda est d'accroître la compétitivité et l'inclusion du secteur horticole, tout en améliorant le statut nutritionnel des Tanzaniens par:

- a. la mise en place d'une échelle des technologies et pratiques améliorées qui permettent aux petits exploitants d'avoir une productivité accrue, y compris à un grand nombre de femmes et de jeunes, pour les produits ciblés;
- b. le développement des modèles de systèmes de marché susceptibles de toucher de nombreux bénéficiaires directs et indirects, dont les populations vulnérables, tout en augmentant les échanges de produits ciblés; et
- c. le renforcement des capacités globales du secteur.

104. Les interventions encouragent les innovations au niveau de l'exploitation agricole et les modèles commerciaux efficaces au niveau du marché, qui permettront une distribution plus large des avantages tout au long de la chaîne, y compris pour les petits exploitants, en particulier les femmes. Cette activité vise à accroître la productivité et la rentabilité des chaînes de valeur horticoles



pour 447 000 bénéficiaires ciblés, dont 50% de femmes et 30% de jeunes. Cette activité utilise une approche fondée sur les systèmes de marché pour fournir un soutien technique et encourager l'adoption d'innovations au niveau de l'exploitation agricole, telles que des technologies améliorées, des pratiques agricoles et des modèles commerciaux efficaces. Pour favoriser la compétitivité durable du secteur horticole, le Programme a travaillé avec des partenaires locaux, notamment des entités du secteur privé et des agents de vulgarisation publics. Mboga na Matunda se déroulera de janvier 2017 à juin 2022.

#### Une représentante du gouvernement et un agriculteur vantent les mérites de l'activité FTFT-MnM

105. Joyce Basibasi, GEO [agente de vulgarisation du gouvernement] à Maendeleo, a déclaré ceci: "l'activité FTFT-MnM est très utile pour les GEO. Elle nous permet d'entrer en contact avec un plus grand nombre d'agriculteurs et de leur fournir les services agricoles nécessaires à la réussite de leur entreprise" (voir [https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA00WP5B.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WP5B.pdf); [https://pdf.usaid.gov/pdf\\_docs/PA00XCC8.pdf](https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00XCC8.pdf)). Le propriétaire d'un étal de marché agricole, Christom Kachima, explique que l'étal qu'il utilisait auparavant était en grande partie à l'origine de la détérioration de ses produits, et réduisait ses bénéfices, car les produits étaient placés les uns sur les autres en une pile qui augmentait les points de pression, causait des dommages et réduisait la circulation de l'air. "Le nouvel étal change la donne sur les marchés locaux, tant en termes de consommation que de croissance de l'activité. Mon commerce est constamment entouré de clients, ce qui contribue à améliorer mes revenus. Actuellement, je gagne 180 USD par jour, ce qui représente une augmentation de 50 USD par jour par rapport à ce que je gagnais auparavant", a déclaré M. Kachima. L'initiative relative aux étals de marché est l'un des nombreux autres efforts de soutien à la facilitation des marchés déployés par l'activité FTFT-MnM de l'USAID en vue de promouvoir la consommation de cultures riches en nutriments dans les communautés locales.

#### 8.1.2.3 FTF Bangladesh Livestock Production for Improved Nutrition – Bangladesh

106. L'objectif de l'activité Feed the Future Bangladesh Livestock Production for Improved Nutrition est d'améliorer l'utilisation des produits de l'élevage par les ménages ruraux en augmentant la productivité du bétail. L'activité de l'USAID fournit une assistance technique dans la culture d'espèces de pâturages à haut rendement et dans les pratiques et technologies de gestion du bétail pour améliorer la productivité du bétail. Ainsi, avec l'augmentation de la productivité, les ménages ruraux ont accès à des produits alimentaires hygiéniques, diversifiés et de qualité, ce qui améliore leur nutrition.

107. Le Programme a pris fin le 14 juin 2021. Au cours des 6 dernières années, le Programme a soutenu près de 180 000 familles d'agriculteurs en leur offrant un meilleur accès aux services d'élevage, aux technologies, au financement et aux liens avec le marché, ce qui a permis d'augmenter considérablement les revenus et d'améliorer la nutrition des Bangladais vivant en milieu rural. Parmi les ménages participants, la production de lait et de viande a augmenté de 233% et 188% respectivement, ce qui a considérablement augmenté la disponibilité d'aliments riches en nutriments parmi les familles rurales. Le pourcentage de ménages consommant régulièrement de la viande et du lait a augmenté de 40%. Dans le même temps, la contribution du bétail au revenu total des ménages a augmenté de 141%. Plus de 2 000 fournisseurs de services d'élevage ont été formés pour continuer à soutenir les éleveurs, en complément des agents de vulgarisation du gouvernement. Pour obtenir ces résultats phénoménaux, l'USAID a collaboré étroitement avec le secteur privé et les établissements financiers, ce qui a permis de mobiliser plus de 1,3 million d'USD d'investissements, de mettre à la disposition des petits exploitants plus de 3 000 tonnes métriques d'aliments améliorés pour le bétail et d'accorder plus de 3,1 millions d'USD de crédits aux agriculteurs et aux petites et moyennes entreprises.

#### 8.1.2.4 FTF – Programme Harvest II – Cambodge

108. Le Programme travaille avec le secteur privé pour catalyser les partenariats entre les producteurs agricoles, les acheteurs et les distributeurs, dans le but d'accélérer la croissance du secteur de l'horticulture commerciale. Les objectifs de ce programme sont les suivants:

- a. accroître la capacité des organisations d'agriculteurs et du secteur privé à mieux s'investir sur le marché pour augmenter à la fois la rentabilité de l'agriculture et l'investissement dans le secteur;

- b. faciliter la coordination des efforts, de l'investissement et de la participation du secteur privé (y compris la fourniture d'une assistance technique) tout au long de la chaîne de valeur des légumes;
- c. supprimer les obstacles à l'accès au marché pour les cultures horticoles commerciales afin de créer des possibilités d'emploi et d'augmenter les revenus ruraux sur et hors exploitation; et
- d. renforcer la chaîne de valeur de l'horticulture commerciale du Cambodge afin que les agriculteurs et les autres entrepreneurs soient mieux équipés, non seulement pour accroître la production, mais aussi pour affronter efficacement la concurrence sur les marchés locaux et régionaux.

109. Au cours des quatre dernières années, le Programme Harvest II a travaillé avec 7 200 acteurs du marché dans le secteur de l'horticulture, dont 54% étaient des femmes et 27% des jeunes. Harvest II a contribué à renforcer les compétences commerciales d'un certain nombre de petites et moyennes entreprises locales et d'organisations de producteurs et a favorisé la croissance des exportations sur les marchés régionaux et internationaux. De ce fait, Harvest II a aidé les acteurs du marché à générer 51,5 millions d'USD de ventes, à mobiliser 14,2 millions d'USD d'investissements de capitaux privés et à créer 1 870 nouveaux emplois. Le Programme devrait être achevé en juillet 2021.

#### Un représentant du gouvernement vante les mérites de l'initiative FTF

110. Kean Sophea, Directeur du département de l'horticulture et des cultures subsidiaires au Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche, a déclaré ceci: "Auparavant, il n'y avait pas de politique nationale pour le secteur de l'horticulture, il n'y a donc pas de feuille de route concrète, ce qui a rendu la mise en œuvre de la politique dans ce secteur difficile." Il a ajouté qu'il était également difficile d'attirer les investisseurs nécessaires à la croissance du secteur, car le Cambodge n'avait pas de soutien politique en place. M. Sophea a également noté que des incitations visant à encourager l'investissement dans les systèmes d'irrigation et les infrastructures étaient également incluses dans la politique en vue d'accélérer la croissance. "Cette politique soutiendra, offrira des conseils et identifiera une feuille de route qui clarifiera la voie à suivre pour le secteur horticole du Royaume. Elle est au stade de projet et, une fois terminée, elle sera soumise au Ministre de l'agriculture et aux autres ministères concernés en vue d'obtenir des contributions supplémentaires."

#### **8.1.2.5 FTF – Programme de renforcement des chaînes de valeur (SVC) – République démocratique du Congo**

111. Doté d'un budget de 23 millions d'USD, le Programme a pour objectif d'accroître les revenus des ménages et l'accès à des cultures riches en nutriments en reliant les petits exploitants agricoles à des chaînes de valeur renforcées et inclusives, ainsi qu'à des services de soutien au marché. Le Programme SVC utilise une chaîne de valeur qui accorde une attention particulière à la nutrition et il applique une approche systémique du développement des marchés pour renforcer les cultures nutritionnelles (haricots et soja) et le développement de la chaîne de valeur du café de spécialité au Sud-Kivu. Le Programme SVC travaille avec le gouvernement de la RDC (Ministère de l'agriculture, organisations de la société civile et secteur privé) pour renforcer les capacités des acteurs verticaux et horizontaux travaillant dans les chaînes de valeur ciblées. Le Programme devrait se dérouler sur cinq ans et s'achever au cours de l'exercice 2022.

#### **8.1.2.6 FTF – Projet "Hinga Weze" – Rwanda**

112. Grâce au projet "Hinga Weze", l'USAID a mis de l'avant les technologies d'irrigation en utilisant des pompes solaires et des outils numériques dans la gestion des intrants agricoles. Le projet a rendu les technologies d'après récolte facilement accessibles aux agriculteurs et ses objectifs ont été atteints grâce aux éléments suivants:

- a. une technologie d'irrigation à petite échelle utilisant des pompes solaires a permis d'irriguer 200 ha de terres. Les cultures ciblées comprenaient le maïs et les haricots à haute teneur en fer, ainsi que les pastèques, les piments, les oignons, les choux et les haricots verts. L'utilisation de l'énergie solaire pour les pompes a constitué une avancée

majeure pour la durabilité de l'irrigation, car l'absence de frais de diesel pour les agriculteurs a permis une meilleure acceptation du système à long terme.

- b. un système de gestion de la chaîne d'approvisionnement qui a permis de numériser intégralement un programme de subvention des intrants agricoles. Actuellement, plus de 1 400 000 agriculteurs sont inscrits sur la plate-forme, dont 500 000 sont des agriculteurs situés dans 10 districts de Hinga Weze.
- c. Par le biais du "Cob Model" de Kumwe Harvest, les agriculteurs ont vendu des épis de maïs immédiatement après la récolte en vue de leur vente ultérieure à un transformateur. Depuis son lancement début 2019, le projet a profité à 42 000 agriculteurs à travers le Rwanda, dont 15 125 sont issus des districts de Hinga Weze. Grâce aux équipements fournis, Kumwe Harvest a éliminé les pertes après récolte de ces agriculteurs, réduit les rejets de grains dus à la contamination par l'aflatoxine de 90% à moins de 1%, et transformé plus de 16 000 TM de maïs local de haute qualité en 16 mois, ce qui, à terme, a donné aux agriculteurs un accès fiable à des marchés de grande valeur.

### 8.1.2.7 FTF – Burkina Faso

113. L'USAID a soutenu les laboratoires d'innovation Feed the Future sur diverses recherches agricoles par le biais de l'organisation locale Inera et de plusieurs universités américaines. Par le biais du laboratoire d'innovation pour les projets de recherche sur les systèmes de légumineuses avec l'Université d'État du Michigan, l'USAID a travaillé sur la recherche visant à réduire au minimum les insectes nuisibles qui peuvent avoir de graves répercussions sur les systèmes de culture du niébé. L'USAID a également développé et déployé des approches et des outils de gestion intégrée des nuisibles résistants au climat, respectueux de l'environnement et économiquement rentables. L'organisation d'aide a également permis de mieux comprendre les conséquences imprévues des subventions aux engrais sur la chaîne de valeur du niébé au Burkina Faso.

### 8.1.3 Programme SERVIR de la NASA et l'USAID

114. Le Programme SERVIR (<https://servirglobal.net/>), une initiative de développement de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA) et de l'USAID, a travaillé en concertation avec les grandes organisations régionales du monde entier afin d'aider les pays en développement à utiliser les données transmises au moyen des satellites d'observation de la terre et des technologies géospatiales. Les outils, produits et services élaborés par le Programme ont permis aux décideurs de mieux s'attaquer aux questions cruciales pour le développement, y compris la sécurité alimentaire. Les services assurés par le Programme dans le domaine de la sécurité alimentaire concernaient l'agriculture, la gestion des pâturages, le pastoralisme, la pêche et l'aquaculture, en particulier sous l'angle de l'adaptation aux conditions climatiques extrêmes de plus en plus fréquentes. Les principaux thèmes étaient l'intégration des évaluations de la productivité agricole, les modèles de rendement des cultures et l'évaluation des incidences au moyen de scénarios climatiques.

115. Le Programme SERVIR a fait entrer le village dans l'ère spatiale en aidant les pays en développement à utiliser les données satellites pour résoudre de graves difficultés liées non seulement à la sécurité alimentaire, mais également aux ressources en eau, aux conditions climatiques, à l'utilisation des terres et aux catastrophes naturelles. Il a élaboré des solutions innovantes pour améliorer les moyens de subsistance et favoriser l'autonomie en Asie, en Afrique et dans les Amériques. L'USAID se voulait une passerelle vers les utilisateurs; grâce à son expertise en matière de développement et à sa présence sur le terrain dans 100 pays, elle a été une source de contacts et de partenariats avec les parties prenantes locales, nationales et régionales. La NASA se voulait une passerelle vers la science; forte de ses 19 équipes de collaborateurs de recherche établies dans 14 États des États-Unis et de ses plus de 20 satellites transmettant des données d'accès libre et gratuit, la NASA s'est employée à trouver des moyens de mettre à profit la science américaine afin de reproduire les réussites et d'innover dans le monde entier. La NASA a également travaillé en étroite collaboration avec les organisations et les scientifiques des pays en développement, des avancées qui renforcent les capacités techniques et qui profitent à la société. Aujourd'hui, le Programme SERVIR accroît la sensibilisation, améliore l'accès à l'information et encourage les analyses pour aider les populations d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique orientale et australe, de l'Hindu Kush Himalaya, du bassin inférieur du Mékong, d'Amérique du Sud et de la

région méso-américaine à surmonter les difficultés en matière de sécurité alimentaire, de ressources hydriques, de changements dans l'affectation des sols et de catastrophes naturelles. Fort des activités menées dans plus de 45 pays, le Programme SERVIR a déjà mis au point plus de 70 outils personnalisés, collaboré avec plus de 250 institutions et formé plus de 3 000 personnes, améliorant ainsi la capacité à développer des solutions locales (voir <https://www.servirglobal.net/>).

#### **8.1.3.1 Programme SERVIR Mékong – Cambodge**

116. Ce programme a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de la plate-forme géospatiale SERVIR Mékong, qui est gérée par le Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes. Cette plate-forme a aidé les ONG et les institutions gouvernementales à améliorer la gestion de l'environnement et la résilience face aux changements climatiques dans la région du bassin inférieur du Mékong grâce à l'application accrue de l'analyse géospatiale aux besoins critiques, urgents ou communs en matière de politique et de planification.

117. Le Programme SERVIR Mékong a travaillé en étroite collaboration avec l'activité Greening Prey Lang de l'USAID pour promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre du système de surveillance de l'information environnementale du Cambodge (CEMIS). Le Programme a également soutenu le développement des capacités et la formation du Ministère de l'environnement, des universitaires et des ONG sur la manière d'utiliser les outils et d'appliquer les technologies de télédétection pour surveiller le couvert forestier et la gestion des paysages.

118. Selon Matthew Edwardsen, responsable de l'activité Greening Prey Lang de l'USAID, "les discussions sur la déforestation au Cambodge ont tendance à se concentrer sur le commerce illégal du bois, qui, bien qu'il s'agisse d'un problème extrêmement grave, n'est pas la cause principale de la perte forestière. Ce que nous constatons, c'est un défrichement illégal généralisé des forêts à des fins agricoles, motivé par la spéculation foncière. Nous devons repérer rapidement ces défrichements et procéder à l'expulsion définitive des agriculteurs illégaux si nous voulons voir une diminution des tendances à la déforestation dans les zones protégées où nous travaillons." Pour remédier à certains de ces problèmes, le Programme SERVIR Mékong a mis au point le système d'alerte pour les zones protégées du Cambodge. Ce système surveille en temps quasi réel les changements forestiers et les menaces externes telles que les feux de forêt dans les aires avoisinantes de Prey Lang. Le système d'alerte pour les zones protégées du Cambodge est un élément clé de la plate-forme de surveillance des zones protégées, lancée récemment par le Ministère de l'environnement du Cambodge, qui intègre des données au sol et des données de télédétection afin d'améliorer l'efficacité et l'efficacité des activités de mise en application de la loi et de conservation.

#### **8.1.4 Liaison entre les infrastructures, les finances et les exploitations agricoles dans le secteur de la noix de cajou – Sénégal, Gambie, Guinée-Bissau (SeGaBi)**

119. Le Programme nourriture pour le progrès du Service des relations agricoles avec l'étranger (FAS) du Département de l'agriculture des États-Unis (USDA) mis en œuvre par Shelter for Life (SFL) et Connexus Corporation vise à améliorer la commercialisation des noix de cajou brutes et d'autres produits dérivés sur les marchés locaux et internationaux par l'amélioration de la chaîne de valeur. Pour l'exercice 2017-2023, les objectifs du Programme sont les suivants:

- a. augmenter la qualité des noix de cajou brutes en organisant et en renforçant la capacité des agriculteurs à améliorer les pratiques pendant et après les récoltes, et à accroître leur pouvoir de négociation;
- b. augmenter la transformation des noix de cajou brutes dans la région de SeGaBi en améliorant l'accès aux services financiers, en renforçant les capacités et en améliorant les liens avec la chaîne de valeur;
- c. promouvoir la vente collective de noix de cajou brutes en développant et en améliorant les liens de la chaîne de valeur nécessaires pour soutenir un réseau commercial régional intégré, ce qui inclut la création d'une infrastructure de marché durable et un meilleur accès aux marchés pour les acteurs de la chaîne de valeur;
- d. améliorer ou maintenir la qualité des noix de cajou brutes à 52-54 lbs.

120. Le Programme a déjà atteint trois de ses objectifs en renforçant les associations/coopératives, en portant les ventes collectives de noix de cajou brutes à 100 000 tonnes et en augmentant la capacité de traitement des noix brutes de 30 000 tonnes supplémentaires par an dans les pays cibles.

## **8.2 Projets nationaux**

### **8.2.1 Renforcement de la capacité des ménages de tirer parti des possibilités de développement III (SHOUHARDO ("amitié") III) – Bangladesh**

121. L'USAID, en partenariat avec le Système régional intégré d'alerte précoce multirisque (RIMES), devrait contribuer à réduire le délai de prévision des inondations et à établir des prévisions météorologiques spécifiques à chaque upazila (sous-district ou région administrative), des avis basés sur les prévisions pour les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la gestion des catastrophes. Cette activité a permis de rendre opérationnelles les prévisions météorologiques spécifiques à un lieu au niveau des upazilas et ces données de prévision ont été utilisées dans un format visuellement intuitif grâce à l'iconographie. Grâce à ces initiatives et au transfert de technologie, les communautés seront mieux préparées et disposeront d'informations spécifiques aux lieux afin de réduire les pertes de vies et de biens dues aux inondations et autres catastrophes. Lancée au cours de l'exercice 2015, l'activité a déjà permis de rendre le système opérationnel et d'aider le FFWC et le BMD à mettre en œuvre le système dans la zone d'opération de l'activité actuelle, puis à l'étendre à l'ensemble du pays d'ici l'exercice 2022.

### **8.2.2 SEMEAR – Mozambique**

122. SEMEAR est un projet de reproduction de semences d'une durée de cinq ans qui fait fond sur le soutien apporté pendant des années par l'USAID à la recherche agricole appliquée, au transfert de technologie et au renforcement des capacités connexes. Le projet mise sur des partenariats public-privé mutuellement bénéfiques pour distribuer des semences de légumineuses améliorées (plus de 27 variétés de haricots communs, de niébés, d'arachides, de pois cajan et de soja) et des pratiques complémentaires de gestion des cultures. La plupart des nouvelles variétés sont tolérantes à la sécheresse et résistantes aux organismes nuisibles et aux maladies endémiques, possèdent les caractéristiques recherchées par l'utilisateur final et permettent à l'agriculteur d'augmenter considérablement le rendement. Dans le cadre de ce projet, une dizaine de milliers de tonnes de semences seront reproduites et distribuées. L'équipe du projet a touché plus de 100 000 bénéficiaires et facilité le recours à des technologies améliorées sur plus de 193 000 hectares de terres. L'accent a été mis en particulier sur les agricultrices, qui ont été encouragées à investir dans la production de semences, à organiser des démonstrations en plein champ et à participer à des activités de formation. Le projet a été prolongé jusqu'en septembre 2021.

### **8.2.3 RAMA-BC – Mozambique**

123. L'objectif général du Programme RAMA-BC (Resilient Agriculture and Markets Activity) de l'USAID est d'accroître équitablement la productivité agricole et de renforcer la résilience aux changements climatiques par un recours accru aux technologies et pratiques agricoles résilientes. Tout au long de ce projet, des activités seront mises en œuvre dans quatre domaines d'intervention afin d'encourager l'adoption de technologies agricoles résilientes dans le Corridor de Beira. Les activités relevant des domaines 1 et 2 accroîtront la demande par la sensibilisation et la démonstration de l'efficacité des technologies et pratiques clés, y compris les semences améliorées, les pratiques agricoles de conservation et les solutions aux problèmes de gestion de l'eau et d'irrigation. Les activités relevant des domaines 3 et 4 appuieront les améliorations du côté de l'offre, ce qui permettra d'accroître la disponibilité, l'accessibilité et l'abordabilité des intrants et d'autres technologies, et d'améliorer les services consultatifs fournis par le secteur privé.

124. Le projet RAMA-BC a aidé les petits exploitants à appliquer des technologies nouvelles et améliorées sur 13 037 ha de terres exploitées par 15 684 agriculteurs. Cela a permis aux petits exploitants agricoles d'augmenter leurs ventes, qui s'élèvent à 4,6 millions d'USD. Le projet a également réussi à mettre en place 1 394 activités de sensibilisation à l'intention de plusieurs parties prenantes, y compris les petits exploitants, les partenaires du secteur privé, les entités gouvernementales partenaires, ainsi que les universités et collèges agricoles locaux.

### Un agriculteur vante les mérites du projet RAMA-BC

125. S'agissant du projet RAMA-BC, un agriculteur local du Mozambique a déclaré ceci: "Le rendement de mon champ m'a motivé à travailler plus dur et à enseigner aux autres agriculteurs comment adopter les techniques de l'agriculture de conservation et améliorer leur rendement, sans utiliser d'engrais ni labourer. Il est clair qu'il faut être patient, car l'amélioration du rendement se produit à partir de la deuxième saison; comme on peut le voir, la première saison j'ai récolté 840 kg, la deuxième 1 240 kg, et cette dernière saison j'ai obtenu 1 505 kg à partir de seulement 2 500 m<sup>2</sup> (1/4 ha), ce qui n'était pas possible avant à partir d'1 ha, et j'espère produire encore plus la saison prochaine!"

### 8.2.4 Initiative pour le développement de l'intégration des ressources en eau (WARIDI) – Tanzanie

126. L'initiative pour le développement de l'intégration des ressources en eau (WARIDI) a permis de promouvoir la gestion intégrée des ressources hydriques et la prestation de services dans de nombreux secteurs. Elle avait pour objectif spécifique d'améliorer la gestion des ressources en eau, l'accès aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène, et l'adaptation aux changements climatiques dans les bassins du Rufiji et du Wami Ruvu. WARIDI visait: 1) à accroître l'utilisation de services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène durables et à usages multiples; 2) à renforcer la gouvernance en vue d'une gestion durable et résiliente des ressources en eau et des services relatifs à l'eau pour faire face aux changements climatiques; et 3) à améliorer les moyens de subsistance grâce aux possibilités d'investissement du secteur privé dans les services durables d'approvisionnement en eau, dans l'agriculture et dans la gestion des ressources naturelles. Le Programme s'est déroulé de janvier 2016 à mars 2021.

#### Les responsables du Programme vantent les mérites de WARIDI

127. S'exprimant au sujet de leur projet, les responsables du Programme WARIDI ont indiqué qu'ils avaient formé des agents chargés des eaux du bassin à l'interprétation des politiques et des informations sur la gestion durable de l'eau. Ils ont également fourni des équipements modernes et des logiciels pour faciliter la surveillance du débit des différents cours d'eau qui alimentent les principaux fleuves. Les responsables du Programme ont formé le personnel à la mesure et à la communication des données, en particulier dans le domaine de la collecte des données, qui constitue un défi majeur depuis longtemps. Un responsable local de l'eau du bassin a déclaré ceci: "Nous avons eu des difficultés avec nos instruments, en particulier dans les grands cours d'eau, car beaucoup d'entre eux abritent des animaux féroces comme des crocodiles et des hippopotames. Grâce à l'aide apportée par WARIDI, nous avons pu obtenir de bons bateaux qui nous permettent de naviguer sur l'eau, mais aussi des instruments qui utilisent des méthodes modernes et avec lesquels nous pouvons prendre des mesures plus rapidement. Cela a réduit le temps que nous consacrons à mesurer le débit du fleuve, mais aussi le risque d'être attaqués par des animaux" (voir <https://www.globalwaters.org/resources/assets/usaid-water-resources-management-tanzania>).

### 8.2.5 Centre d'excellence pour l'intensification durable de l'agriculture et l'alimentation (CE SAIN) – Cambodge

128. Par le biais de ce programme, l'USAID a créé un centre d'excellence à l'Université royale d'agriculture (RUA) afin que la recherche sur les innovations agricoles soit diffusée auprès des agriculteurs, des ONG et du secteur privé. La recherche est censée répondre à la demande du marché et des agriculteurs en matière d'information et de technologie afin de réduire les coûts de production et d'accroître l'efficacité des agriculteurs et des entreprises agroalimentaires et, en fin de compte, de réduire la pauvreté. Le Programme a:

- a. implanté des parcs technologiques dans différentes zones agro-hydroécologiques et fait la démonstration de technologies prometteuses;
- b. renforcé la capacité de la RUA à dispenser une formation professionnelle, ne débouchant pas sur un diplôme, aux vulgarisateurs professionnels, aux fonctionnaires, aux employés des ONG et aux agriculteurs;

- c. amélioré la capacité d'enseignement, de recherche et de vulgarisation de la RUA par le biais de formations à long et à court terme;
- d. fourni une expertise technique et des possibilités de recherche dans les domaines de l'intensification durable de l'agriculture et de la nutrition;
- e. donné aux agriculteurs, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, les moyens de passer de systèmes de production conventionnels à un système de production agricole de conservation rentable pour les sols et les écosystèmes; et
- f. mobilisé le secteur privé pour augmenter les services agricoles dans les pratiques d'agriculture de conservation.

129. Au cours des cinq dernières années, le CE SAIN s'est associé à 16 universités agricoles américaines pour mener des essais hors exploitation afin de mettre au point de nouvelles technologies agricoles innovantes au Cambodge. Le Programme a permis de présenter environ 28 technologies agricoles innovantes et de préparer ces technologies en vue de leur transfert aux agriculteurs et aux entreprises privées. Plus de 5 000 agriculteurs et entreprises privées ont assisté aux présentations de ces nouvelles technologies dans 5 parcs technologiques du CE SAIN, et plus de 1 000 hectares de terres agricoles ont été cultivés grâce à ces pratiques améliorées. Huit candidats au doctorat et 9 candidats à la maîtrise ont terminé leurs études supérieures au Cambodge grâce au soutien du Programme de bourses du CE SAIN, et plus de 1 250 agriculteurs et autres parties prenantes ont participé aux programmes de formation à court terme du CE SAIN sur les technologies agricoles innovantes.

#### Le Ministre cambodgien de l'agriculture vante les mérites du CE SAIN

130. Le Ministre cambodgien de l'agriculture, des forêts et de la pêche a fait l'observation suivante: "Le projet du Centre d'excellence pour l'intensification durable de l'agriculture et l'alimentation (CE SAIN) est très complet, et il servira de modèle pour la programmation agricole de l'USAID au Cambodge".

#### 8.2.6 Projet de l'USDA sur la chaîne de valeur du millet – Sénégal

#### 8.2.7 Protection des agriculteurs maliens: Programme de test d'une réponse à la menace de la chenille légionnaire d'automne – Mali

131. L'USAID/Mali s'est associé à myAgro pour protéger les agriculteurs maliens et leurs récoltes contre la chenille légionnaire d'automne. En raison de la pandémie de COVID-19, myAgro a modifié sa formation agricole donnée en présentiel à des groupes d'agriculteurs, et s'est tourné vers d'autres formats de formation (par vidéo, radio et téléphone) afin de continuer à fournir du contenu aux agriculteurs et aux stagiaires locaux en matière de plantation malgré les restrictions imposées par la pandémie. En prévision des activités de formation et d'équipement des Village Farmer Experts (VFE), myAgro a mis à jour le matériel de formation des agriculteurs et des VFE, y compris l'élaboration de vidéos didactiques détaillant le traitement et l'entreposage appropriés des insecticides. Dans le cadre de ses offres de formation, myAgro a produit cinq vidéos sur la culture de l'arachide, du maïs, du sorgho et du gombo, ainsi qu'une vidéo sur les pratiques concernant la chenille légionnaire d'automne et la lutte antiparasitaire intégrée. MyAgro a publié ces vidéos sur sa chaîne YouTube et les a partagées avec les membres de l'équipe de terrain, les VFE et les stagiaires en plantation via WhatsApp. Avec les vidéos sur leur téléphone, les VFE ont pu montrer ou transférer les vidéos aux agriculteurs pendant leurs interactions lors des périodes de paiement, de livraison et de plantation.

132. Les agriculteurs maliens participant au Programme de lutte contre la chenille légionnaire d'automne de myAgro ont produit 88% de nourriture en plus que les agriculteurs du groupe de référence et ils ont gagné 135 USD de revenus supplémentaires par agriculteur. Les cultivateurs de maïs participant au Programme de myAgro au Mali ont également eu un rendement moyen de 2,93 tonnes par hectare, soit 31% de plus que le rendement moyen des agriculteurs du groupe de référence.

### 8.2.8 Programme d'enquête agricole intégrée (AGRIS) Mali – Cambodge

133. Offert de janvier 2019 à juillet 2021, ce programme de l'USAID est destiné à fournir un soutien à la conception et à la mise en œuvre d'une enquête intercensitaire personnalisée sur l'agriculture au Cambodge (CIAS) afin d'orienter les investissements, l'innovation et les politiques agricoles en vue de susciter des changements visant à accroître la durabilité du secteur agricole. Les données de l'enquête profiteront en définitive aux entreprises agroalimentaires du secteur privé et au Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche. La CIAS a recueilli des renseignements sur les cultures, l'élevage de bétail et de volaille, l'aquaculture et la pêche de capture. L'enquête a utilisé des méthodes statistiques pour sélectionner un échantillon représentatif de secteurs de dénombrement partout au Cambodge, à partir de la base de sondage du recensement agricole de 2013. Plus de 400 employés des départements provinciaux de la planification et de l'agriculture, des forêts et de la pêche ont effectué la collecte initiale des données entre juillet et novembre 2019. Ils ont réalisé plus de 16 000 entretiens avec des exploitations agricoles familiales et des exploitations dotées d'une personnalité juridique (autre que familiale). Les autorités ont continué d'utiliser ces données initiales collectées en 2019 pour les aider à prendre de meilleures décisions en matière de politique du secteur agricole en 2021.

#### Des fonctionnaires vantent les mérites d'AGRISurvey

134. La CIAS menée en 2019 faisait partie de l'"AGRISurvey", un programme pluriannuel visant à fournir des renseignements de qualité aux planificateurs et aux décideurs et à renforcer les capacités nationales sur les meilleures pratiques en matière d'enquête. Ce programme a été financé par le gouvernement royal du Cambodge (RGC), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et la Fondation Bill et Melinda Gates. Son Excellence Hang Lina, déléguée du gouvernement royal du Cambodge en charge de la Direction générale de l'Institut national de statistique, s'est félicitée de la qualité du partenariat et a déclaré ceci: "Je tiens à remercier la FAO d'avoir donné au NIS (Institut national de statistique, Ministère cambodgien de la planification) un accès aux nouvelles technologies, ce qui a permis la première collecte nationale de données sur tablette. Je souhaite également exprimer ma gratitude à l'USAID pour son soutien financier important, qui a été fondamental pour mener à bien la CIAS de 2019." M. Alexandre Huynh, représentant de la FAO au Cambodge, a souligné ceci: "La CIAS menée en 2019 aide à combler le manque de données agricoles et contribuera à une planification, un financement et une mise en œuvre efficaces des stratégies de développement agricole. Des données à jour et de qualité aideront le RGC à assurer la sécurité alimentaire et à atténuer les conséquences économiques de la pandémie de COVID-19 au Cambodge."

### 8.2.9 Renforcement des capacités dans le secteur agricole – Tanzanie

135. Mis en œuvre en collaboration avec le Département de l'agriculture des États-Unis (USDA), le Programme de renforcement des capacités dans le secteur apporte un soutien au gouvernement tanzanien durant la période 2015-2023 en vue d'améliorer la collecte des données et la diffusion des informations et de mettre en relation les acteurs clés du secteur agricole afin de développer des activités génératrices de revenus pour les petits exploitants. Plus de 30 000 personnes du secteur agricole ont reçu une formation à court terme sur la productivité ou la sécurité alimentaire. Plus de 12 000 agriculteurs ont appliqué des technologies agricoles améliorées ou des pratiques de gestion telles que des semences améliorées, des techniques de plantation et la lutte contre les parasites. Environ 7 000 hectares de terres sont exploités à l'aide de technologies ou de pratiques de gestion améliorées. Plus de 2 500 personnes utilisent les informations sur le climat ou mettent en œuvre des mesures de réduction des risques pour améliorer la résilience du secteur agricole.

### 8.2.10 Burundi Coffee Alliance – Fondation Kahawatu

136. La programmation de l'USAID soutient Kahawatu, qui travaille avec deux partenaires du secteur privé, GreenCo et Sucafina, pour améliorer la santé et la préservation des caféiers, les techniques de plantation, de récolte et de commercialisation, afin d'accroître la qualité du café burundais et la chaîne de valeur pour les agriculteurs. Le financement futur est incertain, compte tenu de la participation de l'organisme paraétatique, qui interdit notamment la collecte dans 200 stations de lavage du café (ce qui empêchera la récolte en temps voulu) et augmente de 30% du prix des cerises de café, ce qui a une incidence sur les modèles économiques des investisseurs



du secteur privé. La Banque mondiale, l'ambassade des États-Unis au Burundi et les partenaires du secteur privé poursuivent leur dialogue avec le gouvernement sur cette question. L'objectif est d'encourager les petits producteurs de café à rejoindre des associations et de renforcer les chaînes de valeur.

## **9 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE**

### **9.1 Réseau consultatif pour le financement privé (PFAN) – Échelle mondiale**

137. Le PFAN est un partenariat public-privé multilatéral mis en place dans le cadre de l'Initiative sur les technologies climatiques et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et il est actuellement organisé par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Il identifie et encourage les projets prometteurs et innovants dans le domaine des énergies propres et renouvelables en faisant le lien entre les investisseurs et les entrepreneurs et concepteurs de projets dans le domaine des énergies propres. Le PFAN mobilise les compétences techniques du secteur privé en matière de financement de projets et de technologies respectueux du climat pour étudier les plans d'activité ainsi que sélectionner et appuyer les projets en fonction de leur viabilité économique et de leurs effets positifs sur l'environnement et sur la société. Parmi les partenaires et donateurs du PFAN figurent le Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT) de l'Australie; le Ministère des affaires étrangères de la Norvège; l'Agence suédoise de coopération internationale au développement; et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).

138. Depuis 2008, le PFAN a levé 2 milliards d'USD pour 155 projets achevés, ce qui représente 1,2 gigawatt de capacité de production d'énergie électrique propre et renouvelable. L'initiative a mobilisé 650 millions d'USD d'investissements dans le domaine des énergies propres au cours des cinq dernières années, dont plus de 70% proviennent du secteur privé. Le PFAN a soutenu des parties prenantes dans plus de 50 pays, et 28% des projets actuels portent sur l'énergie solaire (sur et hors réseau).

### **9.2 Initiatives énergétiques régionales et nationales**

139. Les Programmes de développement énergétique régional des États-Unis sont axés sur l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud. Des organismes des États-Unis collaborent étroitement avec des banques multilatérales de développement, d'autres organismes publics américains, le secteur privé et des banques ou institutions financières locales dans le cadre de programmes de coopération énergétique régionale.

#### **9.2.1 Power Africa – Madagascar**

140. Power Africa est un partenariat dirigé par le gouvernement des États-Unis qui vise à ajouter 30 000 MW et 60 millions de raccordements électriques en Afrique subsaharienne d'ici à 2030. Les solutions d'électrification hors réseau, telles que les miniréseaux, peuvent jouer un rôle essentiel dans l'électrification des zones rurales de Madagascar. Cependant, les promoteurs et opérateurs privés capables d'installer et d'exploiter des systèmes de miniréseaux ont souvent du mal à pénétrer et à développer le marché des miniréseaux, car ils n'ont pas accès au financement de projets. Power Africa a accordé 1,2 million d'USD sous forme de dons pour le développement de miniréseaux à Madagascar afin raccorder à l'électricité plus de 5 200 ménages et entreprises dans les zones rurales de Madagascar.

#### **9.2.2 Power Africa – Burundi**

141. La Deal Team de l'ambassade des États-Unis, la Development Finance Corporation (DFC) des États-Unis et Power Africa soutiennent le projet d'une société énergétique américaine visant à construire deux centrales hydroélectriques au Burundi. Ces centrales fourniront l'électricité dont les zones rurales du Burundi ont tant besoin. En avril 2021, après six ans de négociations, Songa Energy et Virunga Power ont signé un accord d'achat d'énergie et un partenariat public-privé (PPP) avec le Ministère de l'énergie. La construction de la première centrale, un projet de 1,65 MW, devrait commencer plus tard en 2021, tandis que la seconde, un projet de 9 MW, devrait commencer en 2022.

### 9.2.3 Octroi d'une subvention de l'USTDA à eleQtra – Mozambique

142. L'USTDA a octroyé une subvention à la société eleQtra, à l'hiver 2018, pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant à évaluer la viabilité d'une centrale éolienne de 120 mégawatts, qui serait construite en deux phases de 60 MW dans le sud du Mozambique. Ce sera le premier projet d'énergie éolienne au Mozambique, qui servira ainsi d'indicateur pour le secteur dans ce pays. Le montant de la subvention était de 1,1 million d'USD. L'étude de faisabilité est en cours.

### 9.2.4 Octroi d'une subvention de l'USTDA à Globeleq Calanga Wind – Mozambique

143. L'USTDA a octroyé, à l'automne 2020, une subvention à Globeleq Calanga Wind, S.A. pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant à évaluer la viabilité technique, financière et économique d'une centrale éolienne de 130 mégawatts, qui serait construite en deux phases de 65 MW, en même temps qu'un dispositif de stockage d'énergie de 10-20 MW (20-40 MW/heure), ainsi que des infrastructures de transmission et d'interconnexion associées dans le district de Manhiça, dans la province de Maputo, au Mozambique. L'étude de faisabilité est en cours.

### 9.2.5 Étude de faisabilité sur les solutions entrepreneuriales pour l'Afrique de l'Est de l'USTDA – Rwanda

144. L'USTDA a attribué en 2019 un contrat à Decision Analysis LLC pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant à déterminer comment améliorer l'accès aux télécommunications en Afrique de l'Est. L'étude connaît des retards en raison de la pandémie de COVID-19, mais elle est en cours.

### 9.2.6 WindGen Village et miniréseaux C&I – Sierra Leone

145. Pendant l'exercice 2019, l'USTDA a accordé une subvention au Ministère de l'énergie de la Sierra Leone pour mener une étude de faisabilité sur la réalisation de l'analyse technique et financière nécessaire à la mise en œuvre d'environ 45 miniréseaux dans le pays. L'étude de l'USTDA vise à soutenir spécifiquement un modèle standard piloté par le secteur privé de création de réseaux autonomes et à servir de modèle aux autres pays d'Afrique de l'Ouest. Le projet devrait permettre d'améliorer l'accès de plus de 8 000 ménages ruraux et de plusieurs centaines d'entreprises en Sierra Leone à l'énergie. L'étude de faisabilité est en cours et devrait être achevée en 2023.

#### Le Ministre de l'énergie de la Sierra Leone vante les mérites de WindGen

146. Le Ministre de l'énergie de la Sierra Leone, Alhaji Kanja Sesay, a déclaré ceci: "Au nom du gouvernement sierra-léonais, le Ministère de l'énergie est prêt à travailler en étroite collaboration avec l'USTDA et WindGen pour réaliser une étude de faisabilité de premier ordre concernant 45 miniréseaux en Sierra Leone. Selon la conception technique et le travail de planification détaillé, nous pensons que ces miniréseaux seront faciles à financer et à développer – afin de fournir une énergie solaire abordable à plus de 8 000 ménages et entreprises de Sierra Leone. Cette nouvelle étude et le projet attendu seront coordonnés avec nos activités et initiatives en cours concernant les miniréseaux, en particulier le projet phare d'énergie rurale et renouvelable, afin de contribuer à la réalisation de la vision globale du secteur énergétique du Ministère de l'énergie et du gouvernement de Sierra Leone."

### 9.2.7 Technologie des États-Unis pour l'accès à l'énergie et le développement des miniréseaux – Bénin

147. Au cours de l'exercice 2021, l'USTDA a financé une assistance technique visant à démontrer la faisabilité d'un système numérisé fabriqué aux États-Unis de gestion des miniréseaux solaires au Bénin. Le projet devrait soutenir le développement économique et une plus grande inclusion sociale et économique en générant de nouvelles énergies renouvelables et en fournissant un accès à l'énergie à des milliers de personnes vivant dans des communautés rurales au Bénin. L'USTDA a engagé des fonds pour le projet d'assistance technique au cours de l'exercice 2021 et la date d'achèvement prévue est fixée à avril 2022.

### **9.2.8 Projet de miniréseaux solaires avec stockage sur batterie: Étude de faisabilité et projet pilote – Madagascar**

148. L'USTDA a financé en 2017 une étude de faisabilité à Madagascar concernant la mise en place de miniréseaux solaires avec stockage sur batterie dans les régions éloignées hors réseau. L'étude a été réalisée par l'entreprise américaine Fluidic Energy Inc. (aujourd'hui NantEnergy), partenaire de la société Henri Fraise Fils & Cie. D'autres sociétés américaines, dont Caterpillar (Peoria, IL) et First Solar (Perrysburg, OH), ont également participé au projet.

149. Le projet pilote a été réalisé à Belobaka (à 210 km d'Antananarivo); le personnel local a géré efficacement le réseau et l'équipement grâce à la formation qui leur a été dispensée en matière de renforcement des capacités avant la réalisation du projet. L'on n'a pas encore installé de miniréseaux dans les autres villages au titre de ce projet. L'étude devrait être achevée en 2021.

#### **Le secteur privé salue l'USTDA**

150. "Nous apprécions le soutien de l'USTDA à notre partenariat avec Fluidic Inc.", a déclaré Nicolas Verbert, Vice-Président d'Henri Fraise. "Les fonds aideront à développer notre modèle commercial et à déployer plus largement les solutions de miniréseaux à travers Madagascar."

### **9.2.9 Projet régional en Afrique subsaharienne: Projet d'interconnexion entre les réseaux de transport de 225 kV du West Africa Power Pool Côte d'Ivoire-Libéria – Libéria**

151. Au cours de l'exercice 2021, l'USTDA a approuvé le financement d'une étude de faisabilité qui fournira au West Africa Power Pool une évaluation technique, économique et environnementale d'une ligne de transmission de 225 kV et des équipements connexes de sous-station et de distribution de la Côte d'Ivoire au Libéria. Le projet devrait fournir un accès à l'énergie aux communautés environnantes, ainsi que créer une plus grande résilience et permettre au West Africa Power Pool de déployer une production d'énergie renouvelable.

#### **9.2.10 Centrale éolienne de Namaacha – Mozambique**

152. Au cours de l'exercice 2018, l'USTDA a octroyé une subvention à la société eleQtra pour la réalisation d'une étude de faisabilité visant à évaluer la viabilité d'une centrale éolienne de 120 mégawatts, qui serait construite en 2 phases de 60 MW dans le sud du Mozambique. Ce sera le premier projet d'énergie éolienne au Mozambique, qui servira ainsi d'indicateur pour le secteur dans ce pays. L'étude de faisabilité est en cours et devrait être achevée en 2022.

#### **Une directrice régionale se félicite de l'initiative de la société eleQtra**

153. "Nous sommes extrêmement fiers que l'initiative de la société eleQtra visant à développer un parc éolien à Namaacha reçoive ces aides financières essentielles en phase de démarrage de la part de l'USTDA", a déclaré Lauren Thomas, directrice régionale chez eleQtra. "Nous espérons que ce soutien conduira au renforcement de l'approvisionnement en électricité du Mozambique avec la première IPP éolienne du pays et qu'il offrira de nouvelles possibilités aux communautés de Namaacha. Nous sommes impatients de travailler avec Worley Parsons et le Fonds mozambicain pour l'énergie (FUNAE) pour mener à bien cette étude de faisabilité essentielle."

### **9.2.11 Initiative régionale sud-asiatique pour l'intégration de l'énergie (SARI/EI) – Bangladesh, Bhoutan, Inde et Népal**

154. L'initiative régionale sud-asiatique pour l'intégration de l'énergie (SARI/EI) de l'USAID vise à accroître l'intégration régionale dans le domaine de l'énergie en encourageant les échanges transfrontières d'électricité en Asie du Sud par l'harmonisation des mécanismes d'intervention, juridiques et réglementaires; l'amélioration de l'interconnexion entre les réseaux de transport; et la création d'un marché régional de l'électricité en Asie du Sud. Ces actions seront mises en œuvre par trois groupes spéciaux intergouvernementaux créés dans le cadre du Programme et composés de représentants des gouvernements nationaux, des compagnies de transport d'électricité, des organismes de réglementation et d'autres représentants compétents des pays d'Asie du Sud participant à l'initiative. Actuellement, le Programme fait en sorte que la région passe à un commerce bilatéral de l'électricité à un commerce multilatéral/trilatéral et que la participation des pays voisins

au marché indien de l'électricité soit facilitée. Le Programme vise également à établir une plate-forme et un forum d'investissement pour les acteurs du marché de l'énergie en Asie du Sud.

155. De nombreux ateliers, formations et activités de recherche de consensus donnés dans le cadre du Programme ont dû être reportés en raison de la situation de pandémie de COVID-19 dans chacun des pays participants. Néanmoins, certaines des activités clés entreprises en 2021 comprenaient:

- a. une analyse du rôle de la coopération régionale en matière d'énergie dans la lutte contre les effets économiques de la pandémie COVID-19 au moyen de deux rapports. Le premier rapport a examiné l'événement en Inde "9 min à 21 h", qui a permis de voir comment les opérateurs de système indiens, en conjonction avec les ressources hydroélectriques du Bhoutan, fonctionnaient pour remédier aux problèmes de fluctuation de la charge électrique. Le deuxième rapport a souligné comment la collaboration régionale en matière d'énergie a aidé les pays à trouver des ressources énergétiques économiques pour répondre à leur demande. Les responsables de la mise en œuvre du Programme ont également organisé un webinaire à l'intention des dirigeants des entreprises de distribution d'Asie du Sud, au cours duquel ils ont présenté les défis et les solutions innovantes qu'ils ont adoptés pour mieux gérer leurs activités pendant la pandémie de COVID-19;
- b. un soutien continu aux organismes régionaux tels que le Forum des organismes de réglementation des infrastructures d'Asie du Sud (SAFIR) et l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle (BIMSTEC). La direction du projet a aidé le SAFIR à mettre sur pied un groupe de travail chargé de définir les interventions réglementaires en matière de discipline du réseau et d'élaborer un guide réglementaire pour le commerce et l'échange d'électricité en Asie du Sud. Pour améliorer les connaissances et faciliter l'apprentissage croisé, SARI/EI a organisé avec le SAFIR deux conférences sur la réglementation de la coopération énergétique en Asie du Sud et des infrastructures durables;
- c. une collaboration avec la BIMSTEC pour l'organisation d'un atelier destiné à ses membres et axé sur l'élaboration d'une feuille de route pour la coopération régionale en matière d'énergie dans la région du BIMSTEC, y compris l'élaboration d'un document de référence;
- d. un projet de code minimum commun de réseau électrique pour l'Asie du Sud qui fait l'objet de consultations avec les parties prenantes;
- e. un travail préparatoire à l'établissement de deux forums régionaux indépendants sur l'électricité, le South Asia Forum for Transmission Utilities (SAFTU) et le South Asia Forum for System Operators (SAFSO);
- f. une étude analytique achevée sur le potentiel du gaz comme source d'énergie en Asie du Sud; et
- g. des programmes de formation virtuelle sur le commerce de l'électricité, les bourses de l'électricité et les produits du marché du secteur de l'électricité.

## **10 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

156. Les États-Unis participent, avec des pays en développement, à des activités très diverses qui visent à promouvoir le développement et le déploiement de technologies et pratiques respectueuses du climat, ainsi que la gestion responsable de l'environnement et des ressources environnementales.

157. La crise climatique représente une véritable menace pour la sécurité et la prospérité des communautés aux États-Unis et dans le monde entier. Dans le même temps, la réponse à la crise climatique offre l'une des plus grandes occasions d'un point de vue historique en matière d'innovation, de croissance économique durable et de création d'emplois de qualité. C'est pourquoi l'administration Biden-Harris a fait de la lutte contre la crise climatique aux États-Unis et à l'étranger une priorité absolue.

158. Le Président Biden a demandé la préparation d'un plan de financement de la lutte contre les changements climatiques (ci-après "le Plan"). Ce plan, le premier du genre au sein du gouvernement

américain, est spécifiquement axé sur le financement international de la lutte contre les changements climatiques. Aux fins de ce plan, le "financement climatique" désigne en partie la fourniture ou la mobilisation de ressources financières pour aider les pays en développement à réduire et/ou éviter les émissions de gaz à effet de serre (GES), à renforcer leur résilience et à s'adapter aux effets des changements climatiques. Le Plan aborde également la nécessité de mieux aligner les flux financiers publics et privés en fonction de ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris en matière de température et de développement de la capacité de résilience.

159. La réalisation de l'objectif collectif consistant à mobiliser 100 milliards d'USD par an pour les pays en développement à partir d'un large éventail de sources publiques et privées, dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente, est une priorité pour les États-Unis (voir <https://www.whitehouse.gov/wp-content/uploads/2021/04/U.S.-International-Climate-Finance-Plan-4.22.21-Updated-Spacing.pdf?source=email>).

### 10.1 Programme SilvaCarbon des États-Unis

160. SilvaCarbon est un programme de coopération technique qui relève de l'initiative de lutte contre le changement climatique mondial (Global Climate Change Initiative) et constitue une contribution des États-Unis à l'initiative mondiale pour les observations de la forêt (Global Forest Observation Initiative). SilvaCarbon travaille avec plus de 25 pays forestiers tropicaux au renforcement des capacités de mesure, de surveillance et de notification des changements observés dans le carbone forestier et terrestre. Il collabore au niveau mondial pour identifier, mettre à l'essai et diffuser les bonnes pratiques et des technologies efficaces sur le plan des coûts. Le Programme met à profit les moyens dont disposent des organismes partenaires du gouvernement des États-Unis, dont le Département d'État, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA), la NASA, l'USAID, le Service des forêts de l'USDA et le Service géologique du Département de l'intérieur, ainsi que des ONG et des milieux universitaires et de l'industrie (voir [www.silvacarbon.org/](http://www.silvacarbon.org/)).

161. SilvaCarbon promeut le développement à faibles émissions et améliore la transparence par l'assistance technique et la formation à l'utilisation de logiciels et de méthodes gratuits et en libre accès afin d'assurer une surveillance adéquate du changement d'affectation des terres. Par exemple, en collaboration avec le moteur Google Earth, la Boston University, l'Oregon State University, le Service des forêts des États-Unis (USFS) et le Service géologique des États-Unis (USGS), SilvaCarbon a dispensé une formation personnalisée en vue d'aider certains pays tropicaux forestiers à davantage adopter des technologies de pointe de surveillance des forêts adaptées à leurs besoins. SilvaCarbon a collaboré avec des homologues des PMA d'Afrique (Éthiopie, Zambie) et d'Asie (Népal, Cambodge, RDP lao, République démocratique du Congo) pour générer et utiliser des données relatives aux ressources forestières améliorées afin de répondre aux besoins de multiples utilisateurs et parties prenantes. En Asie, le Programme travaille actuellement à la mise en œuvre des dernières méthodes d'apprentissage automatique profond pour résoudre des tâches difficiles telles que la cartographie des cultures agricoles en culture itinérante et la dégradation des forêts due à la coupe sélective. SilvaCarbon a également contribué au développement et à la diffusion d'outils mondiaux importants, dont la plate-forme de surveillance des forêts Collect Earth Online (CEO), le système d'alerte précoce à la déforestation Radar for Detecting Deforestation (RADD), et le logiciel permettant de dresser l'inventaire national des gaz à effet de serre dans l'agriculture et l'utilisation des terres.

#### Des fonctionnaires vantent les mérites de SilvaCarbon

162. Le 7 juin 2021, M. Soukanh Bounthabandit, Directeur adjoint de la Division de l'inventaire et de la planification des ressources forestières (FIPD) de la RDP lao, a déclaré ceci: "L'utilisation de Collect Earth Online (CEO) permet à l'équipe de collecter à moindres frais un inventaire d'échantillons pour estimer la zone de dégradation et évaluer le degré d'incertitude. Cela permet également à l'équipe de déterminer le moment où se déroulent les principales activités de dégradation, comme l'exploitation forestière. CEO est facile à utiliser et les références fournies permettent une interprétation d'une grande précision. En tant que Directeur adjoint de la FIPD, j'encourage mon équipe à utiliser cet outil."

163. M. Vang Seng, Directeur du Département de la gestion des ressources foncières agricoles au Cambodge, a déclaré en octobre 2020 lors de l'allocution d'ouverture de la formation: "Notre cartographie actuelle des cultures prend beaucoup de temps et pèse sur nos ressources humaines et financières. La possibilité d'utiliser la télédétection pour augmenter la fréquence et la qualité de la cartographie est très importante pour le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche relativement à l'élaboration de rapports internationaux et à la planification de la politique alimentaire."

## 10.2 Programmes internationaux de gestion des forêts

164. Le Service des forêts des États-Unis favorise le renforcement des capacités pour soutenir la gestion durable des forêts et la conservation de la biodiversité à l'échelle internationale en établissant des liens entre les compétences du personnel sur le terrain et des partenaires à l'étranger. Ces activités portent sur un large éventail de sujets, et bon nombre d'entre elles sont cofinancées avec le Département d'État et l'USAID (<http://www.fs.fed.us/about-agency/international-programs/program-topics>). Ces travaux font intervenir divers partenaires, y compris des organisations intergouvernementales, des organisations de recherche et de conservation internationales et des ONG environnementales. Les scientifiques de l'USFS et des experts techniques d'autres organismes fournissent une assistance technique spécialisée pour des projets existants, dispensent des formations, facilitent la recherche et publient des guides techniques pour promouvoir la gestion durable des forêts et la conservation de la biodiversité. Ces activités englobent bon nombre des questions les plus urgentes dans le domaine des forêts, y compris la gestion des incendies, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de ceux-ci, la surveillance des forêts et la télédétection, la santé des forêts et les espèces envahissantes, les espèces migratrices et la gestion de l'habitat, l'aménagement des bassins hydrographiques, les aires protégées et l'écotourisme, et les pratiques forestières durables.

## 10.3 Partenariat USFS – Union internationale des instituts de recherche forestière

165. L'USFS et l'Union internationale des instituts de recherche forestière (IUFRO) ont signé, en 2014, un accord de partenariat pluriannuel visant à accroître la contribution des sciences de la forêt aux processus décisionnels internationaux concernant les forêts et à la mise en œuvre d'une gestion durable des ressources forestières, en particulier dans les pays économiquement défavorisés. L'accord permet d'effectuer un transfert de technologie en consolidant les systèmes nationaux de recherche forestière en Afrique, en Amérique latine et en Asie, en particulier au moyen du renforcement des capacités, d'une assistance aux scientifiques et du renforcement des institutions. Par ailleurs, l'initiative soutient les initiatives mondiales de l'IUFRO visant à recueillir et à diffuser des renseignements sur les forêts à l'aide d'Internet et des moyens reposant sur les TIC (voir <http://www.fs.fed.us/research/partnerships>). L'IUFRO soutient de longue date la communauté scientifique spécialisée dans les forêts en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Elle met en œuvre des activités de renforcement des capacités dans le cadre de son Programme spécial pour le renforcement des capacités (IUFRO-SPDC). Ces activités visent à renforcer les Programmes de recherche et à améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de bonnes pratiques et politiques en matière de gestion des forêts en obtenant et en diffusant des résultats de recherche de qualité sur les forêts et les arbres. Les activités de renforcement des capacités au titre du Programme spécial s'attachent surtout à aider les instituts de recherche forestière des pays en développement partenaires à participer de manière effective à l'élaboration de politiques forestières nationales et locales, et de systèmes de gestion durable des forêts (voir <http://www.iufro.org/science/special/spdc/>).

## 10.4 Soutien aux services d'information et à la diffusion des connaissances

166. Les États-Unis soutiennent la fourniture de services d'information aux scientifiques et aux décideurs dans les pays en développement au moyen du Service mondial d'information sur les forêts (GFIS). Le GFIS permet d'échanger des données et des renseignements liés aux forêts en passant par un portail unique, et favorise la diffusion et le partage de renseignements et de connaissances sur les forêts en développant une plate-forme commune d'échange d'informations, en renforçant les capacités et en encourageant les partenariats entre fournisseurs et utilisateurs de données sur la foresterie (voir <http://www.gfis.net/>).

## **10.5 Programmes nationaux et régionaux**

### **10.5.1 Région Afrique et Moyen-Orient**

167. Dans la région Afrique et Moyen-Orient, le Service des forêts des États-Unis (USFS) œuvre dans plus de 30 pays pour surmonter les difficultés liées à la gestion des ressources naturelles dans les pays les moins et les plus boisés du monde. Il s'est associé à un ensemble d'organisations dont des entités du gouvernement des États-Unis (USAID, le Département d'État), les gouvernements de pays hôtes, des établissements universitaires et des organisations non gouvernementales pour promouvoir le transfert de technologie et l'échange de bonnes pratiques afin d'améliorer la gestion des ressources naturelles, le développement économique et la résilience des communautés. Plus précisément, l'USFS fournit, dans la région Afrique et Moyen-Orient, un soutien technique et un transfert de technologie ciblés à long terme aux partenaires des États-Unis en matière de surveillance, de notification et de vérification des émissions de gaz à effet de serre qui bénéficient à l'agriculture, aux forêts et à d'autres utilisations des terres, y compris en élaborant des systèmes, cartographiant la couverture terrestre et analysant les changements d'utilisation des terres. L'USFS soutient également les efforts plus larges menés par le gouvernement des États-Unis pour atténuer la criminalité environnementale dans la région en dispensant une formation sur le respect des lois et en menant des enquêtes, et en faisant connaître les techniques et technologies d'identification du bois afin de lutter contre l'exploitation forestière illégale.

168. Le Service s'appuie sur ses connaissances approfondies pour aider les pays de la région Afrique et Moyen-Orient en matière de restauration écologique, ce qui va de la fourniture et de la gestion des semences à la réalisation d'activités ou à l'utilisation de technologies de pointe favorisant la production de pépinières/végétaux, et à la présentation des pratiques optimums en matière de planification et de réalisation de projets de restauration écologique à différents niveaux.

169. En Afrique et au Moyen-Orient, l'USFS aide les gouvernements des pays hôtes à soutenir comme il convient les populations locales pendant et après les incendies et les catastrophes de tous types en encourageant le renforcement des institutions et des moyens de faire face aux problèmes à l'échelle nationale et in situ, en apportant son concours aux opérations de secours d'urgence et la coordination de celles-ci, à la lutte contre les incendies, à la gestion de la situation après un incident et à la préparation en amont aux situations d'urgence, et en utilisant les systèmes et technologies qu'il a mis au point, selon la situation que rencontrent les pays hôtes. Enfin, le Service des forêts apporte un soutien aux partenaires dans la gestion des bassins versants à différents niveaux, en se servant des outils et des technologies de conception américaine qui peuvent s'avérer pertinents pour aider les pays partenaires à incorporer la conservation de l'eau à l'échelle du paysage dans leurs stratégies de sécurité hydrique. Au début de l'exercice 2021, les Programmes décrits ici sont actifs en Angola, en Gambie, en Guinée, au Libéria, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie.

### **10.5.2 Programme d'experts climatiques – République du Congo**

170. Le Programme d'experts climatiques du Département d'État des États-Unis continue de fournir une assistance technique au gouvernement de la République du Congo pour assurer la gestion durable des ressources forestières, appuyer les efforts déployés par le pays pour réduire les émissions et accroître l'absorption des gaz à effet de serre dans le secteur forestier et d'autres secteurs liés à l'utilisation des terres. Grâce à un expert technique affecté au Ministère de l'économie forestière, la capacité des agents nationaux chargés de la surveillance des forêts nationales et la comptabilisation des GES est renforcée.

171. Depuis l'exercice 2018-2021, un expert technique affecté au Ministère de l'économie forestière réalise des activités de formation et de renforcement des capacités à l'intention du personnel technique du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (CNI AF) et de la Direction générale du développement durable au Ministère du tourisme et de l'environnement. Les domaines spécifiques sur lesquels portent, notamment, les activités de renforcement des capacités et de formation sont les suivants: télédétection, interprétation des images satellites, inventaire et gestion des forêts, système d'information géographique (SIG), comptabilisation des gaz à effet de serre (GES) et autres processus et questions techniques et décisionnels pertinents liés à la gestion durable des forêts, prévention de la déforestation et de la

dégradation des forêts, conservation et renforcement des stocks de carbone forestier (boisement et reboisement).

#### **10.5.2.1 Initiative régionale lancée par le Programme d'experts climatiques**

172. Le Programme d'experts climatiques a également lancé une initiative régionale visant à renforcer la capacité et la participation des femmes dans la mesure et la déclaration des émissions et absorptions de gaz à effet de serre à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dans quatre pays de la sous-région d'Afrique centrale. Ces pays sont le Cameroun, le Gabon et la République démocratique du Congo.

#### **10.5.3 Mettre un terme au trafic d'espèces sauvages – Programme de lutte contre les activités de braconnage – Tanzanie**

173. Dans le cadre de la Stratégie tanzanienne de lutte contre le trafic d'espèces sauvages élaborée par l'ambassade des États-Unis en Tanzanie, ce programme d'opérations de maintien de la paix financé par l'État vise à appuyer le gouvernement tanzanien dans ses efforts de prévention, de dissuasion et de lutte contre le braconnage en augmentant la mobilité, en améliorant les infrastructures, en renforçant la maîtrise et le contrôle et en améliorant les compétences techniques des gardes forestiers. Depuis 2018, le gouvernement américain a financé la formation et l'équipement en outils de télécommunication de toutes les antennes et unités travaillant dans les réserves de l'Office tanzanien de la faune et de la flore sauvages (TAWA); les gardes forestiers du TAWA travaillant dans les réserves peuvent ainsi pour la première fois communiquer entre eux et contacter le siège du TAWA. Les prochaines étapes consistent à étendre le système de télécommunications et à rendre opérationnelle l'utilisation d'un système d'information et d'un outil de gestion. Les gardes forestiers des différentes réserves peuvent communiquer entre eux et contacter le siège du TAWA grâce à une infrastructure de communication radio sans fil. Les communications se font sol-sol et air-sol pour faciliter le travail des patrouilles de lutte contre le braconnage. L'installation de postes radio s'est poursuivie durant la pandémie de COVID-19. Le soutien à la garantie de l'équipement, la maintenance et l'encadrement et l'assistance en matière de formation se poursuivent jusqu'en 2022.

#### **Un fonctionnaire vante les mérites du Programme**

174. Prosper Kyssima, Commissaire adjoint à la conservation de la Tanzanie, a déclaré ceci: "Le projet radio soutenu par le gouvernement des États-Unis, qui comprend à la fois l'équipement et la formation, a été essentiel pour améliorer la communication, la coordination et l'efficacité des patrouilles de lutte contre le braconnage. Nous sommes très reconnaissants de ce soutien et de ce partenariat."

#### **10.5.4 Nobo Jatra – Bangladesh**

175. Au cours de l'exercice 2015-2021, les Programmes Nobo Jatra de l'USAID ont utilisé l'osmose inverse (OI), un processus de purification de l'eau qui utilise une membrane semi-perméable pour éliminer les ions, les molécules, les micro-organismes et les particules plus grosses de l'eau. La technologie ATM (Asynchronous Transfer Mode) a été mise en place et les bénéficiaires collectent l'eau au moyen de la carte ATM. Le Département d'ingénierie de la santé publique fournit un soutien technique au Comité de gestion des eaux. Le Programme fournit de l'eau potable à certaines communautés ciblées de Dacope et Koyra dans le district de Khulna et de Shyamnagar et de Kaliganj dans le district de Satkhira grâce à 10 usines d'osmose inverse où la pénurie d'eau potable est préoccupante. En moyenne, chaque usine d'osmose inverse dessert 400 HHS (2 000 personnes) et le Comité de gestion des eaux vend l'eau par l'intermédiaire de vendeurs d'eau à 0,40 BDT le litre sur les marchés, dans les institutions et les bureaux afin de générer des revenus pour gérer les coûts opérationnels.

#### **Un fonctionnaire vante les mérites du Programme**

176. Moyazzem Hossain, secrétaire adjoint du Ministère bangladais de la gestion des catastrophes et des secours, a visité l'usine d'osmose inverse et a grandement apprécié les effets de l'approvisionnement en eau par les osmoses inverses, en particulier pendant la pandémie actuelle de COVID-19 et le cyclone Amphan qui a frappé le Bangladesh en 2020.



### 10.5.5 Une cuisine moderne pour des forêts saines au Malawi (MCHF)

177. Le Programme MCHF de l'USAID réduit la demande non durable de bois de chauffage en augmentant l'adoption d'énergies de cuisson alternatives et de technologies de cuisson économes en combustible, en augmentant l'approvisionnement durable en bois de chauffage et en renforçant l'environnement réglementaire et les conditions de l'activité des entreprises au Malawi. Il s'agit notamment de soutenir la mise en place de l'Unité nationale de surveillance des forêts et des paysages au sein du Département des forêts, afin de diriger la collecte, le regroupement, la gestion et l'analyse des données sur les secteurs de la foresterie et de la restauration, en vue d'apporter les informations nécessaires à l'élaboration des politiques et à la prise des décisions. En soutien au cadre stratégique et habilitant du Malawi, l'Unité nationale de surveillance des forêts et des paysages cherche à :

- a. dresser l'inventaire forestier national sur une base annuelle;
- b. évaluer le taux de déforestation sur une base annuelle; et
- c. surveiller la restauration des "terres cultivables".

## 11 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS À LA SANTÉ

178. La recherche dans le domaine de la santé réalisée grâce aux activités de financement de la recherche biomédicale et comportementale d'organismes des États-Unis, y compris les Instituts nationaux de la santé (NIH) et les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), a contribué au transfert de technologie et au renforcement des capacités de recherche dans de nombreux PMA. Dans le cas des nouvelles technologies mises au point par des scientifiques des États-Unis, les NIH octroient des licences pour l'utilisation de biomatériaux et/ou des droits de brevet correspondants à des institutions qui peuvent commercialiser ces produits dans ou pour les PMA.

### 11.1 Innovation en santé mobile

179. Les NIH encouragent les applications de la recherche exploratoire et de la recherche-développement qui proposent d'étudier le développement ou l'adaptation d'une technologie de santé mobile spécifiquement adaptée aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, et les retombées sanitaires de l'utilisation de cette technologie. Les projets les plus demandés sont les projets multidisciplinaires bien conçus qui mettent l'accent sur des outils ou des interventions pour le traitement de maladies chroniques ou sur les technologies pouvant être appliquées indépendamment de la maladie ou transversalement. Les projets innovants, bien conçus et multidisciplinaires suscitent le plus grand intérêt et visent à générer des connaissances susceptibles d'être généralisées dans ce domaine.

### 11.2 Les Instituts nationaux de la santé (NIH) misent sur la science des données pour faire des découvertes et innover en matière de santé en Afrique (DSI-A) – Tous les PMA d'Afrique

180. La science des données est le moteur des découvertes scientifiques de cette décennie, et les ensembles de données sont la monnaie de l'avenir, avec des applications essentielles pour combler les disparités en matière de santé mondiale. Grâce au Programme dénommé *Harnessing Data Science for Health Discovery and Innovation in Africa* (DS-I Africa), les NIH soutiendront les institutions africaines qui s'associent aux gouvernements et aux entreprises pour exploiter les technologies de la science des données et développer des solutions aux problèmes de santé les plus urgents du continent. Parmi les sujets potentiels importants, citons les outils d'intelligence artificielle pour faire progresser l'aide à la prise de décisions concernant les technologies mobiles et autres technologies au point d'intervention, la création et l'utilisation de plates-formes partagées pour exploiter de grands ensembles de données sur la santé afin de révéler les schémas et les risques de maladie, ainsi que les approches informatiques et le partage de données pour accélérer la découverte de nouveaux diagnostics, traitements et vaccins. L'objectif du Programme est d'accroître la recherche et les capacités en matière de science des données en Afrique.

181. Les demandes sont en cours d'examen pour des attributions au cours de l'exercice 2021 pour un réseau transafricain de pôles de recherche, de centres de formation, d'un centre de coordination

et de chercheurs associés dans les implications éthiques, juridiques et sociales de la science des données en Afrique. Cette initiative se déroulera pendant l'exercice 2021-2026.

### **11.3 Programme de santé mobile des NIH: Technologie et résultats dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire – Tous les PMA**

182. Le Programme de santé mobile des NIH vise à étudier les possibilités de développement, de validation, de mise en œuvre, de mise à l'échelle et de commercialisation des technologies de santé mobile. Les deux premières années du Programme seront consacrées au développement. Si les jalons sont atteints, les NIH consacreront trois années supplémentaires de soutien à la phase de mise en œuvre. La collaboration de partenaires du secteur privé est fortement encouragée. À ce jour, les NIH ont terminé les deux premiers appels d'offres pour les primes exploratoires et ont attribué les bourses de l'exercice 2020. Les primes pour l'année 2021 sont en attente.

### **11.4 Projet MaMoni de renforcement des soins maternels et néonataux (MaMoni-MNCSP) – Bangladesh**

183. L'activité du Projet MaMoni de renforcement des soins maternels et néonataux (MNCSP) de l'USAID permettra de réduire la mortalité maternelle et néonatale et d'augmenter le taux d'utilisation de contraceptifs en renforçant la capacité des systèmes et des établissements de santé par la fourniture de soins maternels et néonataux de qualité, de planification familiale post-partum et de services de nutrition. L'activité continuera de renforcer les soins aux nouveau-nés à tous les niveaux, y compris les soins essentiels aux nouveau-nés par le biais d'unités de soins spéciaux pour nouveau-nés (SCANU), en aidant les bébés à respirer, en utilisant la chlorhexidine pour les soins du cordon ombilical et en instaurant la méthode "mère kangourou". L'activité utilisera les systèmes suivants:

- a. Système d'information de gestion électronique (eMIS): Le projet a conçu, piloté et mis à l'échelle un système électronique d'information sanitaire dans deux districts, Habiganj et Tangail. La Direction générale de la planification familiale (DGFP) a décidé de mettre à l'échelle les outils du eMIS dans les 64 districts d'ici à juin 2022.
- b. M-santé: Le projet a testé avec succès la technologie de rappel par SMS de m-santé dans l'upazila de Madhabpur à Habiganj. M-santé envoie des notifications par SMS aux clientes enregistrées qui doivent recevoir des services liés à la grossesse. En plus des messages texte, des messages vocaux ont été élaborés et seront inclus dans le système. Le service m-santé fait partie de l'agrandissement du plan d'action de la DGFP.
- c. OpenMRS: Le projet a mis en œuvre OpenMRS, un système de dossier électronique du patient dans l'hôpital de district et l'hôpital d'upazila à Manikganj. L'enregistrement des patients et les consultations externes de soins prénatals et postnatals (ANC/PNC) utilisent le système OpenMRS. Selon le plan opérationnel de la DGHS, en deux phases, 100 hôpitaux commenceront l'automatisation hospitalière basée sur OpenMRS. La DGHS a déjà attribué le contrat à la tierce partie pour les services d'automatisation des hôpitaux.
- d. Unités de soins spéciaux pour nouveau-nés (SCANU): Le Projet MaMoni-MNCSP a soutenu le Ministère de la santé de la famille (MOHFW) en créant des SCANU dans les hôpitaux nationaux et de district afin d'améliorer la gestion des nouveau-nés malades et de petite taille. Le projet a établi des unités de soins spéciaux pour nouveau-nés (SCANU) dans les hôpitaux de district afin d'améliorer la prise en charge des nouveau-nés malades et de petite taille. Plus de 25 000 nouveau-nés malades ont bénéficié des services des SCANU dans les districts visés par le projet au cours des quatre dernières années.
- e. Système de retour d'informations des clients basé sur KIOSK: MaMoni a mis au point un prototype de système numérique de retour d'informations des clients utilisant la technologie Raspberry Pi pour le retour d'informations sur les services de soins prénatals et postnatals et d'accouchement. Le système permet aux gestionnaires et aux administrateurs de l'hôpital de connaître en temps réel les réactions des clients. Le système sera testé à l'hôpital de district de Manikganj.

### Des fonctionnaires vantent les mérites du projet MaMoni-MNCSP

184. Nazmus Sadat Salim, secrétaire adjoint, Directeur (MIS), DGFP, a déclaré ceci: "Pendant des années, nos fournisseurs de services sur le terrain devaient porter des registres très lourds pour la collecte de données lors de leurs visites. Ensuite, ils devaient passer trois à quatre jours pour produire des rapports sur la base de ces données de service. Avec la mise en place du système d'information de gestion électronique (eMIS), nos agents de terrain peuvent désormais se concentrer davantage sur la qualité des services, car tout ce processus a été numérisé et simplifié. Il s'agit d'une étape importante pour nous en termes de passage au tout numérique dans l'ensemble des secteurs, qui a été rendue possible grâce au soutien technique de nos partenaires de développement financés par l'USAID."

185. Junaid Ahmed Palak, membre du Parlement du Bangladesh et Ministre d'État des postes, des télécommunications et des technologies de l'information, a déclaré ceci: "Pendant la première phase d'automatisation, 50 centres de soins de santé seront numérisés dans le cadre de projets expérimentaux au niveau des divisions, des districts et des upazila du pays. Tous les complexes sanitaires des upazilas et tous les fournisseurs de services de santé seront progressivement numérisés. La numérisation des services de santé conduira à la mise en place de dossiers médicaux électroniques (DME) universels, ce qui est directement lié à l'amélioration de la qualité des services du côté des clients et à la responsabilisation accrue du côté des fournisseurs de services."

### 11.5 Initiative Hérité humaine et santé en Afrique (H3Africa) des NIH – Tous les PMA

186. Les instituts nationaux de la santé (NIH) des États-Unis dirigent l'initiative H3Africa (<https://h3africa.org/>), qui soutient la recherche et renforce les capacités techniques en Afrique en matière de génomique, de bio-informatique et de technologies connexes afin d'améliorer la santé en Afrique. Il existe 51 projets dirigés par des institutions africaines et 500 membres de consortium, y compris des membres dans les PMA. Le Programme est en cours et il est ouvert à tous les PMA.

### 11.6 Partenariat pour la recherche sur les vaccins et les maladies infectieuses (PREVAIL) – Libéria

187. PREVAIL est un partenariat composé du gouvernement des États-Unis (NIH et CDC), du gouvernement du Libéria (Ministère de la Santé, Institut national de santé publique du Libéria, Université du Libéria et JFK Memorial Medical Center (JFKMMC)) et de l'Organisation mondiale de la santé. La mission de PREVAIL est de mener collaborativement des recherches biomédicales et en santé publique, conformément aux meilleures pratiques, et de faire progresser la science, de renforcer les politiques et les pratiques en matière de santé, et d'améliorer la santé des Libériens et des populations du monde entier. Les objectifs sont de mener des recherches de haute qualité, d'établir et de maintenir l'expertise nécessaire à la conduite de la recherche, de mettre en place une capacité de recherche durable et d'optimiser l'efficacité organisationnelle. Les initiatives spécifiques de transfert de technologie de PREVAIL comprennent: la fourniture de formation et d'expertise dans tous les aspects des études de recherche clinique, y compris les opérations cliniques, les laboratoires, la pharmacie, la mobilisation sociale et les aspects réglementaires. Le partenariat a permis d'améliorer l'infrastructure de quatre sites cliniques au Libéria en termes de laboratoire et d'espace clinique. Il a contribué à la création du Consortium d'Afrique de l'Ouest, qui réunit des experts en recherche clinique de Sierra Leone, de Guinée, du Libéria, du Mali et de Côte d'Ivoire. PREVAIL a fourni des capacités d'imagerie au JFKMMC et travaille actuellement avec les membres de l'équipe pour construire un laboratoire de microbiologie dans le même établissement.

188. L'Initiative pour la durabilité de la recherche au Libéria (RETAIN) a été lancée par PREVAIL et ses partenaires et elle a permis de mettre en place une infrastructure à l'Université du Libéria pour gérer toutes les facettes de la gestion des subventions. Actuellement, PREVAIL aide le Libéria à répondre à la pandémie de COVID-19 en fournissant des tests antigéniques et PCR (réaction en chaîne par polymérase). La capacité de recherche clinique de PREVAIL a permis de lancer 11 essais cliniques à ce jour, notamment sur les maladies comme la fièvre d'Ebola, le VIH, le paludisme, la COVID-19, et une étude de phase 1 sur un vaccin contre la fièvre de Lassa va bientôt être lancée. Ces travaux ont été publiés dans le New England Journal of Medicine (NEJM), et les efforts de recherche sur le virus Ebola ont contribué à la mise au point d'un traitement homologué contre cette maladie. Les résultats de ces essais ont été publiés dans le NEJM et ont entraîné des changements dans les protocoles de traitement du virus Ebola.

189. L'initiative RETAIN établit la structure organisationnelle suivante pour la recherche en santé: un bureau de la recherche en santé pour soutenir l'élaboration de programmes d'études, l'enseignement et la formation des chercheurs; un bureau des services de recherche parrainés pour soutenir la gestion des subventions/contrats et les politiques administratives; et un bureau des services financiers pour soutenir les infrastructures de recherche, les finances, le contrôle des fonds et les audits.

190. Après deux ans d'activité et de soutien au centre par les PREVAIL/NIAID/NIH, le centre d'imagerie JFK a été transféré pour être entièrement géré par le centre médical en mai 2021. Le projet de développement du laboratoire de microbiologie est en cours, les rénovations sont terminées et il est prévu qu'il soit opérationnel en août/septembre de cette année. Le personnel connaît bien non seulement l'utilisation, mais aussi le dépannage, l'entretien et les réparations de base des multiples technologies transférées afin de permettre la PCR en utilisant des instruments de point d'intervention ou proches du point d'intervention, des tests sérologiques et l'acheminement des évaluations de laboratoire clinique. En outre, les équipes s'efforcent d'étendre leurs capacités afin d'inclure des diagnostics immunitaires avancés pour la détection des cytokines et l'utilisation de tests multiplex/à base de billes, de cytométrie de flux et de séquençage.

191. Extrait du plan stratégique PREVAIL 2020-2024: "Le partenariat a été conçu pendant l'épidémie d'Ebola la plus importante et la plus complexe depuis la découverte du virus Ebola en 1976. Avant l'épidémie, l'infrastructure sanitaire du Libéria était faible et vulnérable, après des années de guerre civile. L'épidémie a pratiquement paralysé le système de soins de santé. Le Programme a combiné toutes les ressources disponibles pour établir une infrastructure fonctionnelle sur quatre sites cliniques et dans le laboratoire de recherche de l'Institut libérien de recherche biomédicale (LIBR). Il a également renforcé la capacité des Libériens à mener des recherches cliniques. Ce succès a conduit les partenaires à décider de protéger et d'améliorer cette précieuse ressource en faisant de PREVAIL une entreprise durable qui mène des recherches continues tout en conservant la capacité de répondre aux futures épidémies."

#### Une ancienne Ministre de la santé du Libéria vante les mérites de RETAIN

192. Bernice Dahn, ancienne Ministre de la santé de la République du Libéria, a déclaré que les Programmes suivants ont été mis en place, grâce au partenariat RETAIN et à un soutien financier provenant de différentes sources:

- a. le Comité d'éthique institutionnel de l'Université du Libéria;
- b. un programme pour le perfectionnement des enseignants au Collège des sciences de la santé;
- c. un programme d'études réformé de sept ans à l'AMD (A.M. Dogliotti College of Medicine), qui s'éloigne de l'enseignement didactique basé sur des cours magistraux pour s'orienter vers un programme centré sur l'étudiant, fondé sur le travail d'équipe, le questionnement et l'apprentissage actif;
- d. CampXsel: un programme d'enseignement scientifique de quatre semaines pendant les vacances, conçu pour les élèves du secondaire passionnés par les sciences de la santé. L'accent est mis sur l'apprentissage fondé sur le questionnement, un raisonnement critique fondé sur des données, la compréhension rationnelle et holistique des concepts et le développement de compétences générales; et
- e. un programme de formation à la recherche clinique (pour permettre aux étudiants et au corps enseignant de mener des recherches et de rédiger des articles scientifiques).

#### 11.7 Centres internationaux d'excellence pour la recherche (ICER) – Mali

193. Les NIH, l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) et la Division de la recherche intra-muros (DIR) dirigent le Programme ICER du Mali. Il s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre de la collaboration de longue date du NIAID avec des scientifiques maliens dans le domaine de la recherche sur le paludisme et accueille de multiples projets, y compris des études sur les moustiques vecteurs, la résistance aux médicaments antipaludiques et les vaccins

expérimentaux contre le paludisme; des recherches sur les maladies tropicales négligées telles que la filariose et la leishmaniose; des recherches sur les maladies infectieuses émergentes telles que les virus Ebola et Marburg, le virus Lassa, le virus de la fièvre hémorragique de Crimée-Congo et le virus de la fièvre de la vallée du Rift, ainsi que des études immunologiques et microbiologiques sur les patients coinfectés par le VIH et la tuberculose.

194. Les ICER du Mali comprennent plusieurs laboratoires, dont un laboratoire clinique accrédité par le College of American Pathologists (CAP) et un laboratoire de niveau de biosécurité 3 (BSL-3) dans les facultés de médecine et de chirurgie buccale et de pharmacie (qui ont été séparées lorsque l'Université de Bamako – anciennement appelée Université du Mali – a été divisée en 4 universités, ces facultés relevant de l'Université des sciences, des techniques et des technologies de Bamako (USTTB)) et plusieurs sites cliniques de terrain dans un rayon de 100 km autour de Bamako, en plus d'un site sur le plateau de Bandiagara. Le Programme est en cours.

### **11.8 Centres internationaux d'excellence pour la recherche (ICER) – Ouganda**

195. Les NIH, le NIAID et le DIR dirigent le site des ICER en Ouganda. Il comprend un laboratoire de terrain ultramoderne dans le district de Rakai et des installations à l'Université Makerere de Kampala et à l'Institut ougandais de recherche sur les virus à Entebbe. Des recherches fondamentales et cliniques sur le VIH et les infections sexuellement transmissibles, y compris des études sur la pathogenèse virale, la cinétique de transmission, le traitement et la prévention, sont menées. L'effet des médicaments antirétroviraux sur l'incidence au niveau communautaire dans la cohorte de la collectivité de Rakai, qui comprend plus de 17 000 personnes, constitue un objectif majeur. Le Programme est en cours.

### **11.9 Détection des maladies – RDP lao, Cambodge, Thaïlande**

196. Le Programme de réduction des menaces biologiques (BTRP) de l'Agence pour la réduction des menaces à la défense du Département de la défense des États-Unis collabore avec la Mahidol Oxford Tropical Medicine Research Unit (MORU) afin de fournir une formation et un enseignement au niveau local en matière de diagnostic sur le terrain, de collecte et d'expédition d'échantillons. Ces activités sont étroitement coordonnées entre le BTRP, l'OMS, les CDC américains et le MORU. Plus de 80 agents vétérinaires ont été formés et ont pratiqué la biosécurité et la biosûreté, et les échantillons ont été expédiés du terrain au laboratoire national correctement et en toute sécurité. Le Programme a débuté en 2016 et il est toujours en cours.

### **11.10 Diagnostics réalisés en laboratoire – RDP lao, Cambodge, Thaïlande**

197. Le BTRP soutient également la MORU en matière d'évaluation et de formation des employés concernés du Laboratoire national de santé animale (NAHL) dans de nombreux domaines, tels que l'échantillonnage, la manipulation des échantillons et les diagnostics moléculaires. Ces activités sont étroitement coordonnées entre les BTRP et IPL, LOMWRU et MORU. Le NAHL a augmenté le nombre d'employés qualifiés pour les activités de terrain telles que la surveillance des maladies animales, les enquêtes sur les épidémies grâce à des techniques améliorées de diagnostic des maladies animales, et l'assurance qualité. Le Programme a débuté en juin 2021 et il est toujours en cours.

### **11.11 Systèmes d'information sanitaire propices à la lutte contre l'épidémie de VIH et à la sécurité sanitaire – Ouganda**

198. Tandis que l'Ouganda lutte contre l'épidémie de VIH et améliore ses capacités pour prévenir et détecter les épidémies et y faire face, le gouvernement des États-Unis continue de lui fournir des ressources importantes et un appui technique pour lui permettre d'établir un système d'information sanitaire. Dans le cadre du Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) et du Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale, les employés du gouvernement des États-Unis, les ONG locales et les fonctionnaires du gouvernement ougandais ont établi des dossiers médicaux électroniques et mis au point des systèmes d'information des laboratoires et de suivi des échantillons et des produits. Ces outils d'analyse et de contrôle aident les professionnels de santé, aux niveaux local et national, à fournir des soins de qualité aux patients et à contrôler les épidémies et les mesures prises pour y faire face.

199. Plus de 1 300 établissements de santé mettent en place des dossiers médicaux électroniques dans les cliniques spécialisées dans la lutte contre le VIH. Les systèmes d'échange d'informations sanitaires ont permis la transmission automatique de données par Internet, depuis les établissements de santé situés dans des zones reculées du pays vers un registre national central afin d'assurer le suivi des dépistages prioritaires, tels que le diagnostic précoce du VIH et de la tuberculose chez le nourrisson. Ces investissements antérieurs dans les systèmes d'information sont maintenant mis à profit pour apporter un soutien à la lutte contre la COVID-19 en 2021. Les Programmes PEPFAR et GHSA ont également mis en place des plates-formes de communication sur Internet au Ministère de la santé, dans les hôpitaux de recours régionaux, dans certains bureaux de santé de district, ainsi que dans certains établissements de santé, pour des outils standard comme Zoom et ECHO, afin de permettre la mise en œuvre, la formation et le mentorat à distance (projet Echo), et le suivi des fournisseurs de services en vue de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité.

#### Des responsables de la santé ougandais vantent les mérites des Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC) des États-Unis

200. Proscovia Nambuya Mbabazi, responsable des TIC des services de diagnostic et de laboratoire du Ministère ougandais de la santé, a déclaré ceci à propos du Programme: "Avec le soutien des CDC, le Ministère de la santé et les laboratoires centraux de santé publique ont mis en place un centre de données à Butabika, qui hébergeait initialement les systèmes d'information des laboratoires de référence pour le dépistage du VIH. Grâce à une bonne connexion Internet, les établissements sont en mesure d'accéder aux résultats de leurs tests dès qu'ils ont été téléchargés par les laboratoires de référence. L'environnement d'hébergement du Centre de données a permis de mettre au point des innovations technologiques pour répondre aux problèmes de santé publique."

201. Dorothy Ajambo, responsable clinique en chef de l'hôpital régional de référence de Mbarara, en Ouganda, a déclaré ceci: "Merci pour cette formation sur les TIC destinée aux professionnels de la santé, qui vise à renforcer les capacités en informatique de la santé en Ouganda. Je n'avais jamais reçu de formation sur les TIC de ma vie. Grâce à cette formation, je peux maintenant me servir d'un ordinateur, l'utiliser pour rédiger un rapport, analyser et visualiser des données à l'aide de graphiques."

#### 11.12 Projet d'élargissement des soins de santé communautaires (ECHO) – Tanzanie

202. Le projet ECHO du CDC, mené depuis 2016 et qui court jusqu'en 2021, est un modèle d'enseignement et de mentorat à distance conçu pour renforcer les capacités du personnel de santé grâce à une formation par satellite. Suivant l'approche centre périphérie, les CDC dispensent une formation et fournissent une assistance technique à 4 points centraux et à plus de 260 centres de santé périphériques de Tanzanie. En juin 2021, avec l'appui des CDC, le Programme a formé plus de 1 280 spécialistes du traitement de la tuberculose multirésistante et plus de 14 000 personnes qui peuvent effectuer un test de dépistage rapide du VIH. Ce soutien a consisté en l'organisation de plus de 500 séances de mentorat et de formation. L'évaluation menée auprès des participants après chaque séance d'enseignement à distance montre que ceux-ci continuent d'accumuler de façon significative des connaissances. L'objectif du projet ECHO est de former plus de 15 000 personnes chargées d'effectuer les tests de dépistage du VIH dans les centres de santé. L'on prévoit également d'étendre le projet ECHO à de nombreux centres hospitaliers et à tous les hôpitaux de district (périphérie).

#### 11.13 Renforcement des capacités pour l'entretien des équipements de laboratoire – Ouganda

203. Grâce à un financement du Plan d'urgence du Président pour la lutte contre le sida (PEPFAR) par l'intermédiaire des CDC, le Ministère ougandais de la santé a créé le Centre national d'étalonnage des équipements de laboratoire au sein du Département des services de diagnostic et de laboratoire de la santé nationale (NHLDS). Le renforcement des capacités nationales en matière d'entretien des équipements de laboratoire a permis de réduire considérablement les pannes et les périodes d'inactivité (qui sont passées de plus d'un mois à moins d'une semaine), et de réduire ainsi au minimum l'interruption de la réalisation des analyses. Cela a également permis de réaliser une économie de 981 038 USD au cours de l'exercice 2018-2020, par rapport à l'externalisation de ces services, ce qui a réduit les interruptions des essais en matière de lutte contre le VIH et la tuberculose. Les ingénieurs et techniciens biomédicaux ougandais sont désormais en mesure de

fournir des services d'étalonnage d'équipement de laboratoire aux établissements de santé de tout le pays, activités qui devaient auparavant être sous-traitées. Le Centre national d'étalonnage des équipements de laboratoire a atteint le niveau de conformité aux exigences nationales et internationales, ce qui lui permet de satisfaire aux exigences de compétence technique nécessaires pour fournir de manière constante des résultats d'analyse et d'étalonnage techniquement valides. Ce programme a également aidé le Ministère de la santé à mettre en place des ateliers régionaux d'entretien d'équipement de laboratoire dans les différents hôpitaux de référence régionaux, qui sont en mesure de poursuivre ces opérations dans leur zone géographique d'activités pour une fraction du coût de l'externalisation. Les gains obtenus dans le domaine des capacités répondent aux besoins définis par le Programme PEPFAR et sont bons pour la sécurité sanitaire mondiale et d'autres systèmes de surveillance en laboratoire. Le Programme se poursuit pendant l'exercice 2021.

#### Des responsables de la santé saluent le Programme

204. Lors de la cérémonie d'inauguration du Centre national d'étalonnage des équipements de laboratoire, la Secrétaire permanente du Ministère ougandais de la santé, Mme Diana Atwiine, a déclaré ceci: "La capacité d'entretien et d'étalonnage des équipements qui a été mise en place dans le pays est une bonne stratégie qui contribuera à garantir des services de laboratoire ininterrompus, ce qui est essentiel pour la lutte contre l'épidémie de VIH."

#### **11.14 Programmes de formation des NIH en matière de recherche à l'intention des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire**

205. Le Centre international Fogarty des Instituts nationaux de la santé (NIH) a pour mission de faire progresser les NIH en soutenant et en facilitant la recherche en santé menée par des chercheurs des États-Unis et d'autres pays, en établissant des partenariats entre des établissements de recherche en santé aux États-Unis et à l'étranger, et en formant la prochaine génération de scientifiques pour répondre aux besoins de santé mondiaux. Ces investissements à long terme dans la science contribuent à promouvoir les transferts de technologie vers les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

206. Le Centre international Fogarty des NIH soutient plusieurs programmes de formation en matière de recherche, y compris pour des chercheurs en biomédecine et des instituts de recherche de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, qui contribuent aux transferts de technologie et au renforcement des capacités. Parmi ces programmes, on peut citer le Programme mondial de formation à la recherche sur les maladies infectieuses, le Programme Fogarty de formation à la recherche sur le VIH et l'Initiative de partenariat pour la formation des professionnels de la santé. Ces programmes rassemblent des chercheurs et des professionnels de la santé de pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (voir <https://www.fic.nih.gov/Programs/Pages/default.aspx>).

#### **11.15 Activités de renforcement des capacités en matière de santé des CDC – Burkina Faso**

207. Grâce à la plate-forme IRR (International Reagent Resource), les CDC fournissent des réactifs aux laboratoires enregistrés du Burkina Faso. Cela permet de renforcer les capacités du pays et de faciliter la détection, le diagnostic et la déclaration des agents pathogènes et des maladies susceptibles de représenter une menace pour la sécurité, comme la dengue, le Zika et le chikungunya, la méningite et les maladies respiratoires aiguës sévères.

208. Les CDC apportent un soutien au Ministère de la santé du Burkina Faso pour former les laboratoires sentinelles désignés pour la surveillance de la résistance aux antimicrobiens (RAM) aux niveaux national et infranational au logiciel WHONET (système d'information mis au point pour soutenir l'objectif de l'OMS de surveillance mondiale de la résistance bactérienne aux agents antimicrobiens) pour la transmission des données de surveillance de la RAM. Cela contribue à l'amélioration de la qualité des données et facilite l'analyse des données utilisées pour produire des bulletins trimestriels réguliers.

209. Les ressources des CDC ont soutenu l'élaboration et l'expansion d'un système de surveillance électronique (STELab – Système de suivi des données épidémiologiques et des spécimens de laboratoire). Ce système permet au Ministère de la santé de relier en temps réel les données épidémiologiques et les données de laboratoire pour des cas précis de maladies prioritaires signalées.

210. Les ressources du gouvernement des États-Unis et le personnel des CDC ont aidé le Ministère de la santé à rénover le bâtiment du Centre d'opérations pour la réponse aux urgences sanitaires (CORUS). Les CDC ont également fourni du matériel et une formation au personnel du Ministère de la santé sur le leadership afin de l'aider à mieux gérer les épidémies et autres urgences de santé publique, y compris les urgences de portée internationale, et à y faire face.

### **11.16 Logiciel d'information sanitaire de district 2 (DHIS2)**

211. Le DHIS2 est une plate-forme de données à accès libre sur la gestion de la santé qui est utilisée par de nombreux gouvernements et organisations à l'échelle mondiale.

#### **11.16.1 Renforcement du DHIS2 pour la gestion des épidémies – Guinée**

212. L'équipe informatique d'AFENET, partenaire financé par les CDC, a aidé l'Agence nationale de sécurité sanitaire du Ministère de la santé (ANSS) à adapter et à utiliser le module DHIS2 COVID-19 et Ebola pour la collecte et l'analyse de toutes les données concernant une épidémie. Elle a incorporé les modules dans la plate-forme DHIS2 existante, les a adaptés aux besoins de la Guinée et a formé les utilisateurs. Le module recueille des données sur les cas et leurs contacts, y compris des renseignements concernant leur identification, leur dépistage, leur hospitalisation, leur vaccination et leur guérison. Le système envoie aussi automatiquement les résultats des tests aux cas/contacts. C'est la première fois que le DHIS2 sert à documenter une épidémie. L'initiative a joué un rôle important pour consolider le système DHIS2 existant et pour renforcer son utilisation par les organismes de santé, les épidémiologistes, les traceurs de contacts et les laboratoires. Le projet a favorisé une utilisation généralisée des tablettes pour recueillir des données dans ce domaine. Ce projet est en cours. Les CDC continueront de soutenir l'ANSS dans l'utilisation du DHIS2 pour toutes les données relatives aux maladies à risque épidémique. En 2020, les CDC ont dépensé plus d'un million d'USD pour soutenir le DHIS2 en Guinée. De même, en 2021, les CDC prévoient de dépenser à nouveau environ 1 million d'USD pour les activités du DHIS2. Des efforts sont faits pour transférer la compétence à l'ANSS/au Ministère de la santé afin que dans quelques années, le DHIS2 puisse être entièrement géré par le gouvernement de la Guinée.

#### **Un responsable de la santé guinéen vante les mérites du DHIS2**

213. M. Sakoba Keita (Guinée) a déclaré ceci: "Une bonne utilisation du système DHIS2 pendant les épidémies de COVID-19 et d'Ebola nous a permis de prendre des décisions fondées sur des données probantes. L'utilisation du DHIS2 pendant ces épidémies a également renforcé le DHIS2 en général. Le DHIS2 est la plate-forme électronique que le pays a choisie pour saisir toutes ses données courantes et de surveillance sanitaire."

#### **11.16.2 Système de suivi et d'évaluation du paludisme (mesure de l'Initiative du Président contre le paludisme – PMI) – Madagascar**

214. La mesure de l'Initiative du Président contre le paludisme (PMI) vise à renforcer la capacité et les systèmes du pays endémique à produire des informations de haute qualité pour la prise de décisions aux niveaux local, national et mondial, dans le but ultime d'améliorer la santé maternelle et infantile et de diminuer le fardeau du paludisme et d'autres maladies émergentes. L'activité aide le Ministère de la santé à améliorer et à étendre le système électronique national d'information sanitaire de Madagascar, connu sous le nom de DHIS2. Le DHIS2 est maintenant entièrement fonctionnel dans tous les districts ayant des besoins de santé. Il renforce les systèmes nationaux d'information sanitaire courante et renforce la surveillance, le suivi et l'évaluation du paludisme.

#### **Des responsables de la santé malgaches vantent les mérites du DHIS2**

215. Le Ministère de la santé utilise le DHIS2 pour collecter et analyser les données de terrain des travailleurs de la santé à travers Madagascar afin d'identifier les tendances, les progrès et les besoins en matière de soins de santé. La mesure de l'Initiative du Président contre le paludisme soutient également la mise au point d'outils permettant de mieux visualiser et analyser les informations contenues dans le DHIS2. Ceci est essentiel pour un système de soins de santé productif, car des informations plus fiables et plus précises permettent une meilleure prise de décision. Le personnel du Ministère de la santé a déclaré à propos du projet: "Pour prendre des décisions judicieuses en matière de santé publique, il faut un accès à des données de qualité." "Le travail effectué dans le



cadre du projet de la mesure de l'Initiative du Président contre le paludisme fournira des données plus exactes et plus précises, afin que les autorités sanitaires de Madagascar puissent prendre des décisions fondées sur des données."

### **11.16.3 DHIS2 – Angola**

216. Le DHIS2 est une plate-forme de système de gestion de l'information sanitaire (HMIS) librement accessible en ligne. Le DHIS2 est la plus importante plate-forme HMIS au monde, et elle est utilisée par 67 pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. L'USAID appuie l'utilisation du DHIS2 dans le secteur de la santé angolais en fournissant une assistance technique aux niveaux municipal, provincial et national et en élaborant conjointement avec le gouvernement un système d'assurance de la qualité. Ces interventions contribuent à renforcer les systèmes d'information sanitaire à l'échelle nationale. L'USAID a investi environ 3,8 millions d'USD pour la mise en œuvre du DHIS2 au cours des quatre dernières années, notamment en investissant dans les équipements.

217. Le Programme s'adresse aux centres de soins de santé de district et cible principalement les soins aux mères et aux nouveau-nés. En outre, l'USAID soutient une plate-forme d'apprentissage en ligne pour renforcer les connaissances des fournisseurs de soins de santé sur la prévention et le traitement du paludisme ainsi que sur les services de planification familiale. Le Programme vise à augmenter le nombre d'employés du Ministère de la santé formés au DHIS2 et à accroître la numérisation de la collecte des données sanitaires. Grâce au plaidoyer et au soutien technique de l'USAID, le gouvernement a désigné le DHIS2 en tant que système national de gestion de l'information sanitaire (HMIS). Le Programme s'étend sur les exercices 2015 à 2022.

#### **Des responsables de la santé angolais vantent les mérites du DHIS2**

218. Mme Georgina Marques, coordinatrice du Bureau de la recherche, de la planification et des statistiques du Ministère de la santé de l'Angola, a déclaré ceci: "L'un des plus grands avantages que le DHIS2 a apportés au pays est la préparation des rapports de santé sans devoir faire appel aux techniciens des provinces et des municipalités. En fait, le rapport sur le mouvement des hôpitaux envoyé à la Maison du Président de la République est extrait directement du DHIS2, puisque plus personne ne fait de rapport sur papier (Note: Le rapport sur le mouvement des hôpitaux est un document qui rend compte du nombre d'hospitalisations et des affections des patients. Fin de la note). Le prochain défi est maintenant d'améliorer la qualité des données."

219. M. Rafael Dimbu, Coordonnateur adjoint du Programme national de lutte contre le paludisme (NMCP) en Angola, a déclaré ceci: "Le DHIS2 est une plate-forme qui a apporté des avantages à l'Angola, et pas seulement au Programme de lutte contre le paludisme, mais aussi à d'autres domaines de la santé, comme le VIH/SIDA et la planification familiale, par exemple. Grâce au DHIS2, nous avons cessé d'utiliser des rapports manuels de suivi et d'évaluation, dont la synthèse était retardée de plusieurs semaines; le DHIS2 nous a permis de disposer d'informations en temps réel, en ligne. Le pays ne doit pas revenir en arrière après les progrès réalisés jusqu'à présent. Au contraire, le DHIS2 doit poursuivre son expansion dans la plupart des établissements de santé de notre pays."

### **11.16.4 Système d'information sanitaire du Ministère haïtien de la santé publique – Haïti**

220. L'objectif du projet est de donner compétence au Ministère de la santé et de mettre en place un système d'information sanitaire exhaustif et durable en 1) renforçant le système d'information sanitaire nationale (Système d'Information Sanitaire Nationale Unique, ou SISNU); 2) en renforçant le système d'information sanitaire par une meilleure gestion; et 3) en créant un environnement favorable. Avec un financement de 21 millions d'USD, la plate-forme DHIS2 qui soutient la base de données SISNU est régulièrement mise à jour.

### **11.16.5 Okoa Maisha Dhibiti Malaria (OMDM) – Sauver des vies, mettre fin au paludisme – Tanzanie**

221. L'activité OMDM vise à institutionnaliser la surveillance et le suivi du paludisme à tous les niveaux du gouvernement de la Tanzanie (GOT), en maximisant l'incidence épidémiologique des interventions mises en œuvre contre le paludisme grâce à une amélioration du ciblage et de la mise en œuvre des interventions, en affinant les approches pour gérer les foyers de transmission et

répondre aux épidémies, et en fournissant des données clés au GOT et aux parties prenantes pour l'élaboration de politiques et la prise de décisions programmatiques.

222. Les activités s'appuient sur le contexte programmatique des systèmes de surveillance existants en Tanzanie, notamment la plate-forme du système de gestion de l'information sanitaire (HMIS)/système d'information sanitaire de district (DHIS2), les enquêtes et les études, ainsi que les systèmes d'information spécifiques aux programmes pour surveiller et évaluer l'état de santé du pays et les résultats du secteur de la santé, y compris pour le paludisme. Pour progresser sur leurs voies respectives vers l'élimination du paludisme, l'OMDM fournit une assistance technique au Programme national de lutte contre le paludisme (NMCP) et au Programme d'éradication du paludisme au Zanzibar (ZAMEP) afin de renforcer leur capacité à analyser et interpréter les données et à les utiliser pour prendre des décisions fondées sur des données probantes. Pour atténuer la menace d'une résistance aux médicaments antipaludiques dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre le paludisme, le NMCP, le ZAMEP et les parties prenantes doivent régulièrement évaluer – en réalisant des études sur l'efficacité thérapeutique – l'efficacité des médicaments antipaludiques de manière à fournir des informations à jour, pertinentes, fiables et compréhensibles. L'OMDM verse des subventions aux parties prenantes locales et fournit un soutien technique au NMCP et au ZAMEP pour centraliser les données des systèmes de surveillance existants.

### **11.17 Programmes nationaux additionnels**

#### **11.17.1 La détection et la surveillance des maladies infectieuses (IDDS) – Bangladesh**

223. L'activité de détection et de surveillance des maladies infectieuses (IDDS) consistera à travailler en étroite collaboration avec le Programme national de lutte contre la tuberculose du Bangladesh (NTP) afin de renforcer sa capacité à diagnostiquer les différentes formes de tuberculose dans les centres de tout le pays. Cette activité fournira une assistance technique pour entreprendre l'évaluation des centres de diagnostic et un renforcement des capacités des laboratoires régionaux de référence en matière de tuberculose (RTRL) et des réseaux de diagnostic. Le soutien apporté par l'IDDS permettra également d'optimiser l'utilisation de GeneXpert et de mettre en place un système d'évaluation externe de la qualité. L'IDDS apporte également son soutien à l'hôpital pour tuberculeux de Shymoli et au laboratoire régional de référence en matière de tuberculose de Rajshahi pour l'installation du Système d'essai par sonde en ligne (LPA) et du Tube indicateur de croissance mycobactérienne (MGIT) afin d'améliorer l'efficacité de ces laboratoires en matière de repérage des résistances aux médicaments et d'examen de la sensibilité des médicaments antituberculeux.

#### **11.17.2 La détection et la surveillance des maladies infectieuses (IDDS) – Sénégal**

224. L'USAID/Sénégal a aidé le Ministère de la santé et de l'action sociale (MSAS) à mettre en place mInfoSanté, une plate-forme de surveillance communautaire par SMS, qui est également utilisée par le Centre d'Opération d'Urgence Sanitaire (COUS) pour gérer la détection des épidémies, la communication, la coordination et l'information en temps de crise, comme dans le cas de la pandémie actuelle de COVID-19. Actuellement, mInfoSanté est utilisé dans six districts par plus de 4 000 agents de santé communautaires, de bien-être animal et de santé publique qui ont été formés à la surveillance communautaire et à l'utilisation de mInfoSanté. Pendant la pandémie de COVID-19, la plate-forme a été adaptée pour intégrer le vocabulaire employé dans le cadre de la COVID-19 et elle est utilisée par la communauté pour envoyer des informations et des rapports sur la COVID-19 aux responsables de la santé publique. L'objectif est de former 100% des agents de santé communautaires de huit régions du pays.

#### **11.17.3 USAID – Programme de santé communautaire – Madagascar**

225. Le Programme "Mahefa Miaraka" soutient les efforts déployés par le Ministère de la santé publique pour réduire la morbidité et la mortalité maternelles, néonatales et infantiles en renforçant la fourniture et la gestion des services de santé communautaires destinés à une population de 6,1 millions de personnes dans sept régions de Madagascar. Le Programme a permis de former plus de 9 500 agents de santé communautaires bénévoles sur la façon de traiter les maladies infantiles courantes et de fournir des services de santé reproductive et de planification familiale aux mères et aux jeunes dans sept régions de Madagascar. L'USAID a financé le Programme à hauteur de 31 millions d'USD sur cinq ans (exercice 2016-2021) afin de renforcer la planification, la fourniture et la gestion des services de santé communautaires auprès de la population malgache. Le

Programme accorde une importance particulière à l'amélioration de la planification familiale, à la réduction de la pratique de la défécation en plein air, à la prévention du mariage des enfants, et à la fourniture de services de santé et de nutrition pour les femmes enceintes, les nouvelles mères et les jeunes enfants.

#### **11.17.4 Programme des médicaments, technologies et services pharmaceutiques (MTaPS) – Bangladesh**

226. Le Programme des médicaments, technologies et services pharmaceutiques (MTaPS) de l'USAID fournit une assistance technique au gouvernement du Bangladesh (GOB) pour renforcer sa gestion de la logistique et ses systèmes de chaîne d'approvisionnement afin d'assurer la disponibilité de produits médicaux efficaces et de qualité qui sont essentiels en matière de planification familiale; de santé maternelle, néonatale et infantile; de nutrition et de lutte contre la tuberculose. Cette activité est axée sur l'amélioration de la gestion de la logistique en aidant le GOB à mieux prévoir et distribuer les produits essentiels liés à la santé maternelle, néonatale et infantile, à la planification familiale, à la lutte contre la tuberculose et à la nutrition aux niveaux national et infranational. En outre, l'activité consiste à travailler en étroite collaboration avec la Direction générale de l'office de contrôle des médicaments (DGDA) pour renforcer la pharmacovigilance des produits de santé essentiels au Bangladesh. Les objectifs du projet sont les suivants:

- a. Système électronique de gestion de la logistique (eLMIS) de la DGFP et portail SCM: Le projet MTAps a permis de mettre au point et de transférer le logiciel de gestion de la chaîne d'approvisionnement (système eLMIS de la DGFP) et le portail pour assurer la sécurité des produits de planification familiale dans tout le pays. Le projet a contribué à développer les capacités institutionnelles de la DGFP en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement et à améliorer l'efficacité de la passation de marché. Le portail sert également de passerelle pour accéder à divers autres systèmes et tableaux de bord du Ministère.
- b. Application de gestion de la tuberculose en ligne: Le projet a mis au point une application de gestion de la tuberculose en ligne et fait entrer cette application dans 488 upazilas englobant plus de 850 centres DOT (Traitement sous observation directe) pour tuberculeux afin de permettre la saisie électronique des signalements et la surveillance de la tuberculose.
- c. Système de gestion des actifs: Le projet a mis au point un système électronique de gestion des actifs (eAMS) dans le cadre de la gouvernance des marchés publics. Il a été testé dans six hôpitaux au départ. Actuellement, la formation pour le déployer dans les hôpitaux de niveau secondaire est terminée, ce qui englobe 62 établissements de santé. Le Ministère de la santé et de la planification familiale prévoit d'étendre la mise en œuvre du projet à d'autres catégories d'hôpitaux dans le pays.

#### **11.17.5 Programme des jeunes professionnels de la logistique (YLPP) – Bénin**

227. Le YLPP de l'USAID soutient 30 jeunes professionnels pour travailler avec les autorités civiles et sanitaires décentralisées dans 29 communes afin d'améliorer la collecte de données, l'établissement de rapports sur la chaîne d'approvisionnement et la gestion des produits de santé. Le YLPP vise à renforcer l'analyse de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé et la gouvernance décentralisée de la santé en améliorant la visibilité et la qualité des données et en favorisant la responsabilisation des maires et des professionnels et gestionnaires de la santé. Le Programme a débuté avec 15 participants et il s'est étendu à 30 participants dans 18 zones sanitaires et 29 communes. Afin de promouvoir la durabilité et l'autonomie, l'USAID a engagé le Ministère de la santé du Bénin, les maires et le Partenariat du secteur privé pour la santé à s'engager à étendre le Programme. Soixante-dix-sept autres jeunes professionnels de la logistique devraient être placés en 2021 avec le soutien du Sahel Women Empowerment Demographic Dividend (SWEDD), financé par la Banque mondiale au Bénin. Cela permettra de couvrir toutes les communes.

#### **11.17.6 Chaîne d'approvisionnement mondiale dans le domaine de la santé – Tanzanie**

228. L'assistance technique fournie par l'USAID dans le cadre de la chaîne d'approvisionnement mondiale dans le domaine de la santé, Programme qui court de 2019 à 2023, améliorera la chaîne

d'approvisionnement de produits de santé en Tanzanie. Cette activité devrait améliorer la disponibilité des produits ainsi que les résultats de la Tanzanie dans le domaine de la santé. Cette activité a déjà permis d'améliorer la chaîne d'approvisionnement des produits de santé: 1) en aidant le Ministère tanzanien de la santé à mettre en œuvre les plans stratégiques pertinents; 2) en établissant une plate-forme de gouvernance afin de gérer les changements et mises à jour qui seront apportés au système d'information électronique de gestion de la logistique; 3) en encourageant les acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement à utiliser les plans de suivi des performances de l'Unité de gestion logistique afin de garantir une plus grande responsabilité; 4) en renforçant la gouvernance du système de la chaîne d'approvisionnement au niveau des districts par le suivi de la disponibilité des stocks; 5) en institutionnalisant la qualité et l'utilisation des données relatives à la chaîne d'approvisionnement; 6) en soutenant l'introduction dans le pays du financement axé sur les résultats; et 7) en aidant l'Unité des services pharmaceutiques et l'Unité de planification des politiques du Ministère de la santé à mieux budgétiser les produits de santé. L'USAID fournit également cette assistance technique au Cambodge (2017-2021) et en Guinée (2017-2022).

### **11.17.7 Communication pour le changement social et comportemental Ujjiban (SBCC) – Bangladesh**

229. L'activité SBCC de l'USAID crée une demande et augmente l'utilisation de services de haute qualité pour la santé maternelle, néonatale, infantile et des adolescents; la planification familiale; la nutrition et la lutte contre la tuberculose. L'activité encourage l'adoption de comportements sains dans des districts sélectionnés des divisions de Sylhet et de Chattogram. Au niveau national, Ujjiban renforce la capacité et les systèmes du Ministère de la santé et de la famille à concevoir, développer, coordonner et mettre en œuvre efficacement les interventions du SBCC.

230. L'activité SBCC utilise deux méthodes principales, le HPN eToolkit et l'Online SBCC Materials Approval (OSMA):

- a. Le HPN eToolkit est une bibliothèque numérique de documents du SBCC portant sur la communication interpersonnelle et le conseil. Il est également utilisé comme guide de référence et aide-mémoire par les agents de santé sur le terrain lorsqu'ils doivent fournir des messages intégrés sur les questions concernant la santé, la population, la nutrition et la tuberculose. L'activité Ujjiban de l'USAID a soutenu le Ministère de la santé et de la famille (MOHFW) dans le développement de cet outil en ligne, qui est actuellement hébergé sur le serveur de l'unité du système de gestion de l'information (SGI) du Directeur général des services de santé (DGSS). Il est géré et mis à jour par le Bureau de l'éducation sanitaire (BHE), l'Institut de la nutrition en santé publique (IPHN) et les unités d'information, d'éducation et de motivation (IEM) du MOHFW, avec l'assistance technique d'Ujjiban. Les trois unités ont inclus la formation sur cet outil en ligne dans leurs plans d'opération et ont organisé des formations avec le soutien technique d'Ujjiban. À ce jour, plus de 6 000 travailleurs de santé et de planification familiale de première ligne dans les divisions de Sylhet et de Chattogram ont reçu de la formation sur cet outil en ligne, et environ 80% des travailleurs utilisent régulièrement cet outil pour la communication interpersonnelle et le conseil aux clients.
- b. Approbation des documents en ligne du SBCC (OSMA): Ujjiban a également soutenu le développement de l'application d'approbation des documents en ligne du SBCC (OSMA) pour la soumission, le traitement et l'approbation des documents du SBCC liés à la santé, à la population et à la nutrition en suivant les critères normalisés du Comité technique de l'information, de l'éducation et de la communication du MOHFW. L'OSMA est hébergé sur le serveur du SGI du DGSS. Ujjiban a formé les membres des sous-comités IEC à la gestion de l'OSMA.

### **Des responsables de la santé et des fournisseurs de soins de santé bangladais vantent les mérites du SBCC**

231. Abinash Chandra Das, un prestataire de soins de santé communautaire du Bangladesh, a fait le commentaire suivant au sujet du HPN eToolkit: "L'avantage d'utiliser cet outil en ligne est qu'il y a moins de risques de manquer d'informations pendant les consultations. Par exemple, si je conseille une femme enceinte et que j'ai oublié certaines informations avec cet outil en ligne j'aurais toutes les informations qui me manquent. Ils peuvent entendre et voir. Je veux dire que je pourrais combler le manque d'informations." Mostafa Kamal, secrétaire auxiliaire du Ministère de la santé et de la

famille du Bangladesh, a déclaré ceci: "L'application OSMA est devenue un bon exemple de capitalisation des avantages des TIC et un moyen de progresser dans l'idéologie du Bangladesh numérique." Le Directeur des soins de santé primaires de la DGSS du Bangladesh, le Dr Rawshan Anwar, a également déclaré ceci: "L'application OSMA permet de maintenir une qualité type pour tous les documents HPN du SBCC, d'éviter les doublons et de réduire les délais d'approbation."

#### **11.17.8 Politique en matière de santé Plus (HP+) – Madagascar**

232. Au cours de l'exercice 2015-2022, la politique en matière de santé HP+ vise à soutenir le Ministère de la santé publique (MOPH) et le Ministère en charge de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, afin de créer un environnement plus favorable dans les domaines de la politique, du plaidoyer, des finances et de la gouvernance. La politique HP+ apporte un soutien à l'examen, à l'élaboration et à la diffusion de politiques et de stratégies et au financement de la santé pour le renforcement des systèmes de santé et la couverture sanitaire universelle. Les objectifs de ce programme sont les suivants:

- a. contribuer à la diffusion de la loi sur la planification familiale (formation des journalistes);
- b. mettre en route l'évaluation du Plan de mise en œuvre chiffré de la planification familiale existant;
- c. élaborer des documents stratégiques pour une approche communautaire (atelier Guide PAC), le Plan stratégique pour la santé reproductive/planification familiale 2021-2025, et le dividende démographique; et
- d. aider le gouvernement de Madagascar à prendre des décisions stratégiques sur le renforcement du système de santé et les initiatives en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), notamment en élaborant et en mettant en œuvre le Fonds national d'assurance maladie dans le cadre du système de couverture sanitaire universelle.

#### **Des fonctionnaires malgaches se félicitent de la politique HP+**

233. La Direction générale du Ministère chargé de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme de Madagascar a déclaré à propos du projet: "HP+ Madagascar se consacre à la vulgarisation de la loi sur la planification familiale afin que les changements apportés par les dispositions légales sur la planification familiale/santé reproductive puissent être mis à la disposition des utilisateurs." Le Secrétaire général du Ministère de la santé publique a déclaré ceci: "HP+ contribue à la réalisation des priorités du gouvernement malgache en vue de la réduction de la mortalité et de la morbidité maternelle, néonatale et infantile et de l'accès à l'eau potable grâce au soutien à la politique de santé et au financement alloué à la santé."

#### **11.17.9 Système d'information des laboratoires d'Afrique (A-LIS) – Ouganda**

234. Depuis l'exercice 2017, le PEPFAR et les CDC ont apporté leur soutien au Ministère de la santé de l'Ouganda pour simplifier, normaliser et maintenir les bonnes pratiques de laboratoire. Cela a aidé le Ministère de la santé à respecter les normes nationales et internationales concernant la précision et la fiabilité des essais nécessaires à l'accréditation. Pour atteindre cet objectif, les Programmes du PEPFAR et des CDC financés par les États-Unis ont aidé le Ministère de la santé à personnaliser son logiciel ouvert "computing for good basic laboratory information system", qui a été rebaptisé "Système d'information des laboratoires d'Afrique" (A-LIS) et "Système de téléchargement des résultats" (RDS). L'A-LIS saisit en temps réel les données issues d'essais pratiqués par les laboratoires qui sont utilisées pour prendre des décisions cliniques et élaborer des rapports sur les indicateurs de santé, tandis que le RDS permet un accès en temps réel aux résultats des laboratoires concernant le VIH, la tuberculose, la surveillance des maladies et les enquêtes sur les épidémies.

235. À l'aide d'équipements de laboratoire automatisés, le Ministère de la santé a amélioré les capacités d'A-LIS afin qu'il puisse transmettre de façon automatique des données sur Internet depuis les établissements de santé situés dans des zones reculées du pays vers un registre national central utilisé pour alimenter des tableaux de contrôle et assurer le suivi de maladies telles que le VIH et la

tuberculose. En 2021, cette importante mise à niveau a aidé le Ministère de la santé à gérer la pandémie de COVID-19. Le Programme est en cours.

#### Des fonctionnaires se félicitent de la politique HP+

236. S'exprimant au sujet de l'impact du système HP+, le commandant des interventions liées à la COVID-19 en Ouganda a déclaré ceci: "Le RDS est la source de données fiable pour les tests de dépistage de la COVID-19; nous DEVONS donc numériser tous les systèmes de réponse à la pandémie de COVID-19, de la notification aux tests, à la gestion des cas, aux sorties et aux cas de mortalité, avec le RDS comme système pivot." Paul Ngobi, du laboratoire de l'hôpital régional de référence de Fort Portal, a déclaré ceci: "Souvent, avant d'utiliser l'A-LIS, nous avions des problèmes avec la gestion des données générées par notre laboratoire, notamment en termes de réception des échantillons, de gestion des résultats, de compilation des rapports périodiques, d'analyse et de rapport, d'accès et de récupération des résultats – tout cela prenait du temps et demandait beaucoup de travail. Avec la mise en place de l'A-LIS en 2019, nous avons constaté une amélioration considérable de la gestion de nos informations de laboratoire et une facilité d'utilisation du système par rapport aux systèmes papier précédemment utilisés."

#### 11.17.10 Formation en matière de COVID-19 – République démocratique du Congo (RDC)

237. L'USAID a fait don de 50 nouveaux ventilateurs à la pointe de la technologie à la RDC. En plus des ventilateurs, l'USAID finance un ensemble de mesures de soutien adaptées qui comprend des équipements d'accompagnement, des plans de service et une assistance technique.

#### Des fonctionnaires de la RDC saluent les dons de ventilateurs

238. Le Ministre de la santé, Jean-Jacques Mbanda Mbungani, a bénéficié de dons, et il se félicite de l'engagement du gouvernement américain à travers les CDC à soutenir le gouvernement de la RDC pendant la pandémie. Il a invité le secrétariat technique chargé des questions liées à la COVID-19 à faire bon usage de l'équipement afin d'améliorer la réponse du GRDC à la pandémie de COVID-19. Le professeur Jean-Jacques Muyembe, chef du secrétariat technique chargé des questions liées à la COVID-19 et Directeur de l'INRB, a salué la pertinence de l'équipement et son impact sur le personnel de laboratoire qui travaille souvent avec des prélèvements dangereux, notamment la COVID-19 et Ebola.

#### 11.17.11 Préparation à lutte contre la COVID-19 et prévention – Burundi

239. L'USAID a mis en place un programme sur la préparation à la lutte contre la pandémie de COVID-19 et la prévention des épidémies par le biais d'une subvention de l'USAID destinée aux fournisseurs de services des programmes de santé gouvernementaux qui reçoivent une formation. L'USAID a également fait don d'équipements de prévention de la pandémie de COVID-19 à un centre de santé au Burundi. Le projet comprend également la remise en état de réservoirs d'eau pour combler les importantes carences des centres de santé en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Le Programme vise les populations burundaises des zones rurales, en particulier celles qui ne peuvent pas accéder aux services de santé qui pourraient être disponibles dans les grandes villes.

#### Des professionnels de la santé du Burundi vantent les mérites du Programme de l'USAID

240. Les professionnels de la santé des zones rurales des provinces de Cankuzo et de Ruyigi ont déclaré que le Programme était essentiel pour pouvoir fournir des services de santé aux populations locales qui ne peuvent pas se permettre les frais de déplacement vers les villes où se trouvent les hôpitaux. Un professionnel de la santé a exprimé sa gratitude envers le Programme, en indiquant que "le Programme (de l'USAID) a permis à sa clinique de construire un incinérateur pour brûler les déchets médicaux, de construire une citerne pour que la clinique ait un approvisionnement régulier en eau propre, et de fournir un équipement (EPI) de base et une formation sur le corona (pandémie de COVID-19)." Le professionnel de la santé a fait remarquer que l'EPI était particulièrement important, étant donné que sa province de Cankuzo était une province frontalière et que les travailleurs migrants et d'autres personnes traversaient la frontière de manière informelle, arrivant souvent de Tanzanie sans test de dépistage, et qu'ils se faisaient ensuite soigner dans sa clinique.

**11.17.12 Promouvoir la qualité des médicaments (PQM+) – Bangladesh**

241. Le Programme Promouvoir la qualité des médicaments Plus (PQM+) renforce la capacité institutionnelle des organismes concernés du gouvernement du Bangladesh (GOB), notamment la Direction générale de l'Office de contrôle des médicaments (DGDA) du GOB, qui sont chargés des processus réglementaires, de l'assurance qualité et des systèmes de contrôle de la qualité afin de garantir le respect des normes internationales. Au cours de l'exercice 2020-2021, le Programme fournira une assistance aux laboratoires d'essais pharmaceutiques de la DGDA à Dhaka et à Chittagong pour obtenir l'accréditation de préqualification de l'OMS. Le Programme PQM+ fournit également un soutien technique aux fabricants de médicaments prioritaires dont la qualité est garantie concernant la lutte contre la tuberculose, la santé maternelle et infantile et la planification familiale/santé reproductive.

**11.17.13 Programme de formation en épidémiologie sur le terrain – République démocratique du Congo (RDC)**

242. Au cours de l'exercice 2017-2021, les CDC aident la RDC à renforcer la capacité de sa main-d'œuvre à enquêter sur les épidémies et à prendre des mesures appropriées par la mise en place d'un programme de formation en épidémiologie sur le terrain (FETP). Le FETP forme des épidémiologistes de terrain – ou détectives sanitaires – pour identifier et contenir les foyers avant qu'ils ne deviennent des épidémies. Les participants se concentrent sur "l'apprentissage par la pratique" pour développer les compétences nécessaires à la collecte de données cruciales et à leur transformation en actions fondées sur des éléments probants. Le FETP de la RDC a formé 196 détectives sanitaires qui sont essentiels pour détecter et reconnaître avec précision les foyers, y compris les récentes épidémies d'Ebola. La première cohorte a été diplômée en 2015 et a contribué à soutenir les réponses aux épidémies d'Ebola de 2014, 2017 et 2018. Au total, 148 diplômés ont effectué une rotation pour soutenir la réponse à Ebola dans la province du Nord-Kivu.

**11.17.14 SHOPS Plus (Sustaining Health Outcomes Through the Private Sector) – Madagascar**

243. Le Programme de soutien des résultats en matière de santé grâce au secteur privé (SHOPS Plus), financé par les États-Unis, visait à exploiter tout le potentiel du secteur privé et à catalyser la collaboration entre le secteur public et le secteur privé pour améliorer les résultats en matière de santé dans les domaines de la planification familiale, de la lutte contre le VIH/SIDA, de la santé maternelle et infantile et d'autres domaines de la santé. Le Programme gère deux autorités d'octroi de crédits au développement (Baobab Bank et ACCESS Banque) pour fournir le financement nécessaire aux participants potentiels du secteur privé à Madagascar. Le Programme s'est déroulé pendant l'exercice 2016-2021 et il est maintenant terminé.

**Le secteur privé de Madagascar vante les mérites du Programme SHOPS Plus**

244. M. Patric, propriétaire d'un point d'approvisionnement en produits pharmaceutiques à Mahanoro (Madagascar), a été le premier bénéficiaire d'un "prêt Hasimbola", le nouveau type de prêt créé par la Baobab Bank en partenariat avec le Programme SHOPS Plus. Il a utilisé les fonds du prêt pour rénover son établissement et augmenter son inventaire de produits pharmaceutiques. Il explique ceci: "Grâce au financement de la Baobab, j'ai pu investir pour garantir la disponibilité des médicaments, afin que les patients n'aient pas à rentrer chez eux les mains vides. Mes ventes ont augmenté, car les clients me sont adressés par des médecins qui sont sûrs que j'aurai les médicaments prescrits en stock."

**11.17.15 Programme d'amélioration de la qualité des soins de santé (EQHA) de l'USAID – Cambodge**

245. Au cours de la période 2018-2023, le Programme d'amélioration de la qualité des soins de santé (EQHA) s'efforcera d'améliorer la santé du peuple cambodgien en donnant des moyens d'action aux dirigeants nationaux et provinciaux, ainsi qu'aux gestionnaires et fournisseurs de soins de santé publics et privés. Le Programme vise à améliorer la qualité des services de santé en mettant au point des méthodes modernes d'amélioration de la qualité (AQ), en renforçant la réglementation des soins de santé et en remodelant la formation initiale d'ici 2023. Le projet entend atteindre ces objectifs en passant par les étapes suivantes:

- a. amélioration des politiques, directives et normes pour une assurance qualité rationalisée;
- b. amélioration de l'efficacité et de l'efficacéité de la fourniture de services;
- c. renforcement de la mise en œuvre et de l'application du cadre réglementaire; et
- d. renforcement de la formation initiale en santé publique.

246. Le Programme d'EQHA continue d'aider le Département de développement des ressources humaines du Ministère de la santé et le Conseil des soins infirmiers à remodeler le personnel de santé en adoptant une formation clinique fondée sur les compétences, ce qui comprend: 1) la mise à jour de la vision et des objectifs du Programme d'études pour le diplôme d'associé en soins infirmiers, l'élaboration d'un glossaire pédagogique, ainsi que la révision et la mise à jour du cadre des compétences de base en soins infirmiers (CCF) pour l'aligner sur les compétences de base de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN); 2) l'application de l'enseignement à distance dans quatre centres régionaux de formation (CRF) et à l'Université de Puthisastra pour faciliter l'apprentissage en ligne, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19; 3) la fourniture d'équipements pédagogiques par simulation, notamment des mannequins haute-fidélité, aux CRF de Battambang et de Kampong Cham pour permettre aux étudiants de mettre en pratique leurs compétences cliniques et leur donner confiance en eux. Le Programme d'EQHA soutient la mise en place du premier système national d'accréditation des soins de santé au Cambodge, notamment en élaborant les normes d'accréditation des hôpitaux cambodgiens, en sélectionnant 20 hôpitaux pour tester ces normes sur le terrain et en élaborant le cours de certification des visiteurs en matière d'accréditation afin de contribuer à renforcer la confiance du public et à promouvoir une culture de la qualité au sein du système de soins de santé. L'EQHA a mis en place une plate-forme mobile, SwipeRx, pour soutenir les modules de développement professionnel continu destinés à l'auto-apprentissage des pharmaciens afin de renforcer leurs capacités et leurs connaissances en matière de tuberculose et de planification familiale. L'équipe du projet élabore également des modules initiaux de développement professionnel continu (DPC) axés sur l'amélioration de l'éducation relative au VIH et aux autres infections sexuellement transmissibles (IST). Cette plate-forme sera potentiellement utilisée par les pharmaciens privés pour orienter les patients présumés tuberculeux vers les services de diagnostic et de traitement.

#### Des représentants du gouvernement cambodgien et du secteur privé vantent les mérites de l'EQHA

247. Le professeur Thir Kruey, Secrétaire d'État du Ministère de la santé du Cambodge et Président du Comité directeur des Conseils des professionnels de la santé, a exprimé sa reconnaissance à l'USAID/EQHA pour la fourniture d'un équipement pédagogique par simulation pour le Programme de soins infirmiers dans les centres de formation régionaux de Kampong Cham et de Battambang en septembre 2020: "Comme nous le savons tous, la formation en sciences médicales est d'une importance vitale pour assurer la qualité et la sécurité des services de soins de santé prodigués par les professionnels de la santé. La formation exige que les étudiants apprennent la théorie et mettent en pratique leurs compétences médicales, même s'ils sont encore à l'école, en utilisant des équipements de simulation avant de pouvoir mettre en pratique les compétences acquises sur des patients dans des établissements de santé. Pour cela, les écoles/centres de formation doivent disposer d'un équipement suffisant pour la formation et l'entraînement. Aujourd'hui, nous avons la chance de recevoir cet équipement de l'USAID pour soutenir deux des quatre centres de formation régionaux au Cambodge." Le Dr Tek Chheng Eap, pédiatre praticien et conférencier, qui a consacré son temps libre à aider à élaborer la norme d'accréditation des hôpitaux cambodgiens (CHAS) a exprimé son appréciation et l'importance du soutien de l'EQHA de l'USAID: "la CHAS, élaborée avec le soutien de l'USAID/EQHA, est une feuille de route et un outil commercial stratégique conçu pour soutenir le perfectionnement et l'amélioration continue de la qualité des soins de santé et de la sécurité des patients dans les hôpitaux privés et publics." Mme Khov Gechchou, pharmacienne et propriétaire d'une pharmacie locale cambodgienne, a exprimé l'importance de la plate-forme mobile développée avec le soutien de l'USAID/EQHA. "Je vois tous les jours de nombreux contenus de qualité postés par le biais de SwipeRx. En tant que pharmacienne, je peux dire que cette plate-forme est très importante et utile, car elle permet aux pharmaciens de tout le pays d'améliorer leurs compétences. J'ai également remarqué que tous les feuillets sur la tuberculose ont leur propre signification et message clé. Par exemple, je suis maintenant capable de comprendre les symptômes de la tuberculose et de reconnaître quand je dois envoyer les patients à l'hôpital pour plus de conseils."



### **11.17.16 Programme de promotion des comportements sains (PHB) – Cambodge**

248. L'objectif du Programme de promotion des comportements sains de l'USAID est d'aider les Cambodgiens à adopter des comportements plus sains et de faire en sorte qu'ils demandent et reçoivent des soins de santé de qualité tout en réduisant le risque de difficulté financière grâce à des systèmes plus durables. Il y a deux objectifs principaux: 1) renforcer les systèmes du secteur public pour la supervision et la coordination de l'activité SBC aux niveaux national et provincial; 2) améliorer la capacité des individus à adopter des comportements sains. Les femmes et les hommes des six communautés provinciales de Kampong Cham, Battambang, Pailin, Tbong Khmum, Kampong Chhnang et Phnom Penh reçoivent des informations/une éducation en matière de santé sur la planification familiale, la tuberculose, l'hygiène et l'assainissement, la santé maternelle et infantile, la nutrition et le paludisme. Les communautés des provinces ciblées apprécient la possibilité d'obtenir plus d'informations sur la planification familiale et la tuberculose, et elles participeront au Programme en orientant les personnes présentant des symptômes suspects vers les centres de santé pour un dépistage.

### **11.17.17 Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale – Guinée**

249. Les activités menées dans le cadre du Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale permettent de renforcer les capacités et les réseaux de laboratoires de santé animale et de mettre au point des systèmes de surveillance en Guinée afin de détecter rapidement les maladies du bétail et les zoonoses importantes et d'y répondre, y compris en ce qui concerne la résistance aux antimicrobiens. Le Programme est mis en œuvre par le partenaire d'exécution de l'USAID, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en Guinée. La capacité du laboratoire vétérinaire central à détecter la résistance aux antimicrobiens et les résidus dans les aliments est une étape importante dans la progression de la Guinée vers son objectif de sécurité sanitaire des produits alimentaires. La détection de la résistance aux antimicrobiens améliorera considérablement les soins de santé vétérinaires et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. L'acquisition de matériel, de milieux de culture, de réactifs chimiques et biochimiques et de consommables permettra au Laboratoire central vétérinaire de participer à la surveillance des micro-organismes résistants aux antimicrobiens en Guinée, et éventuellement de détecter des souches bactériennes résistantes ou multirésistantes afin que des mesures appropriées puissent être prises pour les contrôler. En outre, le laboratoire dédié à la résistance aux antimicrobiens contribuera à la lutte contre les produits avicoles importés contaminés (par exemple, la viande et les œufs) et les aliments médicamenteux pour animaux.

250. Le Programme d'action pour la sécurité sanitaire mondiale a permis de moderniser le Laboratoire central de diagnostic vétérinaire de Conakry pour détecter les micro-organismes résistants aux antimicrobiens et les résidus de médicaments dans les aliments et autres produits. En outre, ce programme financé par les États-Unis a remis à neuf le laboratoire dédié à la résistance aux antimicrobiens et l'a réapprovisionné en réactifs, consommables et équipements nécessaires. Le Programme a formé tous les techniciens de laboratoire spécialisés dans les tests de résistance aux antimicrobiens. Aujourd'hui, le laboratoire effectue des tests de routine sur les résidus d'antibiotiques dans les produits alimentaires et les produits connexes. De même, le Programme a aidé à mettre en place le système de gestion des renseignements de laboratoires dans les laboratoires vétérinaires centraux et régionaux. Le Programme a formé le personnel du laboratoire à la gestion de données précises, qui sont partagées en temps réel avec le réseau national de laboratoires. L'application utilisée permet une bonne gestion des données pour le partage des résultats et la prise de décisions ultérieure, ainsi que le stockage des réactifs, des consommables et l'entretien des équipements. Enfin, le Programme a permis de former quatre techniciens de laboratoire vétérinaire du Laboratoire des Fièvres Hémorragiques Virales (LFHV) de Guinée. Grâce à cette formation, les techniciens ont acquis des compétences en matière de diagnostic moléculaire et séroimmunologique afin d'aider le pays à faire face aux épidémies de COVID-19, d'Ebola et d'autres maladies émergentes et résurgentes.

### **11.17.18 Fourniture de services de santé – Guinée**

251. Le Programme de fourniture de services de santé de l'USAID/Guinée se déroule tout au long de l'exercice 2017-2022 et fournit un appui technique pour la gestion au niveau national de la plate-forme de données DHIS2. Cela comprend un soutien continu pour les coûts du réseau téléphonique entre les fournisseurs de soins de santé et les gestionnaires, avec un suivi de l'utilisation. Le Programme a travaillé en étroite collaboration avec les directions régionales et

provinciales de la santé pour intégrer les coûts de maintenance du réseau dans les budgets et planifier un suivi afin qu'elles puissent prendre en charge le fonctionnement du réseau. Le Programme apporte également son soutien au suivi téléphonique des femmes pendant au moins un an après un traitement de fistules afin d'identifier les risques de récurrence/d'échec du traitement et de proposer des stratégies et des interventions en vue de remédier à la situation. Au cours de l'exercice 2020, malgré la pandémie de COVID-19, le Programme a continué de fournir une assistance technique au Ministère de la santé et à l'Agence de sécurité sanitaire du Ministère de la santé du gouvernement de Guinée. Le Programme a soutenu la préparation et la mise en œuvre du module DHIS2/COVID-19 et la gestion des données relatives à la COVID-19. Il a également créé des groupes WhatsApp pour permettre la continuité des services de qualité en matière de santé reproductive, ainsi que des services de santé destinés aux mères, les nouveau-nés, les enfants et les adolescents.

#### **11.17.19 Ventilateurs – Mozambique**

252. Le gouvernement américain, par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international, a fait don de 50 ventilateurs de haute qualité au Mozambique pour l'aider dans sa lutte contre la pandémie de COVID-19. Ce don est un élément clé de la fourniture par le gouvernement américain de matériel essentiel et d'expertise technique pour soutenir la réponse urgente et continue du Mozambique à la pandémie. Les ventilateurs, produits aux États-Unis par Zoll Medical Corporation, sont le reflet d'une technologie de pointe et très demandée. Ils peuvent être utilisés pour le traitement des patients pédiatriques jusqu'aux patients adultes. Les ventilateurs ont une autonomie de 10 heures. Ils sont compacts, déployables et offrent au Mozambique une plus grande souplesse dans le traitement des patients gravement touchés par la pandémie de COVID-19. Pour les patients dont les poumons ne fonctionnent pas correctement malgré l'apport d'oxygène, cette ressource vitale peut sauver des vies. Le gouvernement américain travaille en étroite collaboration avec le Ministre mozambicain de la santé, Armindo Tiago, et d'autres homologues gouvernementaux pour distribuer rapidement les ventilateurs aux établissements de santé du Mozambique où la COVID-19 est traitée. Pour s'assurer que les unités sont utilisées efficacement par des professionnels formés, le gouvernement américain fournit également une formation technique au personnel médical.

#### **11.17.20 Initiative du Président contre le paludisme – République démocratique du Congo**

253. Au cours de la période 2018-2023, l'USAID destine 5 millions d'USD à l'assistance technique, au leadership et à la formation afin de renforcer le volet de suivi et d'évaluation du Programme national de lutte contre le paludisme et les systèmes nationaux de gestion des informations de santé en RDC. L'Initiative du Président contre le paludisme met également en œuvre le suivi de la durabilité des moustiquaires imprégnées d'insecticide par le biais de l'École de santé publique de Kinshasa. La surveillance entomologique permettra d'améliorer la prise de décisions future concernant le choix des outils pour le contrôle des vecteurs. Le Programme est en cours.

#### **11.17.21 Séquençage génomique du SARS-CoV-2 des CDC – Malawi**

254. Avec l'identification d'un nombre croissant de variants du SRAS-CoV-2, il est impératif de doter les laboratoires des capacités nécessaires pour effectuer le séquençage génomique du SRAS-CoV-2 afin de suivre ces variants et d'orienter les interventions de santé publique, notamment en ce qui concerne le choix du vaccin contre la COVID-19. Au cours de l'exercice 2020-2021, avec la collaboration de l'Université Johns Hopkins, du laboratoire KRISP en Afrique du Sud, de l'OMS et des CDC d'Afrique, les investissements des CDC américains ont permis le séquençage d'environ 200 échantillons, et 260 échantillons supplémentaires sont en attente au laboratoire KRISP. Cela a permis de détecter les variants préoccupants. Bientôt, les laboratoires du Malawi seront pleinement fonctionnels et auront la capacité de séquencer localement les échantillons de virus de la COVID-19.

#### **11.17.22 Solutions commerciales numériques pour les points de vente de médicaments agréés (ADDO) en Tanzanie**

255. Un partenariat établi entre janvier 2020 et septembre 2021 avec SHOPS Plus, un projet de l'USAID, et Maisha Meds, une ONG américaine à but non lucratif, vise à accroître la viabilité commerciale des petites pharmacies privées et à faciliter leur accès au financement. Les

plates-formes numériques fournissent des données essentielles aux fournisseurs, aux banques et au gouvernement pour déterminer leur rôle dans la réalisation des objectifs nationaux en matière de santé. Maisha Meds cible 100 ADDO dans les régions de Pwani et de Mwanza en Tanzanie. Les ADDO achètent des tablettes numériques qui donnent accès à un système de point de vente qui enregistre les dépenses, les ventes et les stocks. Une plate-forme de réapprovisionnement avec des fournisseurs de confiance est utilisée pour négocier des remises de groupe sur les médicaments. Les registres des ventes du groupe fournissent aux banques des informations permettant de créer des formules de prêt adaptées aux besoins de crédit des ADDO. L'historique des achats des clients servira de base à l'élaboration de tableaux de bord sur le paludisme, la santé infantile et la planification familiale, ainsi qu'à une meilleure reconnaissance par le gouvernement du rôle essentiel des 12 000 ADDO dans la satisfaction des besoins de santé publique.

### **11.17.23 Chaîne d'approvisionnement mondiale dans le domaine de la santé – Tanzanie**

256. Au cours de la période 2016-2023, ce programme de l'USAID améliorera la chaîne d'approvisionnement de produits de santé en Tanzanie. Il devrait améliorer la disponibilité des produits ainsi que les résultats de la Tanzanie dans le domaine de la santé. Il a permis d'améliorer la chaîne d'approvisionnement des produits de santé:

- a. en aidant le Ministère tanzanien de la santé à mettre en œuvre ses plans stratégiques;
- b. en établissant une plate-forme de gouvernance afin de gérer les changements et mises à jour qui seront apportés au système d'information électronique de gestion de la logistique;
- c. en encourageant les acteurs clés de la chaîne d'approvisionnement à utiliser les plans de suivi des performances de l'Unité de gestion logistique afin de garantir une plus grande responsabilité;
- d. en renforçant la gouvernance du système de la chaîne d'approvisionnement au niveau des districts par le suivi de la disponibilité des stocks;
- e. en institutionnalisant la qualité et l'utilisation des données relatives à la chaîne d'approvisionnement;
- f. en soutenant l'introduction dans le pays du financement axé sur les résultats; et
- g. en aidant l'Unité des services pharmaceutiques et l'Unité de planification des politiques du Ministère de la santé à mieux budgétiser les produits de santé.

## **12 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA MAIN-D'ŒUVRE**

257. Des organismes des États-Unis, y compris le Département du travail, le Département de la justice et le Département d'État, s'emploient à faire en sorte que les travailleurs du monde entier soient traités équitablement et puissent bénéficier des avantages de l'économie mondiale. Le Département du travail a élaboré des projets internationaux et des activités conjointes qui aident d'autres pays et des organisations internationales à mieux comprendre les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs dans le monde entier et à renforcer les normes internationales du travail et la protection des travailleurs. Ces programmes renforcent les capacités sur les marchés mondiaux du travail et contribuent à mettre les partenaires commerciaux sur un pied d'égalité.

### **12.1 Programmes nationaux**

#### **12.1.1 Hackathon régional AfrIdea – Togo**

258. Du 18 juin au 20 juin 2021, l'ambassade des États-Unis au Togo (organisée par les services régionaux d'Afrique et le PACT) a organisé AfrIdea, un événement technologique de trois jours qui a réuni de jeunes innovateurs, des entrepreneurs et des amateurs de technologie de chaque pays afin de trouver des solutions numériques innovantes pour faire face aux défis liés à la pandémie. Les 30 participants du Togo ont mené leurs activités dans deux laboratoires technologiques situés à Lomé: Nunya Lab et Ghyada Lab (ce dernier ayant été créé par un ancien du Programme d'échange

du gouvernement américain). Au Togo, les juges ont sélectionné les 10 meilleurs projets qu'ils ont mis en concurrence en vue d'un financement supplémentaire. Les projets des participants togolais étaient axés sur la santé, l'entrepreneuriat féminin, le commerce électronique et l'éducation. Le projet gagnant du Togo, Scientific Kits, vise à améliorer l'apprentissage des sciences et l'apprentissage par l'expérience dans les collèges et les lycées. L'ambassadeur Stromayer a prononcé un discours de clôture virtuel devant les participants de chacun des pays, et l'ancien boursier togolais de Mandela Washington, Claude Grunitzky, était l'un des principaux orateurs.

### **12.1.2 Projet "Nyenyo City" – Togo**

259. Le "hackathon" de décentralisation de l'ambassade réalisé en juin 2018 a mené à la création d'une plate-forme en ligne prometteuse pour aider les collectivités locales à fournir des services de qualité. Ce modèle sera mis en œuvre dans le cadre du projet "Nyenyo City". Ce projet, prévu pour durer huit mois, sera réalisé dans le quartier de Zio, à environ 45 minutes de la capitale, Lomé. Un groupe de jeunes militants de la société civile et de codeurs ont travaillé main dans la main avec les autorités locales de Zio pour intégrer la plate-forme et la mettre en service. Depuis son lancement, la plate-forme a bénéficié d'un large soutien dans les villes où elle a été introduite et est en cours d'expansion. Pour faire fond sur ce modèle de réussite, l'ambassade a présenté une demande de financement en avril 2020 en vue de mettre en œuvre ce projet dans d'autres villes. Ce projet est actuellement mis en œuvre au cours de l'exercice 2021.

### **12.1.3 Formation en matière de défense pénale – Burkina Faso**

260. Le Département de la justice et son Office d'assistance et de formation pour le développement des poursuites judiciaires à l'étranger (OPDAT) ont offert une formation aux avocats sur les compétences en matière de défense pénale dans les affaires de terrorisme. Par l'intermédiaire du barreau du Burkina, l'OPDAT a offert une formation à 10 avocats burkinabés en 2020-2021. Étant donné qu'il n'existe pas de bureau de défense publique au Burkina Faso, tous les accusés criminels sont représentés par des avocats privés. Parmi les instructeurs figuraient le Bureau du défenseur public fédéral pour le district de l'Alaska, d'anciens avocats de la défense et procureurs fédéraux et militaires, et le président du barreau du Niger.

## **13 PROGRAMMES ET INCITATIONS LIÉS AU TRANSPORT**

### **13.1 Projet Bridges – Madagascar**

261. Le projet Bridges est un accord entre le leader américain des ponts métalliques préfabriqués et le gouvernement malgache en vue de fournir et d'installer des centaines de ponts dans plusieurs régions du pays. Ce programme est divisé en plusieurs phases. Il vise à fournir environ 100 ponts métalliques modulaires au gouvernement malgache dans la phase 1 pour remplacer les ponts existants ou les installer sur de nouvelles routes. Les ingénieurs, techniciens et ouvriers des pays hôtes recevront une formation complète qui leur permettra d'installer des ponts de manière indépendante dans tout le pays. Le Programme se déroulera au cours de l'exercice 2021-2023.

#### **Des fonctionnaires malgaches appuient le Programme Bridges**

262. Le Ministre malgache des travaux publics estime que la flexibilité du modèle préfabriqué est mieux adaptée à la géographie et aux conditions de Madagascar. Il souhaiterait que ce programme soit reproduit à l'avenir si cette première série de 100 ponts peut être installée sans problème et il pense qu'il contribuera grandement au développement du pays.

---